

**Mémoire de fin de cycle en vue de l'obtention du diplôme de
Master
Spécialité : E-BUSINESS**

THEME :

**Impact de l'automatisation des processus
sur l'environnement juridique en Algérie
Cas: start-up Legal doctrine**

Présenté par : Encadré par :
Mme Rahmouni sabrine

Mme Ziouani

Année universitaire

2023-2024

Remerciement

Tout d'abord, je remercie l'ensemble du personnel administratif et du corps professionnel de l'école.

Je tiens à exprimer ma gratitude envers mes professeurs pour leur enseignement de qualité, leur disponibilité et leur guidance précieuse.

Je tiens également à remercier toutes les personnes qui ont contribué au succès de notre travail et qui m'ont aidé lors de la rédaction de ce mémoire de fin d'études.

Je remercie mes parents et mes sœurs pour leur soutien inconditionnel et leurs encouragements constant tout au long de mes études

A mes Amis aussi pour leur présence réconfortante.

SOMMAIRE

- **Chapitre 1** : l'impact de l'automatisation des processus à travers les legaltechs sur le secteur juridique

Section 1 : Le droit technologique.....06

Section 2 : Legaltechs : impact sur les institutions, les professionnels et les entreprises.....23

Section 3 :Le Business du droit : Évolution du Marché Juridique et des Legaltechs.....38

- **Chapitre 2** : Cas pratique : Legal Doctrine, une startup legaltech algérienne

Section 1 : présentation de l'entreprise d'accueil < Legal doctrine>.....73

section 2 : Méthodologie de la recherche.....82

section 3 : Analyse des résultats et recommandations.....84

Conclusion générale.....113

Bibliographie.....116

Annexes.....120

Liste des schémas :

N°	Titre	Page
01	Chronologie de l'automatisation du droit	07
02	Revenus de l'industrie des activités juridiques et comptables.	41
03	Taille du marché des services juridiques	42
04	Croissance de la demande de services des cabinets juridiques	43
05	Activités des utilisateurs dans le temps et durée d'engagement moyenne	91
06	Les segments des répondants	96
07	l'ancienneté des répondants	97
08	Fréquence d'utilisation	99
09	Durée d'engagement	100
10	Les problèmes techniques rencontrés	102
11	Satisfaction du besoin	103
12	Les aspects de la plateforme à améliorer	105

Liste des tableaux :

N °	Titre	Page
01	Les offres commerciales de Legal doctrine	80
02	Comparaison de l'évolution du chiffre d'affaires de legal doctrines par rapport à ses deux concurrents	88
03	Indicateurs clés de performance de l'année 2020 et 2023	91
04	Taille l'échantillon	95
05	Fréquences et pourcentages des segments des répondants	96
06	Fréquences et pourcentages de l'ancienneté des répondants	97
07	Fréquences et pourcentages de la fréquence d'utilisation	98
08	Fréquences et pourcentages du nombre de recherches	99
09	Fréquences et pourcentages de la satisfaction des utilisateurs	101
10	Fréquences et pourcentages des réponses sur l'amélioration de la productivité	103
11	Fréquences et pourcentages des améliorations constatées	104
12	les fréquences d'utilisation par rapport au niveau de satisfaction	106
13	les fréquences d'utilisation par rapport au niveau de satisfaction	107

Liste des figures

N °	Titre	Page
01	Les formes de legaltechs	13
02	Analyse des 5 forces de porter du marché juridique	40
03	Identifier un bon modèle économique	46
04	Identifier un bon modèle économique	59
05	Organigramme de legal doctrine	76
06	Analyse de Porter de legal doctrine	85
07	Analyse swot de legal doctrine	89

Liste des abréviations :

CALR:Computer Assisted Legal Research

IA: Intelligence artificielle

CLP:Bucerius Center on the Legal Profession

BCG: Boston Consulting Group

Rh: Ressourceshumaines

IBM: International business machines corporation

RCS: Registre du Commerce et des Sociétés

MOOCs: Massive Open Online Courses

ERP: Systèmes de gestion intégrés

CRM: Gestion de la relation client

VPN : Virtual Private Network

API :interface de programmation d'application

DPO :Protection des données

RGPD : obligations issues du règlement général sur la protection des données

ABA : American bar association

RPVJ:Réseau privé virtuel justice

RPSH: réseau privé sécurisé des huissiers de justice

RPVA: Réseau privé virtuel des avocats

CLOC: Corporate Legal Operations Consortium

BM: Business model

NLP: Traitement du langage naturel

TALN: Traitement automatique du langage naturel

NLTK: Natural Language Toolkit

AWS:Amazon Web Services

NLU: Natural language understanding

LBF: Legal business forum

AAD: Algiers arbitration day

UX: User experience

HTML:HyperText Markup Language

CSS:Cascading Style Sheets

LLM: Large Language Model

LD: Legal doctrine

GPT:Generative Pre-trained Transformer

KPI : Indicateurs clés de performance

Résumé :

Le droit est en effet présent dans tous les domaines, et grandit avec la digitalisation des services et l'émergence de nouveaux métiers et domaines. Le public est de plus en plus demandeur d'expertise, de conseil et d'accompagnement que ce soient des consommateurs aux services administratifs en passant par la justice, les usagers et les citoyens.

Ce mémoire étudie l'impact de l'automatisation des processus sur l'environnement juridique en Algérie, à travers l'émergence des Legaltechs, Il explore comment celles-ci, en intégrant des avancées technologiques telles que l'intelligence artificielle, transforment le secteur juridique traditionnel, en rivalisant les acteurs traditionnels.

Nous retracerons l'évolution du comportement de l'utilisateur face à l'innovation continue d'une plateforme juridique et l'intégration de l'IA. Nous avons pris comme cas Legal doctrine première Legaltech en Algérie et leader du marché afin d'étudier son positionnement stratégique et ses apports en termes de cout, rapidité et efficacité pour répondre aux besoins des utilisateurs qui deviennent de plus en plus exigeant.

Mots clés : Technologies juridiques, droit, Legaltech, innovation, automatisation, Intelligence artificielle, plateforme, Satisfaction utilisateur.

Introduction générale

La naissance du droit est un phénomène corrélé à l'émergence d'une civilisation. Le droit est une science humaine et sociale, qui relève à la fois de l'individu et de la société ; son application est intrinsèquement liée aux mœurs des Hommes et à leur histoire. Cette discipline s'entend comme un ensemble de règles visant à organiser la conduite de l'homme en société et dont le respect est assuré par la puissance publique.

Le secteur du droit est composé d'une multitude d'acteurs traditionnels qui sont intermédiaires entre l'État et le justiciable. Chaque métier contribue à différentes parties du droit : élaboration, application, diffusion et enseignement.

Malgré qu'il se soit montré plus résistant que d'autres secteurs tels que la finance, le marketing ou la santé, le secteur juridique a été lui aussi impacté par l'automatisation des processus qui est une partie indispensable de la numérisation. Les avancées technologiques ont bouleversé ce secteur depuis le siècle passé jusqu'à l'émergence des legaltechs ces dernières années

L'emploi de l'informatique comme levier d'amélioration de l'efficacité de la justice s'inscrit dans une stratégie de modernisation datant de l'apparition des premiers calculateurs. Après avoir permis de centraliser la mémoire de la justice pénale, d'industrialiser la production de documents dans les tribunaux et de gérer électroniquement les affaires, de nouvelles technologies comme l'intelligence artificielle et les blockchains contribuent désormais à recomposer en profondeur l'offre de justice en rendant possible une dématérialisation totale des processus, la résolution de litiges en ligne et des analyses statistiques avancées de la jurisprudence. Les legaltechs se présentent comme les principaux artisans de ces innovations, en s'appropriant avec pragmatisme et enthousiasme, les outils d'une justice numérique du XXI^e siècle.

Ce mémoire intitulé « l'impact de l'automatisation des processus sur l'environnement juridique en Algérie », mètrera l'accent sur les fondements théoriques comme l'évolution du droit technologique, l'émergence des legaltechs et leurs caractéristiques comme le type de service, IA utilisée, les segments des clients, l'impact sur les clients et les défis auxquels elles

sont confrontées. Le business du droit est aussi une partie importante du mémoire qui nous permettra de comprendre comment ces entreprises évoluent dans le marché juridique déjà conquis par les acteurs traditionnels et ses spécificités par rapport aux autres marchés.

L'innovation est la devise de toute legaltech qui veut pénétrer et gagner des parts de marché, qu'elle soit dans le business model, la performance technique de la plateforme ou les fonctionnalités utilisées, elle doit être faite de façon continue et évolutive, c'est pourquoi nous avons choisi de construire notre cas pratique autour de l'amélioration continue des plateformes et l'évolution technologique.

Nous avons étudié le cas de legal doctrine une plateforme de recherche juridique leader du marché algérien des legaltechs qui a su progresser de manière très rapide en automatisant les processus de la recherche et veille juridique et en innovant constamment sa plateforme.

Problématique

À l'ère du numérique, chaque secteur connaît sa révolution. Le monde juridique, ancré dans des traditions centenaires, n'échappe pas à cette métamorphose. Les Legaltechs promettent une optimisation sans précédent des services juridiques tout en relevant une multitude de défis, il faut donc comprendre : **Comment les Legaltechs révolutionnent-elles le secteur juridique à travers l'automatisation des processus?**

Afin d'apporter une réponse plus complète à ce sujet nous avons soulevé d'autres questions sous-jacentes :

- 1- Comment les innovations et les stratégies commerciales des legaltechs transforment-elles le marché juridique?
- 2- Quels sont les changements majeurs dans les services juridiques et les pratiques des clients?
- 3- Quelles sont les améliorations techniques et opérationnelles qui permettent aux plateformes legaltechs de satisfaire leurs utilisateurs et accroître leurs chiffres d'affaires ?

Les données recueillies nous permettront d'affirmer ou d'infirmer les hypothèses suivantes :

Hypothèse 1 : Les legaltechs rendent la compétitivité accrue en intégrant de nouvelles tendances technologiques à travers leurs plateformes et innovent leurs politiques commerciales.

Hypothèse 2 : Les legaltechs n'ont pas modifié les attentes des clients en matière de transparence, de coût et de rapidité des services juridiques.

Hypothèse 3 : Les legaltechs améliorent constamment la performance de leurs plateformes afin de satisfaire leurs clients et accroître leur chiffre d'affaires.

Méthodologie de recherche :

Pour mener à bien notre recherche et répondre aux questions évoquées précédemment, nous avons adopté la démarche suivante: le premier chapitre est théorique rédigé à travers une recherche bibliographique et documentaire relative au thème de l'automatisation des processus de l'environnement juridique en Algérie, nous avons retracer l'historique de l'informatisation du droit, les legaltechs et leur impact sur cet environnement ainsi que le business du droit.

Pour la démarche pratique nous nous sommes basés sur la collecte d'informations fournies par Legal doctrine sur le marché algérien des legaltechs et son évolution sur ce dernier ainsi que les spécificités de sa plateforme et ses innovations technologiques.

Dans la première section nous avons décrit legal doctrine, son historique, ses objectifs et ses missions aussi bien que son modèle commercial et le département technique ou nous avons effectué notre recherche.

La deuxième section s'est portée sur la méthodologie de recherche suivie pour effectuer l'étude de la position stratégique de legal doctrine sous forme d'un constat de sa force concurrentielle sur le marché algérien en effectuant une étude Porter et une analyse Swot à l'aide des observations et les informations fournies par la start-up. Ce constat sur l'environnement micro et macro-économique de legal doctrine sera confirmé par les études effectuées sur le terrain: une étude comparative des KPI (indicateurs clés de performance) liées au comportement des utilisateurs et l'évolution de la plateforme entre la version 1 (2018-2020) et la version 2 (2020-2024), et un questionnaire quanti-qualitatif destinés aux utilisateurs de la plateforme pour mesurer leur satisfaction et appuyer les résultats des études précédentes.

Quant à la dernière section, la collecte des données après notre analyse, nous a permis de dégager des recommandations.

Cette approche méthodologique nous a permis d'analyser de manière approfondie l'évolution des legaltechs en Algérie, en se concentrant sur Legal doctrine, et de formuler des recommandations stratégiques basées sur une évaluation rigoureuse de ses performances et de son positionnement concurrentiel sur le marché.

Chapitre 1:

L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

1 Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

1.1 Introduction au chapitre

La complexité croissante des rapports sociaux a entraîné un développement des règles de droit. Pour rendre compte de cette diversité, ce dernier a été divisé en différentes branches en fonction de son objet ou de son domaine, notamment le droit public et le droit privé, ainsi que le droit national et le droit international. Le secteur juridique a d'abord été touché par la mondialisation à travers la coopération internationale, la réglementation transnationale et la protection des droits, ce qui a facilité l'intégration des avancées technologiques dans celui-ci avec l'émergence rapide des legaltechs.

Ce chapitre est divisé en 3 sections, la première section définira et retracera l'histoire du droit technologique de ses premières inclusions jusqu'à l'émergence des legaltechs en définissant leurs formes, leurs clientèles et les défis auxquelles elles sont confrontées. La deuxième section évaluera l'impact des legaltechs sur les services juridiques et l'ensemble des segments de la clientèle. Enfin la troisième et dernière section sera sur le business du droit et regroupera la taille et les caractéristiques du marché, les modèles économiques adoptés, les levées de fonds et l'introduction de l'IA et la blockchain.

En somme, ce chapitre vise à fournir une vision d'ensemble des changements causés par les legaltechs à travers l'automatisation des processus juridiques.

1.2 Section 1 : Le droit technologique

1.2.1 Sous-section 1 : Émergence des éditeurs juridique

L'informatique, comme le droit, infiltre tous les capillaires de la vie sociale. Mais leurs réseaux de diffusion ne sont pas séparés comme ceux de la lymphe et du sang.

Bien au contraire, l'informatique et le droit se mêlent chaque jour d'avantage dans des canaux communs. la première paraît désormais vouée à susciter de nouvelles règles dans toutes les branches du second.¹

En général L'automatisation des processus désigne l'utilisation de logiciels et des technologies pour automatiser les processus de gestion et les fonctions afin d'atteindre les objectifs organisationnels, tels que la production d'un produit, l'embauche et l'intégration d'un salarié ou la fourniture d'un service client.²

L'automatisation est une étape indispensable du processus de numérisation des secteurs. Celle-ci est incarnée par l'intelligence artificielle, l'innovation majeure de notre époque, comparable à la révolution industrielle engendrée par la machine à vapeur le siècle dernier. En ce qui concerne le domaine juridique, il semble peu sensible à cette évolution. La réticence à adopter ces technologies liées à l'intelligence artificielle peut être attribuée à la variété des activités juridiques et à l'importance économique moindre de ce secteur par rapport à d'autres domaines.

L'automatisation des processus de gestion était initialement un aspect unique du domaine plus vaste de la gestion des processus de gestion (BPM). BPA se concentrait sur l'amélioration de la productivité du back-end en prenant en charge des tâches chronophages et répétitives. Aujourd'hui, cependant, la BPA n'est plus simplement une composante de BPM, elle est devenue la force motrice et une pierre angulaire de tout parcours de la transformation numérique, optimisée par des technologies telles que l'IA et le Machine Learning, signifie que

¹CATALA P,1998, Le droit à l'épreuve du numérique, Jus Ex Machina, leéd, PUF, Droit éthique société,Paris,P20.

²Qu'est-ce que l'automatisation des processus ? - Retour aux sources à travers le prisme de la gestion documentaire <https://www.dbsgroup.net/fr/what-is-process-automation/>consulté le 03/05/2024 à 13h13.

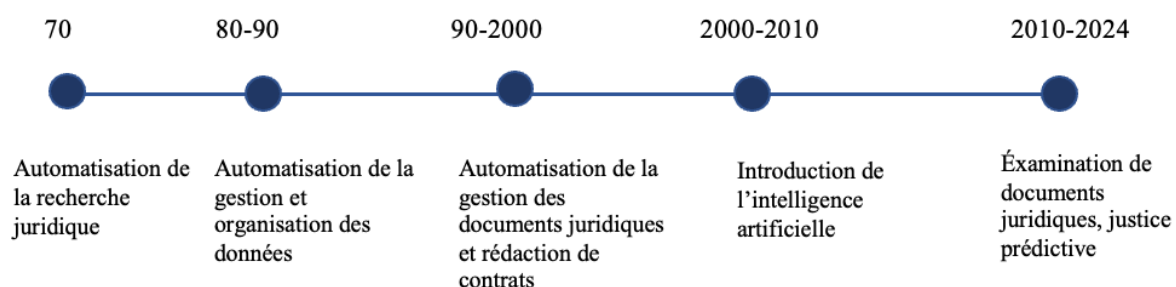
Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

la portée et l'évolutivité de l'automatisation moderne des processus de gestion sont presque illimitées. Les solutions BPA modernes peuvent désormais être intégrées aux applications back-end et frontend, en rationalisant les processus, des chaînes logistiques aux RH, en passant par la finance, le service client et bien plus encore.

L'intelligence artificielle se manifeste dans le domaine juridique à travers diverses formes d'automatisation, telles que l'exécution de tâches simples par des algorithmes, l'analyse prédictive fournissant des statistiques sur les décisions antérieures, ou encore la censure de documents, comme la dissimulation des décisions de justice. Par exemple, elle permet d'assister quotidiennement les professionnels du droit en facilitant la communication avec les justiciables et en planifiant des rendez-vous via des échanges de courriels ou de messageries instantanées. Les chatbots occupent une place importante dans les directions juridiques et commencent à être utilisés dans les cabinets d'avocats, et il est même envisagé de les utiliser ultérieurement dans les juridictions pour collecter les pièces relatives à une affaire.¹

De tout temps, les plus belles inventions ont été mises en œuvre au sein du monde du droit afin de diffuser le droit au plus grand nombre et le plus rapidement possible. Il s'en dégage un besoin prééminent de pouvoir communiquer à l'ensemble des citoyens tout changement dans le corpus législatif, afin de conserver une stabilité juridique dans l'application de la loi. Contrairement à ce que l'on croit l'adoption des technologies novatrices dans ce domaine est plus ancienne,²

Schéma N° 1 : Chronologie de l'automatisation du droit



¹Laurine Tavitian, crée un chatbot pour transformer la fonction juridique en entreprise, 7 mai 2018, <https://www.village-justice.com/articles/chatbot-moyen-digitaliser-pour-transformer-fonction-juridique-chez-cdf,28420.html>; (lu le 7/04/2024 à 12h30).

²Cassar Bertrand, 04/12/2020, thèse: transformation numérique du monde de droit, université de Strasbourg, P28.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

Source : Fait par nos soins à partir d'une recherche documentaire

Les premiers pas dans l'automatisation du droit se font dans les années 1970 et 1980 avec l'entreprise Lexis qui crée de CALR (Computer Assisted Legal Research) en 1973, dans le but de faciliter aux avocats la recherche de la jurisprudence et les bibliothécaires juridiques.

Les progrès technologiques des années suivantes ont été axés sur la gestion des documents juridiques grâce à des logiciels spécifiquement conçus pour organiser, stocker et gérer de manière numérique.

Les cabinets d'avocats et les départements juridiques des entreprises ont alors adopté des systèmes informatiques pour organiser et stocker leurs données, améliorant ainsi l'efficacité opérationnelle et la gestion de l'information. Comme logiciels on trouve PClaw (1980) et I Manage (1993) .

Avec l'avènement d'Internet et des technologies de communication numérique, les logiciels spécialisés pour la rédaction de contrats et la gestion des documents juridiques ont commencé à apparaître comme HotDocs (1996), un logiciel de création de documents automatisé utilisé dans de nombreux domaines juridiques, et Westlaw (1996)¹, une base de données juridiques en ligne permettant aux avocats d'accéder à une vaste bibliothèque de ressources juridiques.

Sous l'impulsion de la miniaturisation des ordinateurs et son développement industriel (micro-informatique), la deuxième phase de la transformation numérique de justice, que l'on pourrait situer approximativement entre les années 1980 à 2010, se concentrera sur l'industrialisation de la production de documents et l'automatisation de la gestion des affaires, en y incluant la fiabilisation de la production statistique.²

Cependant, c'est dans les années 2010 que l'automatisation juridique a connu une véritable révolution avec l'introduction de l'intelligence artificielle (IA) et du traitement du langage naturel. Ces avancées technologiques ont permis aux systèmes informatiques de comprendre et d'analyser les données juridiques de manière beaucoup plus sophistiquée.

Grâce à l'émergence d'outils d'analyse prédictive, les avocats peuvent anticiper les résultats des litiges et fournir des conseils stratégiques basés sur des données empiriques. Des

¹Une histoire de l'accès au droit <https://www.precisement.org/blog/Une-histoire-complexe-de-l-acces-au-droit.html> consulté le 28/2/2024 à 14h00.

²Yannick Meneceur, février2023 ,La transformation numérique de la justice Ambitions, réalités et perspectives - Etat 2022-2023

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

illustrations significatives comprennent ROSS Intelligence (2014). En utilisant une intelligence artificielle de grande envergure : IBM Watson, qui repose sur la compréhension du langage familier, et LegalSifter (2013).¹

Cette solution permet de rapidement examiner des documents en utilisant l'IA de LegalSifter combinée aux conseils des experts, de garantir la cohérence et de réduire les risques en partageant les meilleures pratiques, et de se concentrer sur la création de valeur stratégique en simplifiant la révision des contrats courants.²

Ces dernières années les chatbots juridiques et les plateformes de conseil juridique en ligne ont révolutionné l'univers juridique répondant aux besoins de plus en plus exigeants des clients

1.2.2 Sous-section 2 : Les Legaltechs

A/Définitions :

Il est primordial de comprendre la distinction entre la pratique du droit et la prestation de services juridiques.

Bien qu'il n'existe pas de définition consensuelle de ce qu'est réellement la pratique du droit, puisqu'elle varie d'un pays à l'autre, l'interprétation générale est qu'elle implique la fourniture de conseils juridiques et la représentation de clients dans des négociations juridiques, des tribunaux ou des procès.

En outre, l'American Bar Association le définit comme "l'application de principes et de jugements juridiques aux circonstances ou aux objectifs d'une personne qui requièrent les connaissances et les compétences d'une personne formée au droit".³

Les services juridiques manquent également d'une définition claire et sont généralement expliqués de manière superficielle. Le dictionnaire de Cambridge les définit comme "le travail effectué par un avocat pour un client".

Cependant, il existe plusieurs "services juridiques" qui ne sont pas nécessairement effectués par des avocats. Par exemple, la constitution de sociétés, le dépôt de brevets ou les contrats de

¹Meet Ross, the world first AI lawyers <https://www.311institute.com/meet-ross-the-worlds-first-ai-lawyer/> consulté le 25/03/2024 à 8h45.

²Legal sifter <https://www.legalsifter.com> consulté le 25/03/2024 à 9h00.

³Definition Of The Practice Of Law, 2002

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

location, pour n'en citer que quelques-uns. Cela s'explique par le fait que de nombreuses tâches requièrent peu de connaissances spécifiques en droit et peuvent être facilement accomplies par d'autres professionnels ou par les citoyens eux-mêmes.

Comme on peut le constater, la pratique du droit n'est pas exactement la même chose que la prestation de services juridiques, et des non-juristes peuvent également opérer dans ces créneaux.¹

La Legaltechs est une combinaison des termes "services juridiques" et "technologie", et désigne la "technologie juridique". Pendant longtemps, il n'était pas clair ce que cela signifiait exactement. En septembre 2015, Michael Bues a été l'un des premiers à définir le terme de manière plus précise : "La legaltech décrit l'utilisation de technologies numériques modernes assistées par ordinateur pour automatiser, simplifier et, espérons-le, améliorer le processus de recherche, d'application, d'accès et de gestion de la justice grâce à l'innovation". Il existe d'autres définitions plus larges et plus étroites. Dans le sens le plus large, il s'agit simplement de l'application de la technologie logicielle dans la profession juridique, mais cette définition reste brève.

Selon une étude de Bucerius CLP et du Boston Consulting Groupil faut se demander dans quelle mesure les logiciels peuvent changer le modèle d'entreprise juridique à long terme. Cette question fait suite à une étude conjointe du Bucerius Center on the Legal Profession (CLP) et du Boston Consulting Group (BCG) : Début 2016, le CLP et le BCG ont publié une étude approfondie dans laquelle les technologies existantes ont été divisées en trois groupes : Enabler software (tout ce qui est nécessaire à l'infrastructure du cabinet), puis Support-Process Solutions (gestion de cabinet, logiciels de back office, y compris RH, business development, accounting, etc.) et enfin Substantive Law Solutions, avec lesquelles la prestation de services juridiques est directement soutenue, voire remplacée.²

En conséquence, il faut faire la distinction entre Office Tech d'une part et Légal Tech d'autre part. Les logiciels de bureautique se caractérisent par le fait qu'ils n'ont que peu ou pas d'influence sur le modèle d'entreprise juridique. Il s'agit de l'organisation du bureau, de la communication (e-mail, etc.), des fichiers électroniques, de la reconnaissance vocale et de la

¹Erick Costa Damasceno , August 2019, Business Models in Legal Tech Companies , Maria Raquel Guimarães (Editor), P10.

²Bues, Micha-Manuel, 2018, Legal tech- how technology is changing the legal world, München- Verlag Cf, P06.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

dictée numérique, des systèmes de gestion de fichiers, des bases de données traditionnelles, etc. Ces systèmes soutiennent le travail classique ou traditionnel des avocats, mais ne modifient pas le travail en tant que tel.

Les technologies juridiques (au sens étroit) sont des logiciels qui affectent directement la prestation de services juridiques, tels que la création automatisée de documents ou de textes, l'automatisation du flux de travail, l'examen des documents, les outils en libre-service et les "bases de données intelligentes" (telles que IBM/Watson ou ROSS). Ces technologies "remplacent" les activités des juristes. La technologie produit souvent de meilleurs résultats et est moins chère, de sorte que le recours aux avocats pour des activités qui peuvent être effectuées par un ordinateur n'est plus justifié. Ces technologies (dans la terminologie de l'étude Bucerius : Substantive Law Solutions) n'ont pas seulement le potentiel de devenir perturbatrices dans un avenir lointain, mais perturbent déjà l'industrie aujourd'hui.¹

Ce phénomène sera consolidé aux alentours de 2008 aux États-Unis et de 2013 pour la France. Toutefois, nous apercevons les prémices dès 2001, avec le projet américain « LegalZoom » ; tandis qu'il fallut presque six ans avant l'apparition de l'entreprise française ImaginatioSiS, le terme legaltech n'a été consacré qu'en 2014 en Amérique, puis s'étendit en Europe et dans le monde entier.

B/ Les clients des legaltechs :

Les legaltechs mettent à disposition leurs services à destination des professionnels du droit, ainsi qu'à l'ensemble des personnes se devant d'agir en justice, sans être nécessairement dans l'obligation de recourir à une profession juridique, le justiciable.

Les professions juridiques :

La majorité de ces prestations ont pour destinataire les professionnels du droit. Les professions juridiques les plus adeptes de ces services sont principalement les avocats, les notaires et les huissiers, suivis de près par les directions juridiques

Les avocats sont ceux ayant le plus recours à ce type de services. Paradoxalement, ces derniers sont pourtant des plus réfractaires face à l'émergence des legaltechs sur le marché du droit.

Même si les jeunes pousses (entreprise de création récente dont on espère beaucoup en termes d'innovation, de croissance, puis de rentabilité mais qui présente de ce fait un risque élevé) du

¹Veith/Wenzler/Hartung et al., How Legal Technology Will Change the Business of Law, Final Report of Bucerius Law School and The Boston Consulting Group on impacts of innovative technology in the legal sector, 2015/2016.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

droit ne peuvent prétendre à devenir une profession juridique, le corollaire n'en est pas pour autant vrai. Leur principale clientèle tend à mettre en place des initiatives concurrentes, voire même à quitter leur profession pour ériger une legaltech.¹

Toutefois, depuis quelques années, les professions telles que le conseil en propriété industrielle ou l'enseignement universitaire tendent à s'amoinrir parmi la clientèle des services proposés par la LegalTech.²

En outre, certaines professions possédant déjà des systèmes d'information mis à leur disposition sous le contrôle d'un ministère, il devient difficile d'envisager, voire émerger des services numériques d'une société privée développés à l'intention du législateur ou bien encore les magistrats, malgré une timide percée de la « justice prédictive »

La clientèle de sa clientèle :

La Legaltech possède également comme utilisateur, la clientèle de sa clientèle :

A savoir les particuliers et les entreprises pouvant recourir au service d'un professionnel du droit. Les craintes fortes d'ubérisation ressenties par les professions juridiques s'expliquent notamment par l'hypothèse de la perte de leur clientèle au profit d'un nouvel intermédiaire plutôt que de la disparition d'une profession en tant que telle.

Agissant selon le principe des vases communicants, les services numériques mis en œuvre par les jeunes pousses du droit permettent une véritable intermédiation entre le monde du droit et le grand public. Nous passerions alors d'une relation « J to C » (justice to Customer, ou du monde du droit au justiciable) à une relation « J to T to C » (justice to Tech to Customer).

Les Startups et Jeunes Entreprises sont aussi considérés en tant que clients potentiels à travers les Legaltechs qui se spécialisent dans l'accompagnement des startups et des jeunes entreprises, offrant des services allant de la création de société à la gestion juridique tout au long de leur développement.

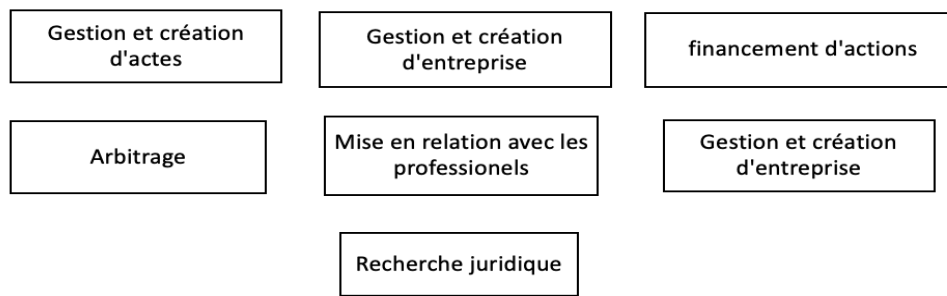
C/ Les formes de Legaltechs (par type de service) :

Figure N° 1 : Les formes de Legaltechs

¹Cassar Bertrand ,04/12/2020,thèse:transformation numérique du monde de droit,université de Strasbourg,P105.

²<http://web.lexisnexis.fr/LexisActu/EYObservatoiredesActeursEconomiquesduMarch%C3%A9%20du%20Droit.pdf>consulté le 22/03/2024 à 10h30.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique



Source : [www.lesdifferentes formes de legaltech.com](http://www.lesdifferentesformesdelegaltech.com)

1-Les Legaltechs de gestion et de création d'actes :

Ces plateformes Legaltech se concentrent sur l'automatisation de la rédaction de documents juridiques afin de simplifier le processus pour les utilisateurs. Elles fonctionnent en associant chaque type de document juridique (contrats, statuts d'entreprise, etc.) à un algorithme spécifique. Ainsi, les clients n'ont qu'à remplir un questionnaire en ligne, et l'outil génère automatiquement le document personnalisé nécessaire.

En plus de la génération de documents, ces Legaltechs offrent souvent des services pour effectuer les formalités administratives associées aux documents, en les soumettant aux autorités compétentes à la place du client.

Cette approche présente l'avantage d'être plus économique que de faire appel à un cabinet d'avocats traditionnel pour les mêmes services.

Ces plateformes facilitent l'accès aux services juridiques en proposant des solutions rapides, abordables et conviviales pour les personnes et les entreprises ayant des besoins juridiques courants. En automatisant ces processus, elles contribuent à réduire les coûts et les délais tout en garantissant la qualité et la conformité des documents générés.¹

2-Legaltechs de gestion et création d'entreprise :

Les Legaltechs spécialisées dans la création et la gestion d'entreprise constituent actuellement environ 20 % des startups du secteur juridique. Cette part significative reflète la réalité selon laquelle les entrepreneurs et les chefs d'entreprise sont souvent confrontés à des démarches administratives complexes et parfois déconcertantes. Les Legaltechs interviennent pour simplifier ces processus en offrant une gamme variée de services couvrant tous les aspects de la vie d'une entreprise.

¹Mathieu I, 2018, les différentes formes de legaltech, <http://legal-tech.fr/les-differentes-formes-de-legaltech>
Consulté le 19/03/2024 à 10h00.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

Parmi ces services, on trouve la rédaction des statuts, l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS), la gestion comptable, la fiscalité, et bien d'autres encore. En simplifiant et en automatisant ces tâches, les Legaltechs permettent aux entrepreneurs de se concentrer davantage sur le développement de leur entreprise plutôt que sur les formalités administratives fastidieuses.

La société Ginerativ, s'est spécialisée dans la création de logiciels pour la génération automatisée d'actes juridiques dès 2006. Leur service était similaire à celui de LegalZoom, une entreprise américaine fondée en 2001, qui offre une gamme complète de services juridiques et administratifs pour les entrepreneurs, les startups et les petites entreprises. Parmi les services proposés par LegalZoom, on trouve la rédaction de documents juridiques tels que les statuts d'entreprise, les contrats et les accords commerciaux, ainsi que l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS).¹

La SS2I Ginerativ avait principalement pour activité la création, le développement et la commercialisation d'un système informatisé de génération d'actes juridiques, utilisant des bases d'éléments rédactionnels associés à des règles et programmes permettant de les assembler en clauses et/ou en actes juridiques, à destination des professionnels non-juristes des entreprises »

Le fonctionnement réel de la solution proposée par la société Ginerativ était basé sur une double intégration. Dans un premier temps, lorsqu'un client souhaitait bénéficier de l'automatisation de ces contrats, il devait les envoyer directement à la SS2I qui se chargeait de les transformer en condition informatique et dégageait les différentes clauses les unes des autres. Dans un second temps, le client n'avait plus qu'à compléter certaines données pour que son contrat s'automatise et s'auto-complète.

Un tel procédé était d'ailleurs déjà mis en place au sein des tribunaux avec notamment les logiciels WinciTGI et assimilés.

En tant que SS2I,² cette société se devait d'intervenir pour chacun de ses clients afin de transformer les documents initiaux en une trame. C'est pour cette raison qu'en juin 2017, l'entreprise Gino Legaltech SARL vit le jour, proposant à l'ensemble de ces utilisateurs

¹Cassar Bertrand ,04/12/2020,thèse:transformation numérique du monde de droit,université de Strasbourg,P171.

²CA Paris, 6-2, 26 sept. 2013, n° 12/05157

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

d'insérer eux-mêmes leurs clauses et leurs contrats dans une nouvelle solution, obtenant un modèle scalable propre aux legaltechs.¹

3-Les Legaltechs spécialisées dans les litiges et droit des consommateurs :

Les Legaltech spécialisées dans les litiges offrent une alternative innovante pour les justiciables cherchant à régler divers types de différends et à faire valoir leurs droits.

Parmi les nombreux fonctionnements on trouve :

Proposition d'actions collectives ou individuelles : Les utilisateurs peuvent soumettre leurs litiges sur la plateforme des Legaltech en proposant une action collective regroupant plusieurs personnes ayant des réclamations similaires, ou en remplissant un formulaire pour une action individuelle. Cette démarche permet de centraliser les plaintes et de faciliter le processus pour les justiciables.

Analyse du préjudice ou du type d'affaire : Une fois que le litige est soumis, la Legaltech analyse la nature du préjudice ou du type d'affaire pour déterminer la meilleure approche. Selon les circonstances, la plateforme peut recommander différentes démarches, telles qu'une médiation, une négociation à l'amiable ou une action en justice.

Sélection d'un avocat spécialisé : Pour les litiges nécessitant une représentation légale, la Legaltech peut suggérer un avocat spécialisé dans le domaine concerné. Ces avocats peuvent être partenaires de la plateforme ou sélectionnés à partir d'un réseau d'experts. L'objectif est de fournir aux justiciables un accès facile à une assistance juridique compétente.

Facilitation du processus juridique : En centralisant les litiges sur une plateforme en ligne, les Legaltech rendent le processus juridique plus transparent et plus accessible. Les utilisateurs peuvent suivre l'avancement de leur dossier, échanger des informations avec leur avocat et prendre des décisions éclairées tout au long du processus.

En résumé, ces Legaltech visent à démocratiser l'accès à la justice en proposant des solutions innovantes pour résoudre les litiges de manière efficace et abordable. Elles exploitent la technologie pour simplifier les démarches juridiques et offrir aux justiciables une assistance personnalisée tout au long du processus.²

DoNotPay est par exemple une Legaltech qui propose un service juridique en ligne et un chatbot. Cette plateforme offre un service de "robot avocat" qui prétend utiliser l'intelligence

¹GINESTIE P, 2017, La robotisation des contrats - par les juristes eux-mêmes - sera leur prochain eldorado, Dalloz IP/IT 2017, p. 527.

²Les différentes formes de legaltechs <http://legal-tech.fr/les-differentes-formes-de-legaltech> consulté le 19/03/2024 à 14h05.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

artificielle pour contester des contraventions de stationnement et fournir une gamme de services juridiques automatisés, allant de la protection des consommateurs aux droits d'immigration. DoNotPay se distingue par sa capacité à générer des documents sur des questions juridiques variées via l'automatisation et l'IA.¹

4-Les Legaltech d'arbitrage :

Elles s'adressent principalement aux entreprises, offrant des solutions pour résoudre divers litiges de manière équitable et rapide. Contrairement aux procédures judiciaires traditionnelles qui peuvent être longues et coûteuses, ces plateformes proposent des outils conviviaux et efficaces pour accélérer le processus de résolution des différends à savoir :

Résolution rapide des litiges : Ces Legaltech visent à garantir une justice rapide en traitant les litiges en quelques jours seulement, par opposition aux tribunaux traditionnels où les procédures peuvent durer plusieurs années.

Accessibilité et simplicité : Les outils proposés par ces plateformes sont conçus pour être simples et faciles à utiliser, ce qui permet aux utilisateurs, souvent des entreprises, de soumettre leurs différends et de suivre leur résolution de manière transparente et efficace.

Arbitrage professionnel : Les litiges sont traités par des professionnels du droit agissant en tant qu'arbitres neutres et impartiaux. Ces arbitres sont chargés d'examiner les preuves et les arguments présentés par les parties impliquées et de rendre une décision équitable.

Garantie de justice équitable : Malgré la rapidité du processus, les Legaltech d'arbitrage s'engagent à assurer une justice équitable en respectant les principes fondamentaux du droit et en permettant à chaque partie de faire valoir ses arguments de manière équitable.

En résumé, les Legaltech d'arbitrage offrent aux entreprises une alternative efficace et accessible pour résoudre les litiges de manière rapide et équitable, tout en évitant les tracas et les coûts associés aux procédures judiciaires traditionnelles.²

La première plateforme de résolution des litiges en ligne, eJust, a été lancée en 2015 par Amiel Feldman, un avocat-entrepreneur, et son équipe d'experts en droit. Il s'agit de la première société française à offrir un service novateur de résolution de litiges entièrement en ligne, spécialement conçu pour les acteurs économiques de divers secteurs ;eJust permet de résoudre définitivement les différends de manière simple, rapide (environ 30 jours en

¹Your AI consumer champion <https://donotpay.com/> consulté le 19/03/2024 à 15h25.

²Mathieu L,2018, les différentes formes de legatech <http://legal-tech.fr/les-differentes-formes-de-legaltech> consulté le 19/03/2024 à 10h00

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

moyenne), et économique, tout en conservant les garanties procédurales et les avantages de l'arbitrage, tels que la confidentialité et l'expertise des arbitres.¹

L'objectif d'eJust est de simplifier le règlement des litiges pour les entreprises, les aidant à gagner en compétitivité pour elles-mêmes et pour leurs clients. Pour atteindre cet objectif, eJust assure la formation et la certification des arbitres spécialistes de chaque domaine de litige, garantissant ainsi une expertise adaptée à chaque cas. Les utilisateurs sont guidés à chaque étape du processus, et l'utilisation de la plateforme d'arbitrage en ligne est facilitée par l'ajout d'une clause eJust dans les documents contractuels. Cette clause peut être personnalisée pour répondre aux besoins spécifiques de chaque utilisateur, assurant ainsi une résolution rapide et efficace des litiges lorsqu'ils surviennent.

5-Les Legaltechs de mise en relation avec des avocats et juristes :

Elles offrent une approche novatrice pour accéder à des conseils juridiques spécialisés tout en garantissant la responsabilité des professionnels du droit. Ces plateformes permettent aux utilisateurs de trouver rapidement un avocat adapté à leurs besoins spécifiques, que ce soit en droit du travail, en immobilier, en fiscalité, ou dans d'autres domaines juridiques. En collaborant avec des collectifs d'avocats, ces Legaltech assurent une expertise diversifiée et de qualité pour répondre aux demandes variées des clients.²

Un avantage significatif de ces plateformes est la maîtrise des coûts, offrant des prestations juridiques à des tarifs plus abordables que ceux des cabinets d'avocats traditionnels. Cette accessibilité financière élargit l'accès à des services juridiques de qualité, permettant à un plus grand nombre de personnes et d'entreprises de bénéficier de conseils professionnels sans compromettre la qualité de l'assistance juridique reçue. En résumé, les Legaltech de mise en relation avec des avocats et juristes révolutionnent l'accès à la justice en offrant une solution efficace, spécialisée et abordable pour répondre aux besoins juridiques de chacun.

Comme Legratisqui propose des modèles de documents, des conseils, des services juridiques et des services de médiation. Un autre exemple est Legamart, qui offre des solutions logicielles pour les cabinets d'avocats, notamment la gestion de contrats, un logiciel de recherche juridique, un logiciel de gestion de cabinet et un logiciel de communication.³

6-Les Legaltech qui se concentrent sur l'accès à la justice et le financement d'actions :

¹E-just <https://mbamci.com/2017/03/ejust/> consulté le 19/03/2024 à 14h20.

²Mathieu L,2018, les différentes formes de legatech <http://legal-tech.fr/les-differentes-formes-de-legaltech> consulté le 19/03/2024

³Legartis <https://www.legartis.ai/blog/legal-tech-examples> consulté le 19/03/2024 à 12h51.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

Elles jouent un rôle crucial pour rendre la justice accessible à un plus large public. Traditionnellement, les services des avocats peuvent être coûteux et hors de portée pour de nombreuses personnes. Cependant, grâce à ces Legaltech, les justiciables peuvent désormais faire valoir leurs droits sans avoir à supporter des coûts prohibitifs.

Ces plateformes permettent aux individus de trouver des solutions abordables pour résoudre leurs litiges et obtenir une représentation juridique compétente. De plus, elles offrent des alternatives innovantes, telles que le financement participatif, qui permettent de collecter des fonds pour financer des actions en justice. Cette approche démocratise l'accès à la justice en permettant à chacun de défendre ses droits, quel que soit son statut financier.

7-Les Legaltechs d'accès à l'information juridique :

Elles sont des plateformes technologiques qui offrent un accès facilité à une vaste base de données d'informations juridiques. Elles permettent aux professionnels du droit, aux entreprises et aux particuliers de retrouver rapidement des textes de loi, des réglementations, des décisions de justice, des jurisprudences, et des veilles réglementaires. Ces plateformes utilisent la technologie pour collecter, organiser et mettre à disposition ces informations de manière efficace, permettant ainsi aux utilisateurs de disposer rapidement des données nécessaires pour leurs activités juridiques.

Comme Fastcase qui est une Legaltech américaine qui fournit une plateforme en ligne offrant un accès à une vaste bibliothèque de jurisprudence, de lois et de règlements. Fondée en 1999, Fastcase a émergé comme l'une des principales alternatives aux services traditionnels de recherche juridique tels que LexisNexis et Westlaw.¹

D/ Les défis éthiques :

Au sein du marché du droit, la reconnaissance des LegalTechs n'est pas encore totalement établie par la loi. Bien qu'elles ne soient pas des professionnels du droit comme les avocats ou les notaires, elles doivent gagner la confiance de leurs clients en adoptant des règles morales ou éthiques. L'éthique joue un rôle crucial en tant que coordonnatrice des règles propres à ce nouveau marché et en tant que précurseur du droit.²

¹<https://www.fastcase.com/about/> consulté le 19/03/2024 à 20h35.

²Caroline ZORN, 11 mars 2020, sur l'importance des règles éthiques, Quand le robot menace d'éclipser le juge et l'avocat], <https://www.lavie.fr/actualite/quand-le-robot-menace-leclipser-le-juge-et-lavocat-2866.php>, Consulté le 01/04/2024 à 12h00.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

Dans cette optique, les nouveaux acteurs sur ce marché, souvent perçus comme des pionniers, cherchent à obtenir la reconnaissance de ceux déjà établis. Gagner la confiance de leur écosystème et du monde numérique devient ainsi une priorité.

Ces nouveaux acteurs, aspirent à devenir des leaders dans ce domaine, tout comme quelques-unes de ces entreprises émergentes deviendront des Licornes, c'est-à-dire des entreprises valorisées à plus d'un milliard de dollars. Ce processus de reconnaissance et de hiérarchisation du marché du droit numérique remplace progressivement l'utopie des débuts par des règles et des normes établies.¹

1-La normalisation d'un écosystème, l'adoption de règles morales :

Lorsque les écosystèmes émergents, comme celui des Legaltech, qui ne sont pas encore réglementés par des lois spécifiques, une forme d'éthique commence à se développer. Cette éthique agit à la fois comme un frein à l'innovation et comme une valeur essentielle pour gagner la confiance des utilisateurs. Cependant, lorsque ces écosystèmes cherchent à imposer des règles sans disposer de règles déontologiques établies, on peut souvent recourir à la labellisation pour garantir une certaine qualité.

Un frein à l'innovation et une valeur nécessaire à l'acquisition de la confiance :

Cela signifie que lorsque les nouvelles industries comme les LegalTech commencent à émerger, elles peuvent se retrouver sans réglementation claire. Dans ces cas, les acteurs de ces industries peuvent développer leur propre code d'éthique pour guider leurs actions et gagner la confiance des utilisateurs. Par exemple, l'association Open Law a créé une Charte éthique pour un marché du droit en ligne, qui a été signée par de nombreux professionnels du secteur juridique. Cette charte a aidé à établir des valeurs morales importantes pour instaurer une relation de confiance entre les différents acteurs.²

De plus, diverses chartes spécifiques à des métiers ou des techniques ont été publiées, telles que la Charte pour un développement éthique du numérique notarial du Conseil supérieur du notariat. Ces initiatives visent à promouvoir une utilisation responsable et éthique des nouvelles technologies dans le domaine juridique. Par exemple, la Commission européenne a

¹2 Rapp. CNIL, 2017, Comment permettre à l'Homme de garder la main? : Les enjeux éthiques des algorithmes et de l'intelligence artificielle, [en ligne], https://www.cnil.fr/sites/default/files/atoms/files/cnil_rapport_garder_la_main_web.pdf

²<https://openlaw.fr/directory-communs/les-communs/charte-ethique-pour-un-marche-du-droit-en-ligne-et-de-ses-acteurs-version-finale/> Consulté le 01/04/2024 à 20h50.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

adopté une Charte éthique européenne d'utilisation de l'intelligence artificielle dans les systèmes judiciaires pour favoriser une mise en œuvre responsable de l'IA dans le domaine juridique.¹

Ces initiatives soulignent l'importance de l'éthique dans le développement des nouvelles technologies juridiques. Elles visent à garantir des pratiques responsables et éthiques pour assurer la confiance du public et promouvoir le bon fonctionnement des systèmes juridiques.

L'assimilation forcée par le monde du droit, la labellisation :

Lorsqu'un marché se normalise et que des règles se mettent en place, cela signifie généralement que ce marché entre dans une phase plus mature, appelée l'Océan rouge. Pour les LegalTech, cette normalisation peut se faire de deux manières : soit en acceptant des règles déjà établies dans le secteur, soit en se soumettant à un cadre juridique spécifique. Cette évolution met en évidence le besoin d'établir un cadre éthique pour guider les actions des entreprises, comme cela a été recommandé dans le cas du développement de l'intelligence artificielle.

Cependant, bien que l'adoption de valeurs morales puisse rassurer les acteurs traditionnels, elle peut également devenir un moyen de contrôle sur les nouvelles entreprises. Certains acteurs du marché cherchent alors à imposer une labellisation aux Legaltechs, soit en adhérant à des associations professionnelles telles que AvoTech², soit en obtenant un label technique ou professionnel.

Cette labellisation peut être plus contraignante dans certains cas. Par exemple, la charte éthique des notaires exige que les Legaltechs signataires soient labellisées par le Conseil supérieur du notariat. De plus, il est envisageable que les ordres professionnels établissent leurs propres règles éthiques pour encadrer ces entreprises émergentes et indirectement exercer un contrôle sur elles.³

Sur le plan législatif, bien que la certification des sociétés de règlement alternatif des différends soit facultative dans les textes, elle devient souvent nécessaire dans la pratique. Ces

¹<https://www.lemondedudroit.fr/professions/241-notaire/60982-notaires-elaborent-charte-developpement-ethique-numerique-notarial.html>, Consulté le 01/04/2024 à 21h00.

²<https://www.lemondedudroit.fr/institutions/53858-avotechs-do-tank-avocats-createurs-startups-legaltechs.html> Consulté le 01/04/2024 à 22h30.

³Laurine Tavitian, 07 novembre 2017, Legal F, la nouvelle association des legaltech de Station F, <https://www.village-justice.com/articles/legal-nouvelle-association-des-legaltech-station,27255.html> le 01/04/2024 10h30.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

obligations peuvent limiter l'innovation, mais elles ont tendance à stabiliser le marché en instaurant un cadre clair et en renforçant la confiance des utilisateurs.

L'acquisition de la confiance des professions juridiques et des justiciables constitue un enjeu majeur pour les services numériques dans le domaine du droit. Il est crucial de garantir la sécurité de chaque application et logiciel, surtout lorsqu'ils sont utilisés en ligne. De plus, l'interopérabilité, c'est-à-dire la capacité des différents systèmes à fonctionner ensemble, est une condition essentielle de la transformation numérique.¹

2-Les enjeux relatifs à la sécurisation des services numériques :

Les LegalTechs, comme tout service numérique, doivent respecter les règles de cybersécurité pour gagner la confiance des utilisateurs. La cybersécurité est essentielle pour la stabilité de l'économie numérique à l'échelle mondiale, car elle assure le bon fonctionnement des réseaux et des systèmes d'information.

L'importance de la sécurité est telle que de nombreux acteurs du secteur juridique s'engagent à respecter les exigences minimales en matière de cybersécurité. Cela témoigne de leur engagement envers la protection des données et la sécurité numérique dans le cadre de l'évolution vers un marché du droit en ligne.²

4- L'interopérabilité des services juridiques :

L'importance pour les nouveaux acteurs du marché, comme les LegalTechs, est de respecter à la fois les règles économiques et les normes techniques. La sécurité en ligne est cruciale pour gagner la confiance des utilisateurs dans l'utilisation des services numériques. Pour cela, il est nécessaire de rendre les différents systèmes compatibles entre eux et de partager les données.

D'un point de vue théorique, établir un référentiel de données entre les différents acteurs est essentiel pour la transformation numérique, ce qui explique le choix de l'interopérabilité comme critère clé. Sur le plan économique, dans un marché en normalisation, il est important

¹Cassar Bertrand ,04/12/2020,thèse:transformation numérique du monde de droit,université Strasbourg ,P185.

²COSTES L., Les principaux axes du sommet numérique européen de Tallinn: marché unique, compétitivité et cybersécurité, RLDI 2017/10, n° 141.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

pour les acteurs de créer des partenariats ou de développer des services plus vastes pour rester compétitifs.

Cela peut se traduire par la création de réseaux entre acteurs, le développement de services d'intermédiation ou même par l'acquisition et l'intégration de LegalTech par les éditeurs juridiques. La sécurisation des données peut être assurée par différentes méthodes, permettant un échange sécurisé entre les différentes applications et systèmes. En résumé, l'évolution technologique favorisera l'émergence de nouvelles initiatives basées sur la communication et l'échange de données dans des environnements distribués.¹

En conclusion dans le marché actuel du droit numérique, on observe une transition de l'Océan bleu vers l'Océan rouge, marquée par une concurrence croissante entre les acteurs et l'influence des professions juridiques. De nouvelles normes émergent entre ces acteurs, résultant soit d'un droit souple soit de l'établissement de nouveaux régimes par le législateur.

Pour gagner la confiance du monde juridique, les LegalTechs se soumettent à diverses influences externes pour prouver leur légitimité. Cela peut passer par l'adoption de valeurs éthiques, la labellisation, la certification ou d'autres formes de régulation souple. Cependant, certaines institutions ordinales peuvent percevoir ces démarches comme une tentative de contrôle ou d'extension de leurs propres règles déontologiques sur ces nouveaux acteurs.²

Par ailleurs, lors des transitions dans le domaine de la transformation numérique, de nouveaux intermédiaires émergent pour faciliter la diffusion des technologies associées. Dans l'ère actuelle de la transition numérique, les LegalTechs évoluent vers des services évolutifs, conçus pour servir un large éventail de clients. Une prochaine évolution pourrait être un service scalable capable de proposer des solutions spécifiques en fonction des besoins de chaque utilisateur.³

1.3 Section 2 : Impact des legaltechs sur les acteurs du secteur juridique

Le monde du droit est composé en majeure partie de professions libérales ainsi que d'officiers publics et ministériels, nous parlons alors de professions réglementées.

¹<https://fr.wikipedia.org/w/index.php> Consulté le 02/01/2024 à 13h15.

²Cassar Bertrand ,publié le 04/12/2020,thèse:transformation numérique du monde de droit,université Strasbourg ,P188.

³Idem.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

Cette notion est définie comme « une activité ou un ensemble d'activités professionnelles dont l'accès, l'exercice ou une des modalités d'exercice est subordonné directement ou indirectement, en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou administratives, à la possession de qualifications professionnelles déterminées »

Cependant, si les professions judiciaires n'entrent pas dans ce régime juridique leurs activités sont régies tant par la loi que par la Constitution de Ces métiers, dont le rôle et les missions sont largement encadrés par le domaine législatif et réglementaire, perdent en souplesse dès lors qu'il s'agit de s'adapter à la transformation numérique de leurs professions ; l'onction du législateur ou du pouvoir réglementaire étant requise pour modifier les pratiques ou leurs modes d'interaction. La mise à disposition de services numériques dédiés au monde du droit et proposés par la Legaltech influence tant les tiers, les magistrats et les auxiliaires de justice que l'ensemble des professions juridiques.

1.3.1 Sous-section 1 : Révolution dans les métiers des professionnels du droit

La profession d'avocat a subi de profonds bouleversements au cours des cinquante dernières années. Malgré ces évolutions, les avocats ont su s'adapter à chaque changement, embrassant les réformes et les nouvelles techniques. Bien que la transformation numérique et l'avènement de la Legaltech aient pu perturber cette profession séculaire, les avocats ont rapidement su évoluer en conséquence.

En tant que profession réglementée, l'Ordre des avocats, à travers les bâtonniers et les instances nationales ou l'Ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, joue un rôle crucial dans la compréhension des enjeux du numérique. Agissant parfois comme des évangélistes, ces initiatives ordinales suscitent le débat au sein d'une profession en constante évolution et contribuent au développement des compétences numériques.

Les avocats, qui se sont d'abord intéressés aux services numériques dédiés au domaine juridique, ont ensuite œuvré pour mettre en place des services numériques accessibles aux justiciables, laissant entrevoir une future collaboration avec les Legaltech.

Bien que la définition des Legaltech inclue dans une certaine mesure une instance ordinaire et les services numériques qu'elle propose, l'activité principale des avocats reste la fourniture de services juridiques, tandis que le numérique modifie leurs méthodes de travail.

Ces modifications causées par la numérisation peuvent impacter les professionnels du droit de plusieurs manières et ce selon le type de service que la legaltech : à destination de l'élaboration et de la pratique du droit ou à destination des professionnels du droit.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

Avant d'arriver au corps de métiers la transformation numérique, impacte l'enseignement même du droit, ce dernier évolue avec l'intégration d'outils numériques et de nouvelles certifications telles que Pix Droit, valorisant les compétences numériques adaptées aux métiers du droit.¹

Le recours aux MOOCs permet de dépasser les limites physiques des salles de cours, tandis que la prise de notes sur ordinateur facilite la transmission des cours et leur accessibilité à un plus grand nombre d'étudiants.² Par ailleurs, la recherche juridique bénéficie de l'efficacité accrue des outils numériques, permettant aux juristes d'être plus performants dans leurs recherches d'informations et dans leur veille informationnelle.

La cartographie des bases juridiques et l'utilisation des moteurs de recherche spécialisés deviennent des compétences indispensables pour mener à bien les recherches juridiques. En outre, la valorisation de l'exercice professionnel passe par la rédaction d'articles juridiques et le partage de la veille informationnelle, contribuant ainsi au développement et à l'entretien du réseau professionnel.

Les cours dématérialisés peuvent être facilement partagés avec d'autres étudiants.

Concernant les recherches juridiques, l'utilisation d'outils numériques permet aux juristes d'être plus efficaces, dans le cadre du concept de « juriste augmenté ». La veille informationnelle est devenue une compétence essentielle pour les juristes, afin de rester informés de l'évolution des normes dans leur domaine de spécialisation. Cependant, la diversité des moteurs de recherche et des bases juridiques disponibles peut complexifier les méthodes de travail. Enfin, la veille et la recherche juridique contribuent à valoriser la profession en permettant le développement du réseau professionnel et en fournissant de nouveaux points de vue sur des sujets d'actualité.³

De même pour la pratique du droit dans le domaine des services numériques destinés à un usage interne, un type de service spécifique concerne les solutions adaptées aux besoins particuliers des professionnels du droit ou de toute autre personne exerçant des activités juridiques. Depuis les débuts de l'informatique, les SS2I se sont concentrées sur ce domaine,

¹Juriste de demain ,[https://openlaw.fr/sites/default/files/2018-12/Juriste de demain numerique15-11final.pdf](https://openlaw.fr/sites/default/files/2018-12/Juriste%20demain%20numerique15-11final.pdf),consulté le 03/04/2024

² Cassar Bertrand ,publié le 04/12/2020,thèse:transformation numérique du monde de droit,université Strasbourg ,P189.

³Cassar Bertrand ,04/12/2020,thèse:transformation numérique du monde de droit ,université de Strasbourg,P196.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

utilisant le terme de "solution métier" ou "application métier" pour désigner les logiciels développés pour faciliter diverses activités telles que la gestion des factures, le paiement des cotisations, ou encore le suivi des ressources humaines d'une entreprise.¹

Ces solutions métiers, qui intègrent les ERP (systèmes de gestion intégrés) et les CRM (gestion de la relation client), peuvent être adaptées aux besoins spécifiques d'une entreprise, que ce soit par le développement d'extensions dans des solutions existantes ou la création de nouveaux programmes. Les services numériques internes propres à chaque entreprise nécessitent une formation pour les nouveaux arrivants. Cependant, contrairement aux entreprises de services du numérique (ESN) qui conçoivent des solutions sur mesure pour chaque client, les Legaltech proposent des applications destinées à un large éventail de clients, avec une volonté de sociabilité.

Les Legaltech offrent ainsi des solutions métiers spécifiques aux professionnels du droit dans leur ensemble, au lieu de se limiter à une étude ou un cabinet spécifique. De plus, ces solutions répondent aux besoins métiers en favorisant la mise en relation avec d'autres professions, assurant ainsi une médiation facilitée par les Legaltech.

Les solutions métiers déployées en interne au sein d'une structure concernent à la fois le soutien quotidien dans toutes les tâches liées à une profession juridique et la garantie d'une conformité éthique et légale en protégeant les documents conformément à la législation en vigueur.

Les professionnels du droit ont des besoins spécifiques étroitement liés aux particularités de leurs métiers, souvent régis par des ordres et des règles déontologiques strictes, voire par la loi elle-même.

Dans ce contexte, l'utilisation d'un logiciel de gestion adapté aux besoins de chaque profession juridique revêt une importance cruciale. Avec la numérisation croissante de la justice, incluant l'adoption de plateformes, ces professions intègrent de plus en plus régulièrement des services comme les réseaux privés virtuels pour la transmission de documents.²

Il est donc essentiel qu'un service numérique scalable, en accord avec le modèle économique des startups du droit, puisse fournir une base commune à toutes les professions du droit, tout en permettant la transmission d'informations à l'extérieur de la structure, que ce soit via VPN

¹ Idem.

² Cassar Bertrand, 04/12/2020, thèse: transformation numérique du monde de droit, université de Strasbourg, P197.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

ou API. Par exemple, Septeo propose avec son logiciel SECIB une solution adaptable aux besoins des avocats.

Ces services numériques, présents depuis les débuts d'Internet, accompagnent les professionnels du droit dans la gestion de leurs activités principales et secondaires, notamment en ce qui concerne la gestion des ressources humaines, des finances et des clients, souvent grâce à des outils tels que les CRM ou les ERP.¹ Dans le domaine juridique, ces services tendent à se regrouper autour d'une ou plusieurs professions pour faciliter la transmission d'informations, dans une perspective d'interopérabilité.

La dématérialisation d'un processus métier nécessite de devoir respecter ce que certains appellent l'éthique des affaires, ainsi que la conformité aux différentes normes applicables à la structure. L'éthique des affaires s'entend comme étant la stratégie mise en place par une entité, pour évaluer et analyser les risques relatifs à son activité.

Ainsi, la responsabilité sociale des entreprises, incorporant à la fois les enjeux économiques, sociaux et environnementaux relève de cette matière. Depuis 2016, cette discipline s'est profondément ancrée dans les pratiques des entreprises.²

De manière complémentaire, la notion de conformité ou de compliance en anglais est usitée, dès lors qu'une structure se dote d'une stratégie et d'outils pour s'assurer du respect de l'ensemble des normes applicables à son secteur d'activité. Afin d'illustrer l'importance que représente cette notion, nous attirons l'attention sur le rôle récent de délégué à la protection des données (DPO) en charge de veiller à ce qu'une personne morale soit conforme aux obligations issues du règlement général sur la protection des données (RGPD).³

Cependant, ces enjeux stratégiques relèvent principalement des entités dites de RegTech (une technologie utilisée pour aider les entreprises à se conformer aux réglementations financières. Ces solutions technologiques sont conçues pour automatiser et simplifier les processus de conformité réglementaire, permettant aux entreprises de respecter les normes et les exigences légales en vigueur dans le secteur financier.), qui correspondent à l'ensemble des services

¹easyQuorum, la 1re solution de dématérialisation des Assemblées Générales et Boards

<https://www.easyquorum.com/> Consulté le 03/04/2024 à 8h55.

²Sur la responsabilité environnementale, voir l'arrêt Cass. crim., 25 sept. 2012, n°10-82.938 (dit arrêt Naufrage de l'Erika)

³Règl. (UE) n° 2016/679 du PE et du Conseil, 27 avr. 2016, Consulté le 03/04/2024 à 8h50

ELI : <http://data.europa.eu/eli/reg/2016/679/oj>

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

numériques permettant de respecter tant l'éthique des affaires que la conformité et dont une structure se doit d'en respecter les normes

Étant donné que la transformation numérique suppose la mise en œuvre d'applications ou de sites internet, il est nécessaire pour les professions juridiques de respecter les enjeux relatifs à la cyber sécurité. Nonobstant le fait que cette exigence est prégnante pour les Legaltech - comme le rappelle d'ailleurs la Charte éthique pour un marché du droit en ligne et ses acteurs - elle l'est d'autant plus pour l'ensemble des professionnels du droit.

Certaines Legaltech proposent des services numériques permettant de protéger de manière sécurisée des données issues de l'activité des métiers du droit. Que cela soit à des fins de conformité ou pour permettre d'archiver certaines informations conformément au respect des obligations légales - notamment aux fins de garantir la validité d'une signature électronique et donc de pouvoir rapporter la preuve du consentement, de nombreux services numériques permettent d'assurer le respect des exigences professionnels du monde du droit, telle la confidentialité ou le secret des affaires.

En plus des solutions métiers développées en interne pour organiser, hiérarchiser et suivre les activités d'une profession juridique en conformité avec les normes en vigueur, il est également nécessaire, pour toute profession, de développer un réseau au sein de la même profession, voire avec d'autres professions, à l'instar des Legaltech.

Concernant le développement et l'entretien d'un réseau au sein d'une profession juridique Les services numériques permettent le développement de réseaux spécifiques à l'activité des professionnels du droit. Certains réseaux sociaux sont ainsi conçus pour un type particulier de professionnels. Parmi les services proposés par les Legaltech à destination des avocats, on peut citer des plateformes telles que Share YourKnowledge, HubAvocat ou encore le service Lum Law.

Ces réseaux sociaux peuvent être adaptés aux spécificités d'une profession juridique. Par exemple, dans le domaine des avocats, un tel service numérique pourrait faciliter la recherche de collaborateurs dans d'autres barreaux et unifier les membres de la profession au-delà des aspects institutionnels, les aidant dans leurs réflexions. Pour les notaires, un réseau social pourrait faciliter l'enregistrement d'actes notariés dans un registre décentralisé et améliorer la communication entre eux en utilisant la technologie de la blockchain.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

De manière indirecte, l'utilisation de réseaux virtuels privés destinés à certaines professions juridiques¹ contribue également à ce développement. Ces réseaux permettent une transmission d'informations spécifiques à une profession, facilitant ainsi l'envoi de documents et la communication sur l'ensemble du territoire français.²

La création de réseaux au sein d'une même profession juridique est une étape importante pour favoriser la vie ordinaire des professions réglementées et promouvoir l'interopérabilité entre différents services numériques. Ces réseaux serviront de point d'entrée pour accéder à d'autres services proposés par les Legaltech, offrant ainsi un accès interopérable à différentes solutions dans le cadre d'un cluster centralisé.

D'autre part ; être à l'écoute des autres et favoriser l'interconnexion entre les professionnels du droit ainsi qu'avec les tiers est au cœur de l'essence même des Legaltech. La mise en place de services numériques destinés aux professionnels du droit agit comme un catalyseur de leur transformation digitale, favorisant ainsi la collaboration entre différents acteurs du domaine juridique

À l'avenir, il est envisageable que certains réseaux sociaux dédiés à une profession puissent interagir entre eux pour faciliter le dialogue avec des tiers. Par exemple, cela pourrait permettre des échanges entre des traducteurs assermentés et des notaires, ou entre des avocats et des huissiers.

Au-delà de la communication entre les professions juridiques, il est également possible de les mettre directement en relation avec le justiciable. Cette mise en relation est déjà réalisée avec les services de médiation et d'arbitrage en ligne, ainsi qu'avec les annuaires permettant d'identifier les avocats en fonction des besoins du particulier. De plus, la notation des professionnels du droit en fonction de leurs compétences favorise également ces mises en relation, au détriment de certains membres de la profession concernée.

Exemple : un service numérique détenu uniquement par des professionnels du droit sélectionne les membres pouvant adhérer à ce service pour exercer leur profession. Dans ce cas, cette plateforme agirait comme une structure d'exercice dématérialisée. Cette structure numérique, bien qu'elle ne soit pas considérée comme une Legaltech car son offre n'est pas scalable, pourrait jouer le rôle de secrétariat en répartissant les dossiers selon les besoins auprès des différents professionnels en exercice, favorisant ainsi l'inter professionnalité.

¹Cassar Bertrand ,04/12/2020,thèse:transformation numérique du monde de droit,université de strasbourg,P209.

² Idem

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

Le droit étant une question d'expertise juridique et rien d'autre, les juristes étaient bien placés pour définir et faire respecter les normes de pratique. La crise financière mondiale et les progrès remarquables de la technologie ont changé la façon dont les biens et les services sont achetés et vendus. Même le secteur juridique, insulaire, statique, conservateur et auto-réglementé, n'a pas pu s'immuniser contre ces puissantes forces socio-économiques.¹

Après le krach, le secteur des affaires technologiques a adopté le principe du "plus avec moins", ce qui a transformé les services juridiques. Le travail juridique a migré des cabinets d'avocats vers les services juridiques des entreprises. Les acheteurs juridiques définissent les affaires juridiques et les modalités de prestation.²

La technologie a joué un rôle important dans l'altération de la prestation juridique. De nombreux services juridiques se sont transformés en produits. La prestation est une question d'efficacité et de résultats mesurables, et non d'intensité de travail, d'heures facturées ou de création. Les avocats ne sont pas marginalisés, mais leur hégémonie sur toutes les facettes du travail "juridique" l'est.

L'American Bar Association (ABA) décrit l'avocat comme suit : "un professionnel agréé qui conseille et représente d'autres personnes dans des affaires juridiques". Cette description soulève plus de questions qu'elle n'apporte de réponses et ne répond pas à la norme "void for vagueness". Elle soulève plusieurs questions essentielles. L'autorégulation des avocats confond l'exercice de la profession et la prestation de services. Cela a un impact négatif sur des dizaines de millions de personnes qui se voient refuser l'accès aux services juridiques, sur les consommateurs de services juridiques existants et sur la société. Les barreaux des États - en particulier les barreaux volontaires qui dépendent des avocats cotisants pour subsister - ont à plusieurs reprises sanctionnées des sociétés d'avocats telles que les cabinets d'avocats de l'Union européenne.

La "profession" juridique fait référence aux avocats, à leur formation, à leur autorisation d'exercer, à leurs responsabilités éthiques, à leurs obligations envers les clients et à d'autres questions liées à l'exercice de leur profession. La profession consiste à représenter avec zèle et éthique des clients individuels. Les avocats concluent également un pacte social pour représenter la société en défendant l'État de droit. La pratique juridique est l'expertise, le

¹Bues, Micha-Manuel , 2018, Legal tech- how technology is changing the legal world, -- München- Verlag C,P42.

² Ibid.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

jugement et les compétences juridiques différenciés que possèdent certains avocats - mais pas tous. La réglementation de la profession doit garantir le respect des normes éthiques et pratiques au nom des clients individuels et de la société dans son ensemble.¹

Le terme "industrie" décrit l'activité interdisciplinaire et technologique de prestation de services juridiques, qui représente un chiffre d'affaires mondial de mille milliards de dollars. L'activité juridique consiste à utiliser la technologie et les processus pour identifier et automatiser les tâches répétitives, "produire" des fonctions routinières, rationaliser l'efficacité, ²promouvoir la transparence et la diversité, comprimer les cycles de livraison et fournir aux acheteurs de services juridiques "plus pour moins" dans le cadre de paramètres de risque acceptables. La réglementation du secteur devrait permettre de structurer la prestation et les modèles économiques de manière à aligner les prestataires sur les acheteurs de services juridiques, à renforcer la concurrence et à promouvoir l'innovation. Les objectifs de la réglementation de l'industrie devraient être de promouvoir la concurrence, d'encourager l'innovation et de permettre la formation de modèles de prestation qui favorisent l'accès aux services juridiques et améliorent la prestation de ces services.³

Les conflits déjà en jeu, mais aussi le bilan de l'autorégulation laisse beaucoup à désirer. L'immobilisme réglementaire est synonyme d'obstacles inutiles à l'amélioration de la crise de l'accès à la justice, d'insatisfaction généralisée des consommateurs, de réduction de la concurrence et de l'innovation, et d'érosion accrue de la confiance du public dans l'État de droit. L'essor remarquable du Corporate Legal Operations Consortium (CLOC), la migration régulière du travail des cabinets d'avocats vers les services internes et les cabinets d'avocats, la chaîne d'approvisionnement juridique, le rôle croissant de l'approvisionnement dans les décisions d'achat juridique et la numérisation accélérée du droit indiquent que la re-réglementation de facto du segment des entreprises de l'industrie juridique est en bonne voie. Le segment des particuliers a grand besoin d'une réforme réglementaire qui reconnaisse que de nombreux besoins juridiques peuvent être satisfaits de diverses manières qui s'écartent de l'approche traditionnelle centrée sur l'avocat.⁴

¹Bues, Micha-Manuel , 2018,Legal tech- how technology is changing the legal world, -- München- Verlag C,P41.

² Idem.

³ Bues, Micha-Manuel , 2018,Legal tech- how technology is changing the legal world, -- München- Verlag C,P43.

⁴ Idem.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

De même pour Les notaires, en phase avec les progrès technologiques, ces derniers adoptent de nouvelles techniques. Ils ont été parmi les premiers à utiliser la signature électronique et envisagent même d'utiliser la technologie de la blockchain pour moderniser la gestion de leurs registres. La signature électronique, malgré ses débuts difficiles, est de plus en plus utilisée dans divers contextes juridiques depuis les années 2010. Le premier acte authentique électronique a été signé en 2008. Les notaires disposent d'un certificat de signature électronique qualifié et les actes sont conservés dans un registre électronique central.

En résumé, la profession juridique a été absorbée par l'industrie. Le droit suit la voie tracée par 19 autres professions devenues des industries, notamment la médecine qui est passée de petits cabinets à l'industrie des soins de santé. Tout comme les médecins exercent au sein de l'industrie des soins de santé, les avocats cesseront d'exercer dans le cocon de leur corporation auto réglementée. Les avocats ne devraient pas être laissés seuls pour réguler l'industrie juridique.

Les avocats font partie d'une chaîne d'approvisionnement juridique peuplée d'autres professionnels et de machines. Ils collaborent régulièrement avec les "non-avocats" qu'ils ont si durement combattus. Il n'y a pas de retour en arrière possible. Les consommateurs veulent des solutions.

Les consommateurs veulent des solutions aux défis commerciaux, pas des tomes juridiques. Les réponses à ces défis ne proviennent plus uniquement de l'expertise juridique des cabinets d'avocats. Les solutions proviennent de plus en plus souvent de fournisseurs différents, dotés de compétences différentes, qui collaborent avec les cabinets d'avocats, ce qui a pour effet de rendre caduques les interdictions réglementaires. Il est temps de mettre fin à la charade des solutions de contournement et d'élaborer des réglementations qui servent mieux les consommateurs et l'État de droit.¹

Les principes fondamentaux de la pratique juridique - confidentialité, prévention des conflits, etc. - ont peu évolué au fil du temps, même si de nouveaux défis se présentent. Les avocats sont bien placés pour s'autoréguler. Mais la prestation de services juridiques dans un monde de plus en plus corporatisé, numérisé, interconnecté et complexe nécessite des régulateurs externes qui se concentrent sur les consommateurs, et non sur les avocats. La réglementation devrait encourager de nouveaux modèles de prestation, le capital d'investissement et l'innovation qui favorisent l'accès et augmentent la satisfaction de l'acheteur de services

¹ Bues, Micha-Manuel, 2018, Legal tech- how technology is changing the legal world, -- München- Verlag C, P43.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

juridiques. Le secteur juridique dispose des ressources nécessaires pour mieux servir les consommateurs et la société. La bifurcation de la réglementation juridique permettra d'atteindre ces objectifs importants et de préserver les caractéristiques fondamentales de la pratique juridique.¹

La transformation numérique induit une forme nouvelle d'intermédiation technique et professionnelle dans le domaine juridique, ce qui suscite des préoccupations parmi les professionnels du secteur. Cette évolution résulte de la dématérialisation, de l'automatisation et de l'interopérabilité, et elle aboutit à une confiance accrue dans le numérique et à une amélioration de l'efficacité.² À terme, elle conduit à une métamorphose numérique une fois que les professionnels du droit auront acquis les compétences numériques nécessaires.

Cette transition vers une nouvelle forme d'intermédiation doit être abordée avec prudence. L'ubérisation, qui consiste en la mise en relation directe entre un professionnel et son client via un service numérique, peut être perçue comme une menace par certains acteurs traditionnels du secteur juridique. Cependant, il est important de distinguer entre l'innovation de rupture, qui transforme fondamentalement un marché, et l'ubérisation, qui en est la conséquence et qui implique une nouvelle forme d'intermédiation.

Il est essentiel pour les professionnels du droit de s'adapter aux évolutions technologiques afin de maintenir leur compétitivité. L'absence d'innovation peut entraîner une diminution de la valeur ajoutée et de la productivité.

1.3.2 Sous-section2 : Adaptation des entreprises aux legaltechs

Le bouleversement apporté par les Legaltechs non seulement redéfinit les modalités d'exercice pour les professionnels du droit, mais il a également profondément modifié la relation entre les avocats et leurs clients, en particulier dans le domaine du Conseil en droit des affaires (B2B).³

Les Legaltech bousculent les pratiques traditionnelles en offrant aux entreprises des outils qui transforment leur gestion juridique. Par exemple, les tâches administratives chronophages et répétitives telles que la recherche de documents ou la rédaction de certains contrats peuvent

¹Bues, Micha-Manuel , 2018,Legal tech- how technology is changing the legal world, -- München- Verlag C,P44.

² Idem.

³Noémie Le Bouard,27 juillet 2023, LES "LEGALTECH" EN FRANCE : COMMENT LES START-UPS RÉINVENTENT LE SECTEUR JURIDIQUE, <https://www.village-justice.com/articles/les-legaltech-france-comment-les-start-ups-reinventent-secteur-juridique,46865.html>, lu le :08/04/2024 à 18h20.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

désormais être automatisées grâce aux solutions proposées par les legaltech. Cela libère un temps précieux aux juristes internes, leur permettant de se concentrer sur des aspects plus stratégiques de leur métier, ce qui apporte une valeur ajoutée significative à l'entreprise. De plus, cela contribue à la réduction des coûts juridiques pour les entreprises, en offrant des services juridiques en ligne abordables et en automatisant certaines tâches.¹

Les legaltech favorisent également la compliance réglementaire en proposant des outils de suivi et de gestion des obligations légales, ce qui est essentiel dans le domaine du B2B où la structuration et le soutien des transactions d'entreprise sont cruciaux. De plus, elles jouent un rôle important dans la démocratisation de l'accès à la justice en proposant des services juridiques en ligne simples et abordables, ce qui permet à toutes les entreprises, y compris les PME, de faire valoir leurs droits plus facilement.

Cependant, l'essor des legaltech n'est pas sans conséquence pour le métier de juriste dans le B2B. Les juristes doivent désormais développer de nouvelles compétences pour s'adapter à ces outils numériques et travailler efficacement en mode projet.

L'accès au droit est rarement un problème lorsqu'il s'agit de conseiller des sociétés commerciales. Cela ne signifie pas que les entreprises ne doivent pas faire valoir leurs droits devant les tribunaux ou se défendre elles-mêmes, mais dans le domaine de la consommation, l'accès à la justice est une question existentielle et structurelle de pouvoir.

Nous ne discutons pas de ce besoin existentiel dans le secteur B2B. Dans ce secteur, l'accent est mis sur la structuration et le soutien des transactions d'entreprise, et souvent aussi sur les litiges. En principe, les entreprises ne s'abstiendront pas de consulter des avocats pour des raisons de coût.²

Toutefois, depuis plus de dix ans, les entreprises ont été très réticentes à payer les frais de plus en plus élevés liés à l'emploi de cabinets d'avocats commerciaux, surtout aux États-Unis, mais aussi en Grande-Bretagne. Les services juridiques étaient régulièrement facturés

Sur la base du temps passé et avec un effet de levier considérable, c'est-à-dire l'implication de nombreux juristes juniors en dessous du niveau de l'associé. Cela était souvent imperceptible pour les clients. En outre, les juristes débutants devaient passer des heures et des heures dans des salles de données ou à examiner des documents. Leur travail était plutôt de nature mécanique. L'utilisation des juristes pour ces activités et leur facturation à l'heure ont entraîné

¹ Idem.

² Bues, Micha-Manuel, 2018, Legal tech- how technology is changing the legal world, -- München- Verlag C, P10.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

une augmentation considérable de la rentabilité des cabinets d'avocats commerciaux entre 2001 et 2008/9, c'est-à-dire jusqu'à la crise financière. Les clients ont toujours été les grands perdants des négociations sur les honoraires.¹

Ce n'est qu'avec la crise financière et l'effondrement du secteur des transactions que le rapport de force entre les clients et les avocats s'est modifié. Depuis lors, les avocats ont régulièrement dû accepter des demandes de rabais, de plafonnement et d'autres arrangements alternatifs en matière d'honoraires.

Cependant, tous ces changements ne sont pas dus à la Legal Tech. Depuis que les logiciels sont capables non seulement de rechercher des termes spécifiques dans les documents, mais aussi de "lire" les documents, de "comprendre" leur contenu, d'en extraire le contenu essentiel, puis de le systématiser et de le catégoriser, la situation a changé. De même, les logiciels peuvent être utilisés pour rechercher des normes et des écarts dans de grandes quantités de documents. Ce type de logiciel était impensable il y a quelques années, mais aujourd'hui, de nombreux cabinets d'avocats utilisent ce type de logiciel.

En conséquence, la diligence raisonnable peut être effectuée plus rapidement et de manière beaucoup plus rentable et, en général, l'examen des documents peut remplacer une grande partie du travail que de nombreux juristes débutants effectuaient auparavant sur une base horaire. En outre, ce type de logiciel est apprenant : avec chaque examen supplémentaire, avec chaque ensemble de données supplémentaire, l'algorithme s'améliore.

Depuis des années, ce phénomène est également associé à l'utilisation de logiciels de création de documents pour la rédaction de contrats détaillés ou d'autres types de documents juridiques. Ce processus, qui était autrefois facturé en fonction du temps passé, est désormais beaucoup plus rapide et d'un niveau de qualité plus élevé qu'auparavant, grâce à l'utilisation de logiciels.²

En outre, les clients exigent que les cabinets d'avocats saisissent leurs heures sur les plateformes en temps réel (c'est-à-dire au plus tard 24 heures après l'achèvement du travail), ce qui entraîne une transparence directe pour le client. Les clients peuvent donc voir comment les coûts évoluent au cours de la transaction et, surtout, pourquoi ils sont encourus. Cela met sous pression un autre élément clé du modèle d'entreprise de l'avocat : l'opacité. Autrefois, les clients ne savaient pas très bien qui faisait quoi et pour qui dans le cadre d'une transaction ;

¹ Idem.

² Bues, Micha-Manuel, 2018, Legal tech- how technology is changing the legal world, -- München- Verlag C, P11.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

aujourd'hui, l'information est disponible de manière transparente et peut être traitée immédiatement. Cela oblige les cabinets d'avocats à être plus disciplinés en matière de coûts, ce qui entraîne une réduction de ces derniers.¹

La prochaine étape de ce type de logiciel est déjà à notre porte : IBM propose sa technologie Watson aux services juridiques des entreprises pour la gestion des dépenses juridiques externes. Cette technologie peut être utilisée, par exemple, pour rechercher dans les enregistrements de données temporelles les doublons, les redondances et les coûts en dehors de la convention d'honoraires. Les premiers rapports d'expérience indiquent que, grâce à une transparence accrue, des réductions de coûts allant jusqu'à 30 % sont désormais possibles.

Enfin, si l'accès à la justice n'est peut-être pas le critère décisif pour les entreprises, l'accès à une information structurée et traitée l'est. L'accès à l'information seul n'est pas toujours utile face à l'afflux d'informations. C'est particulièrement vrai dans les domaines où la réglementation est complexe et confuse, comme la transposition des directives européennes en droit national : un prestataire de services financiers a besoin d'une vue d'ensemble fiable, systématique et actuelle de la manière dont la directive sur les marchés des capitaux. Demême, lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre des réglementations de base en matière de protection des données, ou lorsqu'il s'agit de savoir comment la situation juridique des entreprises de services financiers a été mise en œuvre dans les différents États membres.²

La notification d'une transaction d'entreprise diffère d'un pays à l'autre, il n'est pas nécessaire de disposer de plusieurs avis d'experts individuels, mais souvent seulement d'aperçus systématiques qui devraient être mis à disposition aussi facilement que possible. De nombreux cabinets d'avocats ont réagi en fournissant à leurs clients, qui sont tous des professionnels, de telles informations en ligne. Ces documents sont ensuite téléchargés par les clients, souvent contre rémunération, mais parfois aussi comme service gratuit.

1.3.3 Vers la E-justice :

La transformation numérique affecte à la fois l'élaboration du droit et l'action du législateur, ainsi que les pratiques des services publics et des officiers d'état civil.

¹Ibid.

² Bues, Micha-Manuel , 2018, Legal tech- how technology is changing the legal world, -- München- Verlag C,P12.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

Dans le domaine législatif, les progrès de l'informatique ont modifié la manière dont les lois sont créées. Par exemple, des systèmes sont utilisés pour faciliter les échanges entre les différentes instances législatives et pour assurer une publication efficace des textes.¹

Une initiative importante dans ce domaine est l'utilisation de plateformes en ligne pour permettre aux citoyens de participer à l'élaboration des projets de loi. Cette démarche s'inscrit dans la tendance mondiale vers un gouvernement ouvert, qui vise à favoriser la transparence et la participation citoyenne à la gouvernance.

La transformation numérique offre également la possibilité de créer une place publique dématérialisée où chaque citoyen pourrait accéder à des services administratifs et interagir avec les institutions gouvernementales. Cela pourrait être réalisé grâce à une identification numérique permettant l'accès à un cloud souverain pour des services tels que les impôts ou la justice.

La transformation numérique de l'administration repose sur la dématérialisation, l'interopérabilité et l'automatisation.

La dématérialisation des services publics permet de simplifier les démarches administratives en ligne, tandis que des plateformes mises par le gouvernement facilitent l'authentification des utilisateurs pour l'accès à différents services gouvernementaux.

Cependant, en ce qui concerne les décisions administratives prises par des algorithmes, le Conseil constitutionnel a établi des règles strictes pour garantir la transparence et protéger les droits des citoyens. Bien que l'utilisation de l'intelligence artificielle dans les services publics devienne de plus en plus courante, elle doit être encadrée par des principes éthiques et juridiques pour assurer une approche centrée sur l'humain.²

La transformation numérique du monde du droit et des services publics influence fortement les élus locaux aussi.

L'officier d'état civil est ainsi impacté tant dans ses fonctions administratives de la tenue des registres, que dans son rôle d'officier public établissant un acte authentique. N'étant pas à proprement parler une profession juridique, cette fonction est dévolue à certains métiers tels que les maires, leurs adjoints, les agents diplomatiques ou les agents consulaires, ainsi que dans un champ de compétence matériel restreint, en ce qui concerne les notaires pour la rédaction et l'enregistrement de pactes civils de solidarité.

¹111 Rapp. n° 1428, Rapport par M. Christian Eckert au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire sur le projet de loi de finance 2014, Annexe 12, Assemblée Nationale.

²Cassar Bertrand, 04/12/2020, thèse: transformation numérique du monde de droit, université de Strasbourg, P309.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

L'enjeu majeur que rencontre l'officier d'état civil, similaire à celui des notaires, repose sur le recours à la signature électronique pour établir des actes authentiques. Il peut être aisément supposé qu'il existe ou qu'il serait aisé d'établir un système d'information permettant la transmission d'un acte d'état civil dématérialisé ou encore d'y apposer une signature électronique afin d'en rapporter la preuve. Toutefois, une véritable question demeure dans les évolutions qui pourraient être attendues en recourant à des chaînes de blocs.

Les transformations numériques tant du monde du droit que du service public ne sont que des épiphénomènes d'un mouvement plus global. De surcroît, dans une vision macroscopique, certaines évolutions techniques et certaines solutions proposées aux citoyens peuvent remettre en cause le concept d'État et de son rôle au sein de la société.¹

Certains services numériques semblent parfois remettre en cause la souveraineté de l'État (B), ou au contraire, la valoriser et la renforcer dans l'exercice de ses attributions (A):

A/Des techniques numériques au service de l'état :

Les Globaltechs proposent des services numériques sur des secteurs économiques différents, dont certains peuvent entrer directement dans les attributions de l'État. Il en va ainsi en ce qui concerne la création de la loi ou le fait de rendre la justice (1) et plus généralement dans le respect des droits civiques et de la démocratie (2).

1- Les Legaltechs et l'ambiguïté sur le fait de rendre Justice

L'une des prérogatives de l'État est d'avoir l'autorité législative et judiciaire à savoir l'élaboration, la diffusion et l'application du droit.

La loi peut, en outre, prévoir les cas dans lesquels d'autres attributions du monde du droit peuvent être utilisées. Ainsi, en ce qui concerne l'exercice du droit, le législateur a prévu les conditions d'exercice dévolues aux professions juridiques ou assimilées. Il en va de même en ce qui concerne l'exécution du droit, monopole attribué aux commissaires de justice, aux commissaires-priseurs et aux huissiers de justice

S'il existe une ambiguïté sur le rôle des LegalTech quant aux prérogatives régaliennes et les monopoles attribués aux professions juridiques, on peut écarter la question en soulignant que toute activité exercée par un acteur économique est illégale dès lors que le régime juridique prévu par la loi ne prévoit pas cette hypothèse. Les LegalTech ne peuvent donc n'être que l'intermédiaire des professions judiciaires, juridiques, assimilées ainsi que du justiciable, du

¹ Idem.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

fait de leur monopole ou peuvent agir dans le champ de compétence matérielle autorisé par la loi, à l'instar de l'information juridique.¹

2- Les initiatives des CivicTech et des GovTech en appui des actions du gouvernement

En apportant une intermédiation entre l'État et le citoyen, les services numériques proposés par la GovTech et la CivicTech reconstruisent la sphère mésoscopique et facilitent la communication entre l'État et les citoyens, notamment en ce qui concerne leurs droits, le fonctionnement du gouvernement et toutes informations civiques.²

B/ La limite de la souveraineté étatique face au développement d'Internet

La conception traditionnelle de la souveraineté, liée à l'espace géographique des États, est remise en question par le développement d'Internet. Ce réseau crée une sphère immatérielle où des entreprises proposant des services numériques semblent parfois exercer des prérogatives régaliennes, notamment dans l'émission de cybermonnaies.

L'émission de monnaie, traditionnellement un monopole étatique, est perturbée par l'émergence de cybermonnaies bien que ces dernières ne soient pas illégales en soi, chaque État doit légiférer pour encadrer leur utilisation et réaffirmer sa souveraineté.³

La souveraineté numérique porte sur cette zone immatérielle dans laquelle les ressortissants de différents États évoluent et sur laquelle certaines actions proposées par des services numériques peuvent avoir un impact sur ses prérogatives régaliennes. De nombreuses mesures sont mises en place par les différents gouvernements pour tenter de pallier ces difficultés, notamment en instaurant une taxe sur les géants du numérique'

La gouvernance du réseau Internet ne doit plus permettre une sorte de liberté absolue, dont la régulation a posteriori peine à encadrer les dérives, mais être redéfinie vers l'expérience utilisateur, en prenant en considération les enjeux de la protection des données à caractère personnel ou la notion émergente de protection des données souveraines

Les attributs régaliens requièrent l'établissement d'une proximité auprès du citoyen et nécessitent différents intermédiaires, tant issus de la sphère privée que du secteur public ; la transformation numérique du monde du droit repose sur l'intermédiation.⁴

¹Cassar Bertrand, 04/12/2020, thèse: transformation numérique du monde de droit, université de Strasbourg, P309.

² Ibid.

³HAYEK F, 1976, Denationalization of Money, Hobart Paper; SELGIN G., The Theory of Free Banking, 1988, Rowman & Littlefield .

⁴ Idem.

1.4 Section 3 : Le Business du droit : Évolution du Marché Juridique et des Legaltechs

1.4.1 Sous-section 1 : Le business du droit

Si le contenu du droit n'est pas neutre en matière économique, il en va de même de la manière dont il est exercé. La fabrication comme la mise en œuvre du droit sont portées par des femmes et des hommes qui exercent une activité de service. Quelles que soient sa singularité et la fonction sociale du droit, c'est une activité économique qui met en présence, d'une part, des personnes privées, particuliers ou entreprises, ou encore des personnes, demandeurs de ces prestations, d'autre part, des professionnels du droit ou des intermédiaires, cette demande détermine un marché.

Pour évaluer la compétitivité et la rentabilité de cette industrie on peut recourir à une analyse porter afin de fournir des informations essentielles sur les forces qui façonnent la dynamique concurrentielle et les opportunités stratégiques disponibles pour les acteurs du marché :

A/ Analyse porter :

- Menace de nouveaux entrants :

Le coût élevé de l'éducation juridique et les barrières réglementaires pour exercer la profession d'avocat ou de juriste réduisent la menace de nouveaux entrants dans le secteur. Cependant, l'émergence de nouvelles technologies, telles que l'intelligence artificielle et l'automatisation, pourrait potentiellement faciliter l'accès au marché pour les start-ups proposant des solutions juridiques innovantes.

- Pouvoir de négociation des fournisseurs :

Les cabinets d'avocats traditionnels et les fournisseurs de services juridiques ont généralement un pouvoir de négociation élevé en raison de leur expertise spécialisée et de leur connaissance approfondie du droit. Pourtant, l'utilisation croissante de la technologie et l'émergence de nouveaux modèles d'affaires pourraient potentiellement réduire le pouvoir de négociation des fournisseurs traditionnels.

- Pouvoir de négociation des clients :

Les clients du secteur juridique, tels que les entreprises et les particuliers, ont souvent un pouvoir de négociation limité en raison de la nature spécialisée des services juridiques et de leur dépendance à l'égard des conseils d'experts. Mais la pression croissante pour des honoraires plus compétitifs et des résultats plus rapides peut influencer le pouvoir de négociation des clients dans certaines situations.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

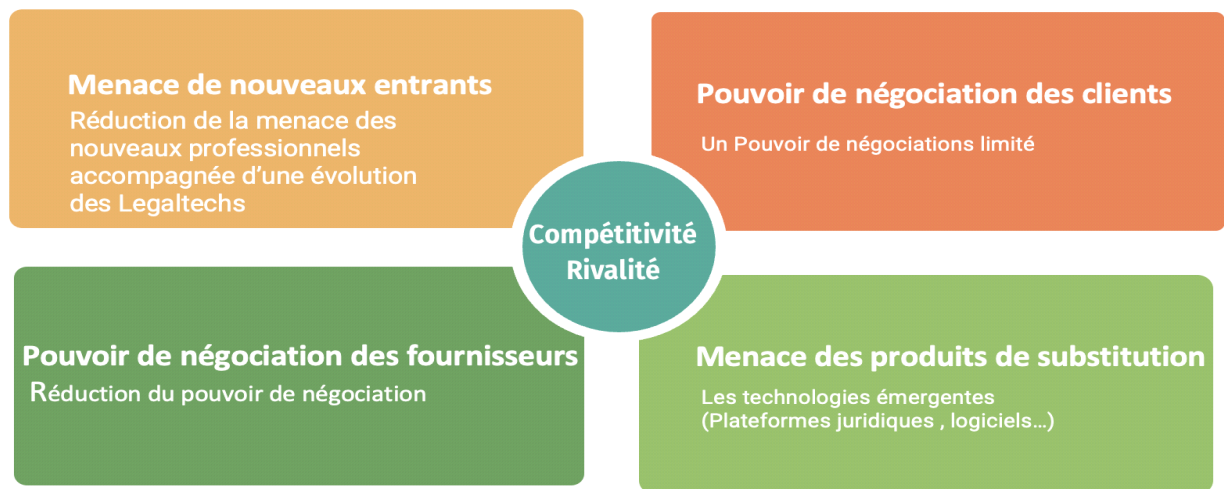
- Menace des produits de substitution :

Les technologies émergentes, telles que les plateformes en ligne de services juridiques automatisés et les chatbots juridiques, représentent une menace potentielle pour les services juridiques traditionnels, pour les cas nécessitant une expertise spécialisée et une analyse approfondie, les services juridiques traditionnels conservent souvent leur pertinence et leur demande.

- Rivalité entre les concurrents existants :

La rivalité entre les cabinets d'avocats et les fournisseurs de services juridiques existe, notamment dans les domaines du droit des affaires, du litige et de la propriété intellectuelle. Cependant, la différenciation des services, la réputation et les relations clients peuvent jouer un rôle clé dans la compétition, en plus des prix et de l'efficacité opérationnelle.¹

Figure N° 2 : Analyse des 5 forces de porter du marché juridique



Source : Fait par nos soins à partir d'une recherche documentaire

Le marché juridique est un marché très vaste et comprends de nombreux acteurs dit traditionnels : les avocats et les cabinets d'avocats, les services de conseil juridique internes aux entreprises, les services notariaux, les services de médiation et d'arbitrage, ainsi que les services de compliance et de réglementation et innovants comme les legaltechs. Cette

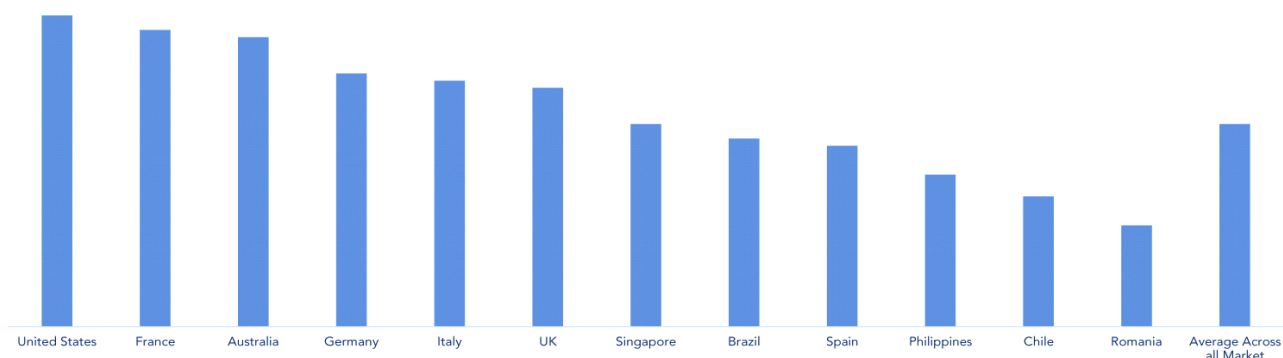
¹Analyse des 5 forces de porter ,<https://www.lecoindesentrepreneurs.fr/5-forces-de-porter-analyse-concurrence/>consulté le 22/04/2024.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

diversité reflète la complexité des besoins juridiques des individus, des entreprises et des gouvernements à travers le monde.¹

Dans de nombreux pays, le marché juridique est un secteur économique important, jouant un rôle essentiel dans le fonctionnement et le développement des entreprises, des gouvernements et des particuliers.

Schéma N°2 : Revenus de l'industrie des activités juridiques et comptables.



Source : Ipsos, Synthesio

Par exemple aux états unis il représente 437MD avec 500000 Law firms et 10000 départements juridiques.²

Le marché des legaltechs quant à lui représentait 3MD en 2018 sur un potentiel de croissance jusqu'à 16MD en 2030 soit un taux de pénétration de 20%.

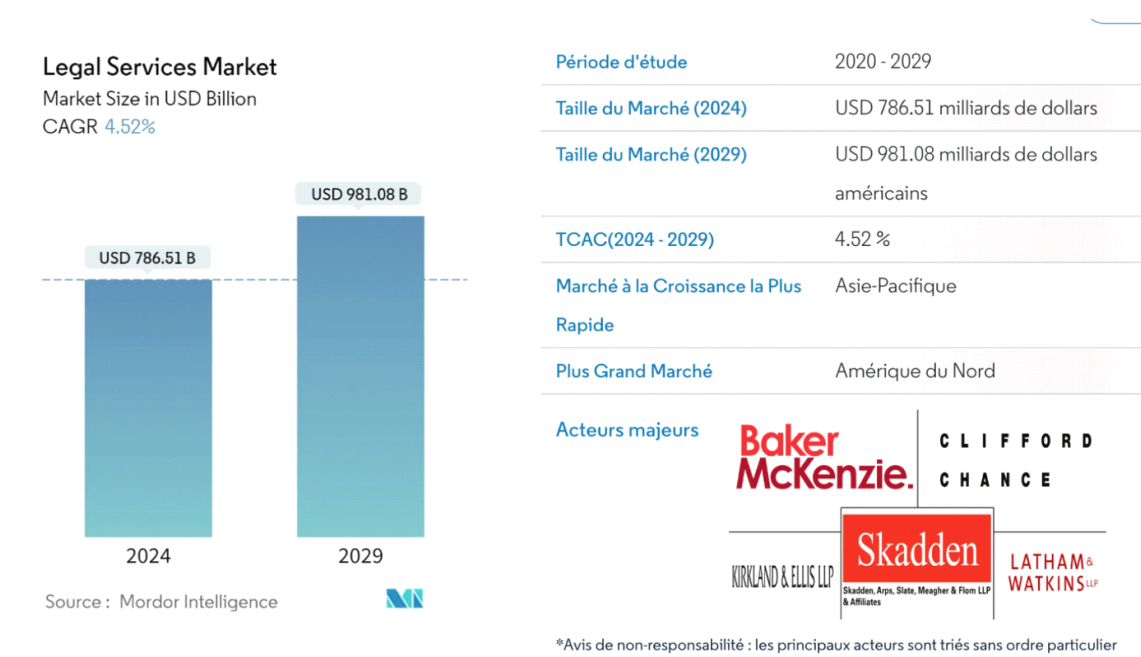
En parallèle en France le marché représente 44MD soit 1,8% du PIB et 431000emplois.

Schéma N° 3 : Taille du marché des services juridiques

¹ Analyse des 5 forces de porter ,<https://www.lecoindesentrepreneurs.fr/5-forces-de-porter-analyse-concurrence/>consulté le 22/04/2024.

²Legal services Market , www.Cataliste.investor.com consulté le 10 mai à 20h00.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique



Source : www.Mordorintelligence.com

Il contribue à la résolution des litiges, à la protection des droits et des intérêts légaux, à la garantie de la conformité aux lois et aux réglementations, et à la facilitation des transactions commerciales et financières. Par conséquent, les fluctuations et les tendances dans ce secteur ont des répercussions économiques significatives à l'échelle mondiale.

L'impact économique de l'environnement juridique sur le business du droit est palpable et multifactoriel. En scrutant l'évolution de ce secteur, notamment au cours de l'année 2022, il est clair que son influence s'étend bien au-delà des simples transactions financières, affectant profondément les cabinets d'avocats et l'ensemble du marché juridique.¹

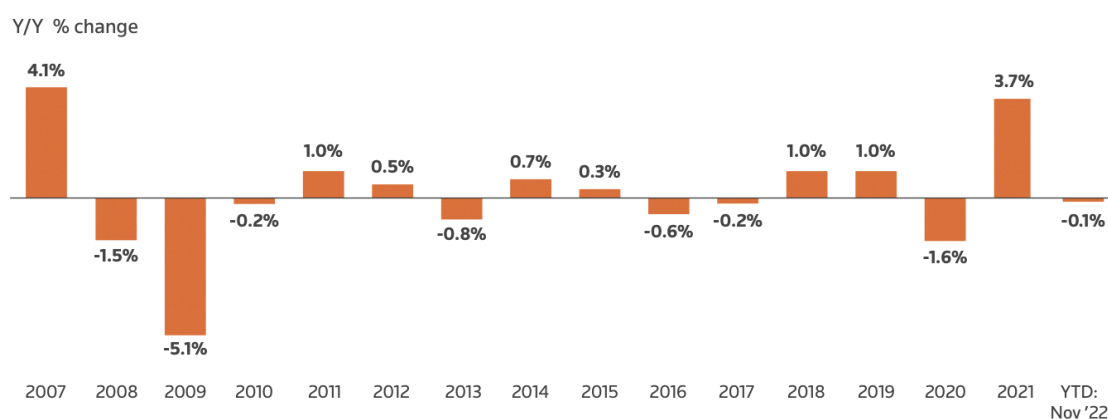
En 2021, le marché juridique a connu une période de prospérité sans précédent, avec une demande croissante dans les pratiques transactionnelles et une expansion des effectifs. Cependant, dès l'année suivante, l'incertitude politique et économique a commencé à peser sur les résultats des entreprises dans ce secteur.

¹Thomson Reuters Institute 2023 Report on the State of the Legal Market, Mixed results and growing uncertaintyP05.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

Une conséquence majeure de cette incertitude a été la diminution de l'appétit du marché pour le travail transactionnel, entraînant une baisse significative de la demande dans ces pratiques, notamment chez les cabinets de premier plan. Parallèlement, les dépenses ont augmenté, principalement en raison de l'augmentation des rémunérations des associés et de la concurrence féroce pour les talents.¹

Schéma N° 4 : Croissance de la demande de services des cabinets juridiques



Source : Thomson Reuters 2023

Les tarifs ont également augmenté, mais à un rythme inférieur à celui de l'inflation, ce qui a maintenu la rentabilité dans une position relativement stable mais légèrement réduite par rapport à l'année précédente. Ces défis ont également affecté la réalisation des taux travaillés, qui a commencé à se stabiliser ou à diminuer malgré une augmentation continue des tarifs.

En outre, les cabinets ont dû faire face à des décisions difficiles concernant la gestion des effectifs et la stratégie de tarification pour maintenir leur rentabilité dans un environnement économique incertain.²

En résumé, l'année 2022 a été marquée par des défis économiques majeurs pour le business du droit, avec une baisse de la demande et une augmentation des dépenses, ce qui a entraîné une pression croissante sur la rentabilité des cabinets d'avocats. Ces défis persistent en 2023, alors que les cabinets continuent de naviguer dans un environnement économique volatile,

¹Ibid.

² Thomson Reuters Institute 2023 Report on the State of the Legal Market, Mixed results and growing uncertaintyP05.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

cherchant à maintenir leur rentabilité tout en répondant aux besoins changeants de leurs clients.¹

1.4.2 Sous-section 2 : Modèles économiques des technologies dans le droit : éditeurs et legaltechs dans le monde

Deux périodes de dynamisme technologique peuvent être identifiées comme étant à l'origine du développement du concept de Business Model (BM) selon Moyon (2011). La première période couvre les années 1970 à 1995, marquée par le développement de l'informatique, où le concept de BM est considéré comme une manière de comprendre la complexité de l'entreprise et de son environnement (par exemple, Konczal, 1975). Durant cette période, d'autres notions liées à certains aspects du BM telles que le "business plan", le "revenue model" ou la "value creation" émergent également. À ce stade, le BM ne se distingue pas encore comme une notion distincte.²

C'est lors de la seconde période, aux alentours des années 1995 à 2000, avec l'avènement d'Internet, que le concept de BM va connaître un essor majeur. L'émergence des activités économiques en ligne révolutionne la manière dont les affaires sont conçues, accordant une importance croissante au capital immatériel. Ces nouvelles activités économiques, qualifiées de "e-business", favorisent une forte tendance à l'entrepreneuriat, où apparaissent de nouvelles entreprises appelées "start-up". Le concept de BM devient alors un cadre nouveau pour analyser ces nouvelles activités dont les mécanismes de performance sont souvent flous. En effet, malgré la création de valeur à travers ces nouvelles activités, celles-ci ne garantissent pas toujours la génération de revenus. Un exemple illustrant cette difficulté est celui de l'entreprise Hotmail, qui a été la première à proposer un service de messagerie électronique en ligne dès 1995. Bien que la gratuité de son service ait conduit à un succès rapide, elle n'a pas assuré sa rentabilité financière. Pour remédier à cela, les fondateurs ont développé des activités publicitaires en utilisant la base de données des utilisateurs pour cibler les consommateurs et personnaliser les contenus publicitaires. Ainsi, le concept de BM permet une réflexion sur les mécanismes de création et de capture de la valeur pour les activités de e-business.³

¹ Ibid

² Peigneur, Yves, 2011-09-01, Business Model nouvelle génération- Un guide pour -- Collectif, Osterwalder, Alexander – f.

³ Ibid.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

Considérant l'adoption pratique du concept, le champ de recherche sur le Business Model (BM) a émergé relativement tard, se situant dans les années 1990. Son développement et sa structuration peuvent être appréhendés à travers cinq phases distinctes : l'émergence, la définition du concept, l'approche empirique, la décomposition et la théorisation .

Deux de ces phases continuent de susciter des débats au sein de la communauté scientifique.

La première phase, la définition du concept, implique la clarification du concept même de BM. Bien que de manière générale, le BM puisse être défini comme le mode de fonctionnement d'une organisation visant à créer et à fournir de la valeur, la littérature répertorie plus d'une cinquantaine de définitions différentes. Cette diversité a conduit à de nombreuses tentatives de fournir une définition consensuelle du BM (par exemple, Hedman&Kalling, 2003 ; Moyon, 2011; Osterwalder, Pigneur, &Tucci, 2005; Wirtz, Göttel, &Daiser, 2016). Cependant, certains auteurs soulignent toujours un manque d'uniformité dans la définition du concept, ce qui entraîne une certaine ambiguïté et fragilise le concept.

De même, la phase de décomposition, qui consiste à identifier les éléments composant le BM, présente une hétérogénéité dans les travaux. Bien que le BM soit généralement considéré comme un concept multidimensionnel, de nombreuses combinaisons différentes ont été proposées. Par exemple, Clauss (2017) identifie 73 composants du BM, tandis que Massa et al. (2017) en répertorient près de 70 (par exemple, Casadesus-Masanell&Ricart, 2010;Chesbrough, 2010; Demil& Lecocq, 2010; Sabatier, Mangematin, & Rousselle, 2010).

Plusieurs raisons expliquent cette absence de convergence : un manque de fondements théoriques, des définitions trop larges ou encore l'utilisation d'un vocabulaire diversifié. Parmi celles-ci, le développement parallèle de connaissances dans différents domaines disciplinaires semble être largement admis comme un facteur contributif.¹

Bien que ces discussions suggèrent une divergence dans le champ et créent de l'ambiguïté quant à la notion de BM, il existe un consensus implicite sur l'objectif du concept. En résumé, le BM traduit la manière dont une entreprise exerce son activité. Il est considéré comme une unité d'analyse permettant de comprendre les mécanismes de création, de fourniture et de capture de valeur. Cette approche souligne implicitement le rôle central des acteurs dans la création et l'évolution du BM.²

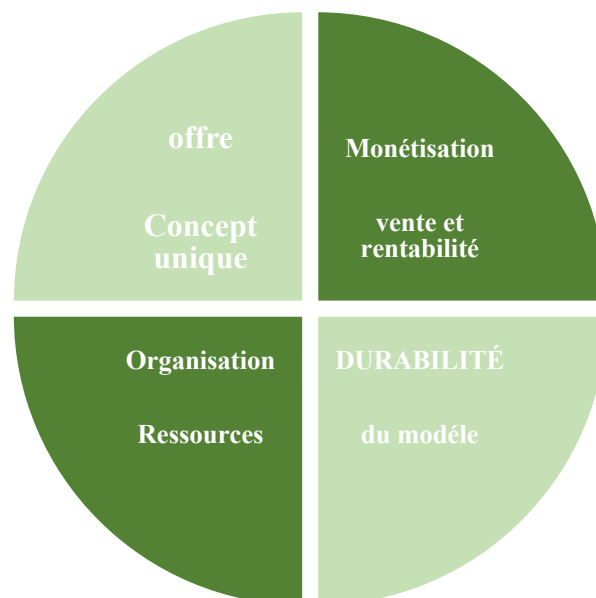
¹ Peigneur, Yves,2011-09-01, Business Model nouvelle génération- Un guide pour -- Collectif, Osterwalder, Alexander – f.

²Business Model de l'entreprise , <https://business-builder.cci.fr/guide-creation/le-business-model/comprendre-le-business-model> consulté le 01/04/2024 à 10h40.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

D'autre part, le modèle économique, également connu sous le nom de business model ou modèle d'affaires, est une pierre angulaire de la réussite d'une startup. Il détermine la direction de l'entreprise et définit ses sources de revenus, ce qui en fait un élément essentiel à prendre en compte dès le début du projet. Malheureusement, de nombreux entrepreneurs négligent souvent cette composante vitale dans les premiers mois qui suivent le lancement de leur entreprise. Ce dernier doit être constamment révisé, affiné voire réinventé pour s'adapter aux évolutions technologiques et aux transformations du marché. Les startupers doivent donc être bien informés sur les différents modèles d'affaires existants afin de choisir celui qui correspond le mieux à leur entreprise.

Figure N°3 : Identifier un bon modèle économique



Source : www.Creerentreprise.fr

Comme mentionné précédemment, la « Legal Tech » est un phénomène relativement nouveau. Ces entreprises ont non seulement relié les technologies modernes à l'industrie juridique, mais elles ont également créé toute une nouvelle industrie, dans cette dynamique d'évolution, les services juridiques peuvent bénéficier d'optimisations et d'automatisations grâce aux technologies numériques. Par exemple, l'utilisation de l'intelligence artificielle, de l'automatisation des documents et de processus rationalisés peut accélérer et simplifier des tâches telles que la due diligence juridique, réduisant ainsi les coûts. Cette transformation

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

numérique améliorée maintient la qualité du produit final tout en révolutionnant les processus sous-jacents.¹

Les défis posés par la transition vers des produits et services numériques sont bien connus dans divers secteurs, le secteur juridique n'échappe pas à cette réalité. Pour réussir dans cette ère numérique, il est crucial de ne pas se limiter à automatiser les pratiques existantes, mais d'explorer et d'adopter de nouveaux modèles commerciaux innovants et adaptés au secteur juridique. Cette exploration de nouveaux territoires est encore à ses débuts, et de nombreuses entreprises juridiques doivent encore saisir pleinement les opportunités offertes par la transformation numérique.

La transition vers de nouveaux modèles d'entreprise peut être un défi, car elle peut remettre en question les modèles traditionnels et nécessiter des investissements importants. Cependant, les pionniers qui osent explorer ces nouvelles voies peuvent bénéficier d'avantages significatifs. Il est essentiel pour le secteur juridique d'adopter des modèles d'entreprise numériques adaptés pour rester compétitif et prospérer dans un environnement en constante évolution.

Pour une entreprise LegalTech, qu'elle travaille avec des professionnels du droit ou avec des justiciables, deux aspects sont cruciaux. Premièrement, il est essentiel de développer un réseau solide et de comprendre l'écosystème dans lequel elle évolue. Deuxièmement, il est important de construire une base économique solide pour répondre à un besoin existant ou potentiellement créé par ses actions.²

L'innovation est l'un des fondements des jeunes pousses, cependant en tant que service numérique les Legaltechs recourent également à des usages économiques relatifs au numérique :

Les modèles commerciaux utilisés :

L'un des aspects cruciaux pour ces startups est la façon dont elles génèrent des revenus. Comprendre les différents modèles commerciaux adoptés par les startups de LegalTech est essentiel pour saisir la diversité des approches dans ce secteur en pleine expansion.

Il existe divers modèles d'affaire mais les plus courants dans le secteur juridique sont :

Le modèle économique d'abonnement : Le modèle économique d'abonnement est une stratégie de génération de revenus de plus en plus répandue dans le monde des affaires,

¹Petite histoire de la legaltech , <https://www.autolex.ai/post/petite-histoire-de-la-legaltech-a-lere-de-la-transformation-digitale> consulté le 23/03/2024 à 20h30.

² Petite histoire de la legaltech , <https://www.autolex.ai/post/petite-histoire-de-la-legaltech-a-lere-de-la-transformation-digitale> consulté le 23/03/2024 à 20h30.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

notamment dans le secteur de la LegalTech. Fondamentalement, ce modèle repose sur des frais récurrents payés par les clients en échange d'un accès continu à un produit ou service. Pour les startups de LegalTech, cela se traduit par des abonnements mensuels ou annuels offrant un accès à des services juridiques en ligne, des conseils juridiques personnalisés ou des outils de gestion de documents, entre autres. Cette approche favorise une relation continue entre le fournisseur et le client, renforçant ainsi la fidélité et la confiance.¹ En adoptant ce modèle, les startups de LegalTech bénéficient de revenus stables et prévisibles, ce qui facilite la planification financière et encourage la croissance à long terme. De plus, ce modèle permet aux startups de s'adapter à l'évolution des besoins de leurs clients tout en offrant une certaine flexibilité tarifaire et des opportunités de vente incitative.

Cependant, plusieurs défis doivent être pris en compte pour assurer la viabilité et la croissance de l'entreprise. Tout d'abord, des taux de désabonnement élevés peuvent compromettre la rentabilité à long terme. Ces désabonnements peuvent résulter d'une insatisfaction des clients, d'une concurrence accrue ou d'une évolution des besoins du marché. De plus, les coûts initiaux d'acquisition de nouveaux abonnés peuvent être significatifs, ce qui nécessite une gestion prudente des dépenses marketing et de vente. Un autre aspect crucial est le maintien de la qualité du produit ou du service proposé. Tout relâchement dans la qualité peut entraîner une perte de confiance des abonnés et une augmentation des taux de désabonnement. De plus, dans un marché saturé de solutions de LegalTech, une concurrence intense peut rendre difficile la différenciation et la fidélisation des clients. Enfin, un service client efficace et continu est essentiel pour répondre aux besoins et préoccupations des abonnés, mais cela peut également nécessiter des ressources importantes en termes de personnel et de technologie. En résumé, la gestion des taux de désabonnement, des coûts d'acquisition, de la qualité du produit, de la concurrence sur le marché et du service à la clientèle sont des aspects cruciaux à prendre en compte pour assurer le succès des startups de LegalTech qui adoptent le modèle d'abonnement.²

Les LegalTechs utilisent souvent le modèle d'abonnement pour offrir leurs services juridiques de manière plus accessible et flexible. Ce modèle permet aux clients de payer des frais récurrents, généralement sur une base mensuelle ou annuelle, en échange d'un accès continu à un ensemble de services juridiques. Par exemple, une LegalTech pourrait proposer un

¹ Le business model de l'abonnement ,<https://gocardless.com/fr/guides/articles/business-model-abonnement/>
Consulté le 02/04/2024 à 16h20.

²Le business model de l'abonnement ,<https://gocardless.com/fr/guides/articles/business-model-abonnement/>
Consulté le 02/04/2024 à 16h20..

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

abonnement mensuel pour l'accès à des consultations juridiques en ligne illimitées, la création de documents juridiques standardisés, ou même des services de médiation en ligne pour la résolution des litiges.

Un exemple concret est celui de "LegalZoom",¹ une LegalTech bien connue qui propose une variété de services juridiques en ligne, y compris la création de documents juridiques, la rédaction de contrats, et l'enregistrement d'entreprises. LegalZoom offre différents niveaux d'abonnement, allant des forfaits de base qui fournissent un accès limité à des documents standardisés, à des forfaits premium qui incluent des consultations juridiques en direct avec des avocats spécialisés.

Une autre LegalTech qui utilise le modèle d'abonnement est "Rocket Lawyer"². Cette plateforme propose des services juridiques similaires à LegalZoom, mais se concentre également sur la fourniture de contrats personnalisés et la gestion des documents juridiques pour les petites entreprises. Rocket Lawyer propose des abonnements mensuels qui donnent aux clients un accès illimité à leur plateforme pour créer, modifier et stocker des documents juridiques, ainsi que des consultations juridiques en ligne.

En résumé, les LegalTechs utilisent le modèle d'abonnement pour rendre les services juridiques plus accessibles, abordables et flexibles pour les clients, tout en assurant un flux de revenus stable et prévisible pour l'entreprise.

Le modèle économique Freemium :

Est une stratégie tarifaire qui structure tout un modèle économique dans lequel une entreprise propose une version de base gratuite de son produit ou service (le "gratuit" + le "premium"), avec la possibilité de passer à une version premium payante qui offre des fonctionnalités supplémentaires. Le niveau gratuit constitue l'offre de base fournie gratuitement aux utilisateurs, comprenant souvent des fonctionnalités ou services essentiels pour attirer une large base d'utilisateurs et créer une notoriété de marque. En revanche, le niveau premium est la version payante offrant des caractéristiques améliorées destinées aux utilisateurs prêts à payer pour une expérience plus complète, générant ainsi des revenus pour l'entreprise.³

¹Legal zoom ,<https://www.legalzoom.com/country/dz> Consulté le 02/04/2024 à 19h40.

²Rocketlawyer, <https://www.rocketlawyer.com> Consulté le 02/04/2024 à 20h16.

³ Le modèle freemium :qu'est-ce que c'est ? ,<https://www.mollie.com/fr/growth/modele-freemium#:~:text=Le%20modèle%20freemium%20est%20un,supplémentaires%20à%20un%20prix%20nominal>

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

Les entreprises Freemium monétisent grâce à une combinaison de stratégies telles que la tarification des abonnements, les achats ponctuels, les achats intégrés ou les revenus publicitaires, cherchant à convertir les utilisateurs gratuits en clients payants tout en conservant une base d'utilisateurs gratuits. Pour améliorer le taux de conversion, elles conçoivent soigneusement des packages de fonctionnalités pour les versions gratuites et premium, visant à fournir suffisamment de valeur dans l'offre gratuite tout en incitant à la mise à niveau avec des fonctionnalités premium répondant à des besoins spécifiques. De plus, une analyse approfondie de l'utilisation et des données des utilisateurs est essentielle pour orienter les décisions stratégiques et permettre un affinement continu du modèle. Ces entreprises s'appuient sur des efforts de marketing efficaces, des stratégies de rétention des utilisateurs et des pratiques de segmentation pour optimiser leur modèle Freemium. En somme, ce modèle offre une manière efficace d'attirer rapidement une large base d'utilisateurs, renforce la reconnaissance de la marque, génère des revenus et permet aux utilisateurs de découvrir le produit avant de s'engager, mais nécessite un équilibre minutieux entre les fonctionnalités gratuites et premium, ainsi que des efforts soutenus pour fidéliser et engager les utilisateurs gratuits. Les modèles Freemium sont largement utilisés dans les logiciels et services numériques, mais peuvent être adaptés à divers secteurs où une offre à plusieurs niveaux est envisageable.¹

Les LegalTechs utilisent le modèle Freemium pour attirer les utilisateurs et les inciter à passer à une version premium payante de leurs services. Elles proposent une version de base gratuite de leurs services, offrant un accès limité aux fonctionnalités essentielles. En parallèle, elles proposent une version premium payante qui offre des fonctionnalités avancées ou des services supplémentaires. Les LegalTechs génèrent des revenus en convertissant les utilisateurs gratuits en utilisateurs payants, en proposant souvent plusieurs plans d'abonnement avec des fonctionnalités différentes à des prix variés.

2-pay per use: le modèle économique du paiement à l'utilisation est un concept qui s'est imposé ces dernières années. Il s'agit d'une stratégie de tarification qui a révolutionné la manière dont les entreprises proposent leurs produits et services aux clients. En passant d'une tarification fixe à une approche basée sur l'utilisation, les entreprises peuvent aligner leurs revenus sur la valeur réelle fournie aux clients.

¹Modèle freemium ,<https://blog.hubspot.fr/sales/modele-freemium> consulté le 03/04/2024 à 18h50.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

Ce modèle est devenu particulièrement populaire dans les secteurs où la consommation de ressources varie considérablement d'un client à l'autre. Par exemple, dans le secteur des logiciels, le paiement à l'utilisation permet aux clients de payer pour les caractéristiques et les fonctionnalités dont ils ont réellement besoin, plutôt que d'être enfermés dans un plan de tarification unique. Cette flexibilité profite non seulement aux clients en leur fournissant des solutions sur mesure, mais aussi aux entreprises en garantissant qu'elles sont rémunérées pour les ressources utilisées.¹

Contrairement à un modèle de tarification fixe, où un montant forfaitaire est facturé quel que soit le nombre d'utilisateurs, le modèle "pay per user" offre une tarification plus flexible et scalable, alignée sur l'usage réel du service.

Dans ce modèle, les entreprises ou les professionnels du droit peuvent ajuster leurs dépenses en fonction de leurs besoins réels et de l'évolution de leur équipe. Par exemple, une entreprise peut commencer avec un petit nombre d'utilisateurs et augmenter progressivement le nombre d'utilisateurs au fur et à mesure de sa croissance, sans avoir à payer pour des licences ou des fonctionnalités inutilisées.

Pour les Legaltechs, ce modèle de tarification peut être attrayant car il permet d'offrir une plus grande flexibilité aux clients tout en garantissant des revenus proportionnels à l'usage du service. Cela peut également encourager l'adoption de la technologie par un plus large éventail de clients, en particulier les petites et moyennes entreprises qui peuvent être sensibles aux coûts.²

3-Commission :

Les plateformes de mise en relation offrent la possibilité de mettre en contact les utilisateurs, professionnels ou particuliers, autour d'un sujet ou d'un domaine d'activité précis. Ce système informatique offre de très nombreuses potentialités dont la principale est de gérer l'offre et la demande. Il s'agit d'un outil digital très utile dès lors que vous souhaitez réaliser un projet ou que vous cherchez une solution pratique à un problème.³

¹Pay per use business model ,<https://www.untaylored.com/post/the-pay-per-use-business-model-a-comprehensive-explanation>consulté le 03/04/2024 à 20h00.

² Pay per use business model ,<https://www.untaylored.com/post/the-pay-per-use-business-model-a-comprehensive-explanation>consulté le 03/04/2024 à 20h00.

³Plateforme de mise en relation ,<https://codi-one.fr/Blog/Plateforme-de-mise-en-relation---definition/125#:~:text=Une%20plateforme%20de%20mise%20en%20relation%20est%20un%20site%20Web,un%20domaine%20d'activit%C3%A9%20pr%C3%A9cis> consulté le le 22/04/2024 à 17h00.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

Une plateforme de mise en relation en legaltechs est une plateforme en ligne qui facilite la mise en relation entre les fournisseurs de services juridiques technologiques (Legaltechs) et les clients potentiels, tels que les cabinets d'avocats, les entreprises ou les particuliers ayant des besoins juridiques spécifiques. Ces plateformes agissent comme des intermédiaires, permettant aux utilisateurs de trouver et de contacter des Legaltechs qui correspondent à leurs besoins en matière de technologie juridique. Elles peuvent offrir divers services, tels que la recherche et la comparaison de solutions juridiques, la consultation d'experts et la mise en relation avec des prestataires de services juridiques spécialisés. En résumé, les plateformes de mise en relation en legaltechs facilitent l'accès aux solutions technologiques juridiques en mettant en relation les fournisseurs de ces solutions avec les clients intéressés.

Cette dernière peut générer des revenus de différentes manières. Elle peut proposer des abonnements premium offrant des fonctionnalités avancées aux utilisateurs, prélever des commissions sur les transactions effectuées via la plateforme, ou proposer des espaces publicitaires payants aux Legaltechs. De plus, elle peut facturer des frais pour mettre en relation les utilisateurs avec les Legaltechs appropriées et offrir des services de formation ou de consulting moyennant des frais supplémentaires. En adoptant une approche diversifiée, la plateforme peut maximiser ses sources de revenus tout en offrant une valeur ajoutée à ses utilisateurs.¹

5- Modèles de partenariat :

Les legaltechs peuvent s'associer à d'autres prestataires de services juridiques, tels que des cabinets d'avocats ou des services juridiques internes, pour offrir des solutions juridiques intégrées et partager les revenus.

5- Licence :

Les licences constituent un autre moyen par lequel les legaltechs peuvent générer des revenus de manière significative. En proposant des licences d'utilisation de leurs technologies ou logiciels juridiques à d'autres entreprises, cabinets d'avocats ou professionnels du droit, les legaltechs peuvent percevoir des frais de licence, ce qui constitue une source de revenus importante pour elles. Ces licences permettent aux utilisateurs d'accéder aux outils et services

¹Legaltech de mise en relation avec les professionnels, <https://avotech.club/secteurs/mise-en-relation#:~:text=Les%20Legaltechs%20de%20mise%20en,relation%20dans%20un%20réseau%20professionnel>. consulté le 22/04/2024 à 17h30.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

développés par les legaltechs pour améliorer leur efficacité et leur productivité dans le domaine juridique.¹

Les legaltechs offrent souvent différentes formules de licences, adaptées aux besoins et aux budgets de leurs clients potentiels. Cela peut inclure des licences individuelles pour les petites entreprises ou les professionnels indépendants, des licences d'équipe pour les cabinets d'avocats ou les départements juridiques d'entreprises, ainsi que des licences d'entreprise pour les grandes organisations nécessitant un accès à grande échelle.

Les frais de licence peuvent être facturés selon différents modèles, tels que des frais d'abonnement mensuels ou annuels, des frais basés sur l'utilisation ou des frais fixes pour une période déterminée. Ces modalités de facturation dépendent souvent des fonctionnalités et des services inclus dans la licence, ainsi que de la taille et des besoins spécifiques de l'utilisateur.

En offrant des licences d'utilisation de leurs solutions technologiques, les legaltechs peuvent non seulement générer des revenus réguliers, mais aussi établir des relations à long terme avec leurs clients, en leur fournissant un accès continu à des outils innovants et en répondant à leurs besoins évolutifs en matière de technologie juridique.

L'innovation :

Le principal point de discussion quant à la notion d'innovation de BM réside dans l'appréhension de la notion d'innovation et sa radicalité. On peut observer au sein de la littérature que deux principales argumentations s'opposent. Certains considèrent que l'innovation de BM concerne en premier lieu une nouveauté pour une organisation donnée. D'autres estiment que l'innovation de BM n'est valable qu'en termes de nouveauté sur un marché, c'est-à-dire qu'une innovation de BM introduit forcément un nouveau BM dans une industrie.²

On peut identifier quatre types d'innovation de BM. D'une part, une innovation de BM évolutive fait référence à des changements de certaines composantes sans impact sur l'ensemble du fonctionnement de l'organisation, tandis qu'une innovation de BM adaptative

¹ Les licences : un modèle économique en perpétuelle mutations, <https://medium.com/@peter.keates/les-licences-un-modèle-économique-en-perpétuelle-mutation-2e32e2b31a7a#:~:text=Le%20modèle%20économique%20des%20licences,création%2C%20moyennant%20des%20contrepertes%20financières>. Consulté le 22/04/2024 à 18h00.

² Marie Eyquem-Renault, 2022, Management de l'innovation, Dunod, France, P180.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

implique une transformation de la logique globale. Ces changements sont nouveaux pour l'organisation, sans nécessairement être nouveaux pour l'industrie. D'autre part, les innovations de BM concentrée et complexe visent à provoquer une rupture au sein d'une industrie. La première concentre l'innovation sur un élément du BM, comme l'a fait Nintendo avec sa console Wii, en ciblant une clientèle ignorée par les concurrents.¹

La seconde affecte l'ensemble du BM et peut générer des ruptures profondes dans certaines industries, comme celle engendrée par la plateforme Airbnb dans l'industrie hôtelière.

Cette typologie semble pertinente pour aborder l'étude des phénomènes d'innovation de BM, car elle ne se focalise pas exclusivement sur la notion d'innovation, mais appréhende le concept d'innovation de BM comme une vaste catégorie de phénomènes de création et de changement de BM. Elle propose des nuances fondées sur deux critères, ce qui permet de consolider une littérature hétérogène. L'application de ce prisme aux cas empiriques permet de positionner les recherches dans le champ et ainsi d'en améliorer la lisibilité.

Les projets entrepreneuriaux, c'est-à-dire la création de nouvelles organisations, nécessitent la construction de nouveaux BM à partir d'une page blanche. Le développement de ces BM implique leur conceptualisation, leur construction et leur évolution dans le temps. Les entrepreneurs doivent relever le défi de créer des BM viables pour leurs activités tout en gagnant en légitimité. Cette légitimité leur permet d'atteindre deux objectifs principaux : acquérir les ressources nécessaires et s'adapter à leur environnement.²

Certaines anciennes start-ups, comme Airbnb, se sont imposées dans leur industrie grâce à leur BM innovant, jusqu'à devenir une référence. Parallèlement, des entreprises existantes s'engagent également dans des initiatives d'innovation de BM pour diverses raisons, telles que l'adoption d'un BM disruptif, l'amélioration de leur performance ou en réponse à l'intensification de la concurrence et aux changements environnementaux. Ces initiatives constituent un sujet majeur dans le domaine, tant sur le plan théorique que pratique.

Dans ce contexte, on distingue deux types d'innovation de BM : celles qui visent à remplacer le BM actuel de l'entreprise et celles qui ajoutent un nouveau BM tout en conservant celui existant. Le développement de nouveaux BM par une entreprise existante pose des défis supplémentaires, notamment en ce qui concerne la gestion de portefeuilles de BM et la

¹ Idem.

² Marie Eyquem-Renault, 2022, Management de l'innovation, Dunod, France, P181.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

nécessité d'arbitrer entre séparation et intégration des BM. De plus, le développement d'un nouveau BM au sein d'une entreprise existante est souvent plus complexe que dans le cadre de projets entrepreneuriaux, en raison des relations entre le BM initial de l'organisation et le nouveau en construction.¹

En ce qui concerne le secteur juridique L'innovation est au cœur des initiatives des LegalTech, qui exploitent les opportunités offertes par la transformation numérique pour proposer de nouveaux services sur le marché du droit. Cette dynamique s'inscrit dans la stratégie de l'Océan bleu: une approche stratégique qui vise à créer de nouveaux marchés ou espaces de marché non explorés, en se différenciant de la concurrence et en offrant une proposition de valeur unique. Contrairement à la stratégie océan rouge, qui se concentre sur la concurrence directe sur des marchés existants, la stratégie océan bleu cherche à innover pour répondre à des besoins insatisfaits des clients et créer ainsi un marché entièrement nouveau. Elle permet aux entreprises d'éviter la saturation des marchés concurrentiels (océan rouge) et de se positionner sur des marchés calmes et peu concurrentiels (océan bleu), offrant ainsi des opportunités de croissance et de différenciation significatives.

Certaines LegalTech adoptent des modèles de rupture : un concept issu de la théorie de l'innovation qui décrit une approche radicalement nouvelle ou une nouvelle façon de faire des affaires qui bouleverse les modèles traditionnels établis dans une industrie donnée. Ce modèle vise à perturber le marché existant en introduisant une innovation qui transforme fondamentalement la manière dont les produits ou services sont créés, livrés ou consommés.

Un modèle de rupture peut impliquer l'utilisation de nouvelles technologies, la création de nouveaux marchés ou la redéfinition des relations entre les acteurs du marché. Il peut conduire à des changements significatifs dans la structure de l'industrie et avoir un impact profond sur les entreprises établies. Un exemple célèbre de modèle de rupture est celui d'Uber, qui a transformé l'industrie du transport en introduisant une plateforme de covoiturage basée sur une application mobile, perturbant ainsi le modèle traditionnel des taxis.²

Dès lors que le marché se régularise et s'équilibre - le passage à l'Océan rouge - la perte du caractère innovant se corrèle à la diminution du nombre de LegalTech. Émerge alors une forme partielle d'innovation dite incrémentale « qui améliore un produit ou un service, un

¹ Ibid.

² Marie Eyquem-Renault, 2022, Management de l'innovation, Dunod, France, P182.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

procédé de production, une technique de commercialisation ou le mode d'organisation d'une entreprise sans en modifier fondamentalement les caractéristiques ou le fonctionnement »

À l'avenir, le marché du droit numérique finira par se stabiliser, devenant ce qu'on appelle un "Océan rouge". Cependant, malgré la perte de leur caractère innovant, ces jeunes entreprises du droit conservent un modèle appelé "scalable". Cela signifie que tout produit ou service appartenant à cette catégorie n'aura pas besoin d'être entièrement développé à nouveau. Seule la partie dédiée à chaque client sera ajustée selon ses besoins.

Développer un réseau solide et de comprendre l'écosystème dans lequel elle évolue.¹

A/Autres modèles économiques : la création de réseau

Le milieu associatif :

Dans le domaine associatif, le bénévolat et la confiance sont essentiels. Pour réussir, il ne suffit pas seulement d'avoir une idée de projet, il faut aussi comprendre son environnement. C'est pourquoi il est important pour les jeunes entreprises, même les plus grandes, de construire un réseau au-delà de leurs clients habituels.

Dans le monde de l'innovation, la cartographie de ce réseau implique une présence active et un engagement, ce qui est différent de la simple étude de marché dans un environnement plus compétitif.

En ce qui concerne le soutien spécialisé, nous remarquons que les LegalTechs et les professionnels du droit peuvent bénéficier de l'accompagnement d'acteurs économiques.

En conclusion ; Ces approches numériques offrent des opportunités pour les services juridiques d'améliorer leur efficacité, leur expérience client et leur modèle d'entreprise en adoptant des stratégies innovantes centrées sur les besoins des clients internes et externes.

L'adoption d'un modèle d'entreprise numérique implique des stratégies telles que le développement de logiciels et la mise en place de modèles de tarification adaptés (abonnement, licence, etc.) pour offrir une valeur ajoutée en termes de coûts et d'expérience aux clients. Les services juridiques peuvent être intégrés dans des logiciels ou des bases de données, avec des exemples illustratifs disponibles dans des ressources spécialisées. Cette transition vers la vente de logiciels peut sembler nouvelle pour de nombreux juristes, mais elle représente un changement progressif nécessaire pour évoluer dans un environnement numérique.²

¹Idem.

²Marie Eyquem-Renault, 2022, Management de l'innovation, Dunod, France, P183.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

Traditionnellement, l'industrie juridique facture en fonction des heures travaillées, ce qui peut limiter l'évolution des services juridiques. En vendant des logiciels et en automatisant les services juridiques, les cabinets peuvent optimiser leur efficacité, même si cela impacte les revenus issus des heures facturables. Pour s'adapter, les cabinets peuvent opter pour des honoraires fixes afin de tirer parti des avantages de l'automatisation.¹

Une autre approche consiste à développer des plateformes numériques pour les services juridiques afin d'améliorer la valeur pour les clients. Les places de marché pour les avocats offrent une nouvelle manière d'acquérir et de gérer la clientèle, tandis que les outils de collaboration entre cabinets d'avocats, services juridiques et clients représentent une opportunité de transformer la communication et le travail des avocats.

Pour les départements juridiques, définir un modèle d'entreprise et un flux de revenus peut être complexe. Il est essentiel que les services juridiques considèrent les employés comme leurs clients et adoptent une approche centrée sur le client pour valoriser les services fournis. En mettant l'accent sur la valeur ajoutée pour la clientèle interne, il est plus facile de développer de nouveaux services et produits répondant aux besoins spécifiques.

1.4.3 Sous-section 3 : Levées de fonds legaltechs : des années record

Financement Alternatif : La Levée de Fonds dans les LegalTechs

Les LegalTech, comme les jeunes entreprises, peuvent utiliser des levées de fonds pour accélérer leur démarrage, suivant le modèle économique du capital-risque. Elles peuvent recourir à divers mécanismes de financement tels que le financement participatif, où de nombreuses personnes investissent dans un projet, ou les offres publiques de jetons.

Il semble que ces méthodes de financement soient peu utilisées dans le domaine du droit numérique. Initialement, les premiers investisseurs dans les LegalTech étaient des professionnels du droit, mais ils ont ensuite été rejoints par des investisseurs spécialisés.² Cependant, le succès financier ne garantit pas l'immunité contre les litiges judiciaires, car les entreprises ayant réalisé les plus grosses levées de fonds sont souvent ciblées par des poursuites en justice.³

Pour illustrer les principaux financements dans le domaine des Legaltechs, voici quelques-unes des plus grandes levées de fonds réalisées par des Legaltechs:

¹ Idem.

² Marie Eyquem-Renault, 2022, Management de l'innovation, Dunod, France, P184.

³ Idem.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

-LegalZoom : LegalZoom a levé environ 500 millions de dollars lors de son introduction en bourse (IPO) en 2021, ce qui en fait l'une des plus importantes levées de fonds du secteur des LegalTechs.¹

-Rocket Lawyer : Rocket Lawyer a levé plus de 110 millions de dollars lors de plusieurs tours de financement, avec des investisseurs tels que Google Ventures et August Capital.

-Clio : Clio a réalisé plusieurs levées de fonds, avec une levée de 250 millions de dollars lors de son dernier tour de financement en 2020.

-DoNotPay : Bien que les détails précis de ses levées de fonds ne soient pas toujours divulgués, DoNotPay a levé environ 20 millions de dollars lors de ses tours de financement, avec des investisseurs tels que Andreessen Horowitz.

-Ironclad : Ironclad a levé environ 100 millions de dollars lors de son dernier tour de financement en 2021, mené par Bond Capital, avec la participation de Sequoia Capital et Accel.

Ces chiffres illustrent l'importance des levées de fonds dans le domaine des LegalTechs et témoignent de l'intérêt croissant des investisseurs pour l'innovation dans le secteur juridique.

➤ **Sous-section 4 : Le business du droit à l'ère de l'IA et la blockchain : l'introduction des services d'intelligences juridiques.**

L'IA :

En informatique, Stuart RUSSEL, professeur d'informatique à l'Université de Californie, propose de définir l'intelligence artificielle sur la base du concept d'agent rationnel. Selon lui, « l'intelligence artificielle » se distingue des programmes informatiques « classiques » par sa capacité à transcender le simple calcul en parvenant à des capacités plus élaborées tels que « *fonctionner de manière autonome, percevoir l'environnement, persister pendant une période prolongée, s'adapter au changement et créer et poursuivre des objectifs* ».

L'intelligence artificielle, en tant qu'agent, serait donc une entité qui agit de manière à atteindre la meilleure solution possible en fonction de son environnement.²

L'avènement de l'intelligence artificielle (IA) a marqué une révolution technologique sans précédent dans de nombreux domaines. L'IA offre des avantages indéniables, tels que l'automatisation de tâches répétitives, l'analyse de vastes quantités de données juridiques en un temps record et l'aide à la prise de décision en fournissant des insights basés sur des

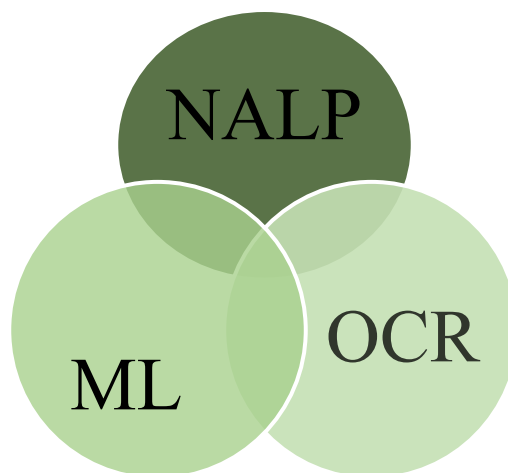
²Stuart Russel, 26 novembre 2021, intelligence artificielle, une approche moderne ,Pearson,P01.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

algorithmes sophistiqués. Dans ce contexte, il est impératif d'explorer comment l'IA, en tant que puissant outil technologique, peut être utilisée de manière stratégique pour répondre aux défis contemporains et améliorer l'efficacité et l'accessibilité de la justice. ¹

Les Legaltechs, entreprises technologiques spécialisées dans le domaine juridique, tirent parti de divers éléments de l'intelligence artificielle pour améliorer l'efficacité, l'accessibilité et la précision des services juridiques à travers :

Figure N° 4 : L'IA utilisée dans le domaine juridique



Source : Fait par nos soins à partir d'une recherche documentaire.

A/ Traitement du langage naturel (NLP):

Le TALN (Traitement Automatique du Langage Naturel) est l'un des domaines d'application les plus prolifiques de l'IA. Il s'agit de la branche de l'intelligence artificielle qui consiste à comprendre et à traiter le langage humain.

Ses utilisations dans les affaires sont très nombreuses : le TALN offre une multitude d'opportunités pour augmenter la productivité, la fiabilité et prendre de meilleures décisions.

S'il existe un domaine professionnel où les données textuelles sont nombreuses et très importantes, c'est l'industrie juridique ! Textes juridiques, contrats, jurisprudence... toutes les données clés sont rédigées en langage naturel.²

L'IA peut faire gagner un temps considérable aux professionnels du droit à travers :³

¹ Idem

² Stuart Russel, 26 novembre 2021, intelligence artificielle, une approche moderne ,Pearson,P02.

³ Idem

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

- Veille juridique et recherche de jurisprudence :

L'analyse sémantique aide les professionnels du droit à gagner du temps et à gérer les informations juridiques en cours sans passer des nuits blanches. Le droit est un sujet particulièrement favorable à la mise en œuvre d'un moteur de recherche et d'analyse sémantique car, comme sur le Web, les textes de lois et les décisions de justice reposent sur un maillage serré de liens et de références. Cependant, contrairement aux pages indexées par Google, ces liens ne sont pas cliquables, ce sont des citations, des références, des données incorporées dans le corps des textes de loi ou dans les décisions de justice, et rédigées en langage naturel. Le développement d'un moteur de recherche pertinent dépend non seulement de l'identification des liens entre les textes de loi et les décisions, mais aussi de la compréhension du contexte par la machine.

Dans ce contexte, l'intégration d'un chatbot spécialisé dans le domaine juridique pourrait considérablement améliorer l'efficacité de la veille juridique et de la recherche de jurisprudence. Le terme "Bot"¹ ou "agent" désigne un logiciel automatisé, dérivé du mot "robot" dans le domaine informatique, simulant des actions humaines telles que l'indexation des sites web dans les moteurs de recherche. Contrairement au "robot" traditionnel avec un corps physique, un "Bot" n'en possède pas, se distinguant ainsi par son absence de forme physique. L'acronyme "ChatBot" ou "dialogueur"² est utilisé lorsque l'intelligence artificielle peut interagir avec les humains, comme démontré dès 1966 avec le ChatBot "Eliza".³ Cette technologie est entrée dans le domaine juridique vers 2016, offrant un assistant virtuel pour gérer la relation client et faciliter diverses tâches, telles que la constitution de dossiers, comme ClaudIA sur Chorus Pro géré par l'AIFE.

- Salle de données virtuelle :

Une salle de données est un espace de stockage sécurisé avec un accès strictement contrôlé où une organisation fournit aux utilisateurs un grand volume de documents confidentiels.

Elle répond à des situations nécessitant un audit commercial (due diligence) : fusions et acquisitions, levées de fonds, restructurations, partenariats stratégiques... Cet audit est une

¹Commission générale de terminologie et de néologie, Deuxième liste des termes de l'Internet, 1^{er} sept. 2000, NOR : CTNX0004269K

²Commission d'enrichissement de la langue française, Vocabulaire de l'intelligence artificielle, 9 déc. 2018, NOR : CTNR1832601K

³Rapp. n° 464, Pour une intelligence artificielle maîtrisée, utile et démystifiée, Rapport d'information de M. Claude DE GANAY, député et Mme Dominique GILLOT, sénatrice, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, Sénat

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

procédure longue qui peut durer plusieurs semaines lorsque le nombre de documents est important. Cette procédure mobilise des professionnels de haut niveau : avocats, comptables, spécialistes des ressources humaines, etc. L'automatisation partielle peut faire gagner du temps et de l'argent, et ainsi améliorer la qualité et la sécurité de l'analyse tout en minimisant le risque d'erreur humaine.

Dans ce contexte, l'analyse sémantique permet de trouver la réponse à une question posée dans un document. Par exemple, si dans un ensemble d'accords de confidentialité on cherche les emplacements géographiques des tribunaux désignés pour trancher les litiges, ces requêtes isolent les passages pertinents.¹

- Analyse des appels d'offres et des contrats avec le TALN

Dans le domaine de la gestion des contrats et des appels d'offres, le retour sur investissement des technologies de TALN est également devenu significatif.

Dans les grandes entreprises, l'examen des documents juridiques et contractuels mobilise plusieurs milliers de journées-homme chaque année sur des profils d'experts. L'analyse sémantique facilite le travail des juristes d'entreprise en les aidant à identifier rapidement les points d'attention dans un appel d'offres ou un contrat, réduisant ainsi le temps de traitement des documents et la peine.

Les Legaltechs utilisent une gamme d'outils de traitement du langage naturel (NLP) pour analyser et interpréter les documents juridiques. Parmi les principaux outils figurent Natural Language Understanding (NLU) d'IBM Watson, spaCy, NLTK, Gensim et BERT.

Ces outils permettent d'extraire des informations pertinentes, de classer les documents, d'analyser la similarité entre les textes et d'améliorer la compréhension des documents juridiques complexes. En utilisant le NLP, les Legaltechs peuvent automatiser des tâches telles que la recherche juridique, la rédaction de résumés et l'extraction de clauses, ce qui améliore l'efficacité et la précision des services juridiques qu'elles offrent.

B/ Machine Learning :

Encore confus pour de nombreuses personnes, le Machine Learning est une science moderne permettant de découvrir des répétitions (des patterns) dans un ou plusieurs flux de données et d'en tirer des prédictions en se basant sur des statistiques. En clair, le Machine Learning se base sur le forage de données, permettant la reconnaissance de patterns pour fournir des

¹NLP applications legaltechs, <https://discover.3ds.com/nlp-applications-legal-tech> lu le 21/04/2024 à 18h40.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

analyses prédictives.¹Ce dernier joue un rôle crucial dans les Legaltechs, en permettant le traitement efficace de vastes ensembles de données juridiques et l'amélioration de la prise de décision dans le domaine du droit.

Voici quelques-unes des façons dont le machine learning est utilisé en droit :

-Analyse prédictive des litiges: Les Legaltechs utilisent le machine learning pour analyser des données incluant des décisions judiciaires antérieures, afin de prédire avec précision les résultats probables des litiges futurs, aidant ainsi avocats et clients à évaluer les risques.

-Recherche juridique améliorée : Les algorithmes de machine learning améliorent la recherche juridique en identifiant des sources pertinentes, classant les documents par pertinence et recommandant des ressources supplémentaires, facilitant ainsi la recherche de précédents et de références juridiques.

-Analyse des contrats et des documents juridiques: Le machine learning est utilisé pour extraire des informations de contrats et autres documents, détectant les clauses standard, les anomalies et les risques potentiels, accélérant ainsi le processus d'examen et réduisant les erreurs humaines.

-Personnalisation des conseils juridiques:En analysant les données des clients, le machine learning permet aux Legaltechs de fournir des conseils juridiques personnalisés, offrant ainsi des services plus efficaces et pertinents.

-Détection des fraudes et violations : Le machine learning est utilisé pour repérer des modèles anormaux dans les transactions financières, les contrats commerciaux et autres documents, aidant à prévenir les fraudes et à renforcer la conformité réglementaire.²

Les Legaltechs utilisent une variété d'outils et de plates-formes pour mettre en œuvre des solutions basées sur le machine learning dans le domaine juridique.

Voici quelques-uns des outils les plus couramment utilisés :³

-Python et ses bibliothèques : Python est un langage de programmation largement utilisé dans le domaine de l'apprentissage automatique. Des bibliothèques telles que scikit-learn, TensorFlow et PyTorch offrent des fonctionnalités étendues pour l'entraînement de

¹Machine learning <https://ia-data-analytics.fr/machine-learning/> lu le 21/04/2024 à 20h00.

²Cassar Bertrand, 04/12/2020, thèse: transformation numérique du monde de droit, université de strasbourg, P100.

³Ibid.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

modèles d'apprentissage automatique, la manipulation de données et la mise en œuvre d'algorithmes d'analyse prédictive.¹

-Plateformes de cloud computing: Des plateformes telles que Amazon Web Services (AWS), Microsoft Azure et Google Cloud Platform fournissent des services cloud flexibles et évolutifs pour l'hébergement, le stockage et le traitement des données nécessaires aux projets de machine learning en droit. Ces plateformes offrent également des services spécifiques pour l'apprentissage automatique, tels que AWS SageMaker et Google Cloud AI Platform.²

-Outils d'analyse de données : Des outils tels que Tableau, Power BI et Google Data Studio permettent d'explorer et de visualiser des ensembles de données juridiques complexes, facilitant ainsi l'analyse et la compréhension des modèles et des tendances.

-Bases de données juridiques : Les Legaltechs utilisent des bases de données spécialisées dans le domaine juridique pour collecter, organiser et stocker des données juridiques pertinentes. Ces bases de données peuvent inclure des décisions judiciaires, des textes de loi, des contrats types et d'autres documents juridiques.

-Outils de développement d'applications : Des frameworks de développement d'applications comme Django³ et Flask⁴ en Python, ou Ruby on Rails en Ruby, sont utilisés pour créer des applications web et mobiles intégrant des fonctionnalités d'apprentissage automatique dans le domaine juridique.

-APIs et services tiers : Les Legaltechs peuvent utiliser des APIs et des services tiers spécialisés dans l'apprentissage automatique pour des tâches spécifiques, tels que l'analyse de texte, la reconnaissance d'image ou la traduction automatique.

En combinant ces outils et plateformes, les Legaltechs sont en mesure de développer et déployer des solutions avancées basées sur la machine Learning pour répondre aux besoins spécifiques du secteur juridique, en offrant des services innovants et personnalisés à leurs clients.

¹Python :définition ,<https://www.journaldunet.fr/web-tech/dictionnaire-du-webmastering/1445304-python-definition-et-utilisation-de-ce-langage-informatique/>consulté le 21/04/2024 à 12h25

²Qu'est ce qu'une plateforme de cloud computing ?<https://www.wenvision.com/quest-ce-quune-plateforme-de-cloud-computing/>consulté le 21/04/2024 à 13h10.

³Django project, <https://www.djangoproject.com>consulté le 21/04/2024 à 14h15.

⁴Pypi project ,<https://pypi.org/project/Flask/>consulté le 21/04/2024 à 14h25.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

C/ Analyse prédictive :

La notion de justice prédictive pourrait se définir comme « non [pas le fait de rendre) justice (en soi], mais [les] instruments d'analyse de la jurisprudence et des écritures des parties, instruments qui permettraient de prédire les décisions à venir dans des litiges similaires à ceux analysés »¹

L'analyse prédictive, connue sous le nom de justice prédictive dans le domaine juridique, recours à des méthodes d'apprentissage automatique pour anticiper les issues probables des litiges, les décisions judiciaires et les tendances futures en matière de droit.

- Comment ?

-Prédiction des résultats des litiges : En examinant des données historiques telles que les décisions judiciaires antérieures, les motifs de jugement et le contexte, les modèles d'apprentissage automatique peuvent anticiper les issues probables des litiges à venir. Cela permet aux avocats d'évaluer les chances de succès d'une affaire et de conseiller leurs clients de manière plus éclairée.

-Identification des facteurs déterminants : Les modèles d'analyse prédictive peuvent repérer les éléments clés qui influencent les décisions judiciaires, comme la jurisprudence, les arguments juridiques et les caractéristiques des parties impliquées. Cette compréhension aide à déchiffrer les motifs de jugement et à anticiper les décisions des tribunaux.

-Gestion des risques : En fournissant des prédictions sur l'issue des litiges, la justice prédictive permet aux parties prenantes, y compris les entreprises et les assureurs, de mieux évaluer les risques juridiques et de prendre des décisions stratégiques appropriées. Cela englobe la planification des stratégies juridiques, les négociations de règlement et la gestion des ressources.

-Accessibilité à la justice : La justice prédictive contribue à rendre la justice plus accessible en aidant les individus et les entreprises à comprendre les implications juridiques de leurs actions et à prendre des décisions éclairées sur la résolution des conflits. Cela peut réduire les coûts et les délais associés aux litiges, favorisant ainsi une résolution plus rapide et plus équitable des différends.²

- Avec quels outils ?

¹DONDERO B.,2017, Justice prédictive : la fin de l'aléa judiciaire, université Paris 1 ,p. 532.

²Cassar Bertrand, 04/12/2020,thèse: transformation numérique du monde de droit,université de strasbourg,P103.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

La justice prédictive s'appuie sur une variété d'outils et de technologies pour analyser les données juridiques et prédire les résultats des litiges. Voici quelques-uns des principaux outils utilisés dans ce domaine :¹

-Algorithmes d'apprentissage automatique : Les modèles d'apprentissage automatique, tels que les réseaux neuronaux, les arbres de décision et les machines à vecteurs de support, sont utilisés pour entraîner des algorithmes à prédire les résultats des litiges en fonction de données historiques.

-Logiciels d'analyse de données juridiques : Des logiciels spécialisés sont utilisés pour collecter, nettoyer et analyser de grandes quantités de données juridiques, y compris des décisions judiciaires, des dossiers de cas et des textes de loi. Ces logiciels permettent d'identifier des tendances et des motifs dans les données, aidant ainsi à prédire les résultats des litiges.

-Plateformes de traitement du langage naturel (NLP): Les outils de traitement du langage naturel, tels que Natural Language Understanding (NLU) d'IBM Watson, spaCy et NLTK, sont utilisés pour analyser et interpréter les documents juridiques, les contrats et les communications écrites afin d'extraire des informations pertinentes pour la prédiction des résultats des litiges.²

-Plateformes cloud et infrastructures Big Data : Les plateformes cloud, telles que Amazon Web Services (AWS) et Microsoft Azure, ainsi que les infrastructures Big Data, fournissent les ressources nécessaires pour stocker, gérer et traiter de grandes quantités de données juridiques et exécuter des modèles d'apprentissage automatique à grande échelle.

-Logiciels d'analyse prédictive et de visualisation des données : Des logiciels spécialisés permettent de créer des modèles prédictifs à partir des données juridiques et de visualiser les résultats sous forme de graphiques et de tableaux de bord interactifs, facilitant ainsi la prise de décision pour les avocats et les parties prenantes.

Les premières sociétés proposant ce type de solutions sont apparues aux États-Unis, avec la société Lex Machina en 2006. Il fallut toutefois attendre dix ans pour voir émerger fin 2015, trois LegalTech françaises proposant ce concept ; l'accès à l'ensemble des décisions de justice

¹ Idem.

² Les secrets du NLP , <https://www.iso.org/fr/intelligence-artificielle/traitement-langage-naturel#:~:text=Le%20traitement%20du%20langage%20naturel,de%20plus%20en%20plus%20précise.>

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

étant la condition sine qua non. Les statistiques relatives aux décisions de justice ont mis plus de deux-cents ans à être implémentées techniquement au sein du monde du droit.¹

D/ Reconnaissance d'image :

La reconnaissance d'images fonctionne grâce à des algorithmes qui permettent de localiser des motifs dans les images et de les associer à des objets. Le traitement se fait au niveau des pixels, les unités fondamentales de l'image numérique.²

Dans le domaine des Legaltechs, les outils de reconnaissance d'image sont utilisés pour automatiser et améliorer divers processus liés au traitement des données et à la gestion des cas juridiques :

-Analyse de documents juridiques : Les Legaltechs utilisent la reconnaissance optique de caractères (OCR)³ pour extraire le texte à partir de documents juridiques numérisés tels que les contrats, les jugements et les actes notariés. Cela permet de rendre ces documents analysables, facilitant ainsi la recherche d'informations spécifiques et la génération de résumés automatiques.

-Vérification d'identité : Les Legaltechs utilisent la reconnaissance faciale pour vérifier l'identité des clients lors de l'inscription à des services juridiques en ligne. Cela permet de renforcer la sécurité et de s'assurer que les personnes accédant aux services sont légitimes.

-Détection de fraudes : utilisées pour repérer les signatures falsifiées, les documents altérés ou toute autre indication de fraude dans les documents juridiques.

-Gestion des preuves visuelles: Dans les litiges impliquant des preuves visuelles telles que des photos ou des vidéos, les Legaltechs utilisent la reconnaissance d'image pour analyser ces preuves, les cataloguer et les intégrer dans les dossiers juridiques de manière organisée et accessible.

¹Respectivement Supra Legem, Prédicite et Case Law Analytics.

²Comment les reconnaissances d'image fonctionnent-elles ?<https://praedictia.com/page/la-reconnaissance-dimages/comment-la-reconnaissance-dimages-fonctionne-t-elle.html> lu le 21/04/2024 à 8h50

³Reconnaissance optique du caractère ,https://fr.wikipedia.org/wiki/Reconnaissance_optique_de_caractères lu le 21/04/2024 à 9h05.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

-Analyse des scènes de crime : Pour les affaires impliquant des éléments de droit pénal, les Legaltechs peuvent utiliser la reconnaissance d'image pour analyser des scènes de crime à partir de photographies et vidéos, facilitant ainsi l'analyse des preuves et la reconstruction des événements.

Ce type de processus est mis en œuvre grâce à des outils de reconnaissance d'image pour des applications telles que l'analyse de documents, la vérification d'identité, la détection de fraudes et la recherche de preuves visuelles dans les litiges. Parmi ces outils figurent OpenCV,¹ Tesseract OCR², Yolo, Mask R-CNN, Google Cloud Vision API³, AWS Rekognition et Microsoft Azure Computer Vision. Ces technologies permettent d'améliorer l'efficacité, la précision et la sécurité des opérations juridiques.

1-Systèmes de gestion des connaissances juridiques :

Les Legaltechs utilisent des systèmes de gestion des connaissances juridiques alimentés par l'IA pour organiser, indexer et exploiter efficacement de vastes quantités de données juridiques, y compris des décisions de justice, des précédents et des textes de loi.

Ces systèmes facilitent la recherche et l'accès à l'information juridique pertinente en utilisant des techniques d'indexation, de catégorisation et d'analyse prédictive. Ils permettent aux Legaltechs d'offrir des services juridiques plus précis, efficaces et pertinents à leurs clients.⁴

Ces dernières utilisent des outils tels que Casetext,⁵ ROSS⁶ Intelligence et Lex Machina pour développer des systèmes de gestion des connaissances juridiques alimentés par l'IA.

Ces plateformes intègrent des fonctionnalités avancées d'indexation, de catégorisation et d'analyse des données juridiques, permettant aux utilisateurs d'accéder rapidement à des informations pertinentes.

¹Open cv, <https://opencv.org> lu le 20/04/2024 à 18h10

²Tesseract, [https://fr.wikipedia.org/wiki/Tesseract_\(logiciel\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Tesseract_(logiciel)) lu le 20/04/2024 à 18h30

³Détection d'image, <https://blent.ai/blog/a/detection-images-yolo-tensorflow> lu le 20/04/2024 à 18h20

⁴Gestion des connaissances autant que service, <https://lexum.com/fr/blog/gestion-des-connaissances-en-tant-que-service/> lu le 21/04/2024 à 10h00

⁵Castex, <https://casetext.com> lu le 21/04/2024 à 10h15

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

2-Automatisation des processus juridiques :

L'automatisation des processus juridiques révolutionne les Legaltechs, simplifiant les tâches administratives. Elles utilisent des logiciels pour rédiger des documents, gérer les calendriers, facturer les honoraires, analyser les documents et assurer la conformité.

Ces outils améliorent l'efficacité opérationnelle et la prestation des services juridiques. On peut trouver une variété d'outils pour automatiser les processus juridiques.

Pour la rédaction de documents juridiques, des solutions comme ContractExpress¹, HotDocs et Legito permettent de générer automatiquement des contrats et des accords à partir de modèles préétablis.²

En ce qui concerne la gestion des calendriers, des logiciels tels que Clio, MyCase et PracticePanther automatisent la planification des réunions, des audiences et des délais, avec des fonctionnalités de rappels automatiques.

Pour la facturation des honoraires, des systèmes comme FreshBooks, QuickBooks et TimeSolv facilitent le suivi du temps passé sur chaque dossier, la génération de factures détaillées et l'envoi de rappels de paiement.

Enfin, pour la gestion de la conformité, les plateformes automatisent la surveillance des réglementations et la génération de rapports de conformité. Ces outils permettent aux Legaltechs d'améliorer leur efficacité opérationnelle et de fournir des services juridiques plus rapides et efficaces à leurs clients.

Les défis associés à l'utilisation de l'intelligence artificielle dans le domaine juridique sont nombreux et complexes. Tout d'abord, il est difficile pour l'IA de comprendre pleinement l'aspect humain essentiel des processus judiciaires tels que le jugement et la défense. Il existe aussi des préoccupations concernant la capacité des juristes à maîtriser totalement l'IA, notamment en ce qui concerne l'analyse des données et les risques liés à la confidentialité et au secret professionnel.

Un autre défi majeur réside dans la possibilité de contrôler le système juridique lui-même. L'utilisation de l'IA pourrait conduire à une interprétation rigide des lois, sans tenir compte des évolutions de la société, ce qui soulève des questions sur sa capacité à s'adapter aux changements sociaux et à la jurisprudence, et la responsabilité et le contrôle des développeurs

¹Contract express, <https://eu1.contractexpress.com> lu le 21/04/2024 à 11h30

² Ross intelligence, <https://blog.rossintelligence.com> lu le 21/04/2024 à 11h30

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

d'IA sont des aspects cruciaux, car une utilisation inappropriée de cette technologie pourrait entraîner une perte de contrôle du système juridique.

Enfin, il est essentiel de définir des principes éthiques et des cadres normatifs pour encadrer l'utilisation de l'IA dans le domaine juridique, en mettant l'accent sur la transparence, la responsabilité et le respect de la vie privée pour garantir des décisions justes et éthiques.

1.4.4 Sous-section 4:Lablockchain:

L'intelligence artificielle (IA) et la blockchain sont deux technologies distinctes mais complémentaires:L'intelligence artificielle (IA) concerne la capacité des ordinateurs à exécuter des tâches qui nécessitent normalement une intelligence humaine.

En revanche, la blockchain est une technologie de stockage et de transmission d'informations de manière sécurisée, transparente et décentralisée. Contrairement aux bases de données traditionnelles centralisées, la blockchain fonctionne sur un réseau décentralisé de nœuds, où chaque nœud détient une copie de l'ensemble des données. Les transactions sur la blockchain sont enregistrées sous forme de blocs liés et sécurisés à l'aide de techniques de cryptographie.

La blockchain est souvent associée aux crypto-monnaies, mais elle a également de nombreuses applications au-delà de la finance, notamment dans les domaines de la logistique, de la santé, de l'immobilier et du droit¹.

La blockchain présente plusieurs modes d'utilisation et applications variées dans le domaine juridique :

Premièrement, elle peut servir de registre pour enregistrer et archiver des informations, telles que des documents ou des hash de fichiers, avec une traçabilité précise des déposants, similaire à un parapheur. Par exemple, l'insertion d'articles de presse dans le genesis block d'une blockchain pourrait être comparable à la publication du Journal officiel, avec une horodatation de chaque norme.²

Deuxièmement, la blockchain est utilisée pour le transfert d'actifs, que ce soit de la monnaie virtuelle ou la gestion de la propriété, incluant des biens matériels ou des droits intellectuels comme le cadastre ou les droits d'auteur.

¹<https://legalclient.fr/lia-dans-le-secteur-juridique-opportunite-ou-menace/> lu le 19/04/2024 à 15h40.

²Célia Zolynski, 2017,« La blockchain : la fin de l'ubérisation ? », *Dalloz IP/IT : droit de la propriété intellectuelle et du numérique*, N° 7, p. 385

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

Troisièmement, elle permet de suivre l'exécution de contrats et d'automatiser certaines conditions, notamment le transfert d'actifs, grâce aux smart contracts. Ces contrats peuvent interagir avec des données externes et automatiser des transactions selon des conditions prédéfinies.¹

En ce qui concerne les modalités de fonctionnement, la blockchain peut être publique, privée ou de consortium. Dans un système public, tous les participants ont accès aux informations et peuvent participer au processus de validation, tandis que dans un système privé, la validation est réservée à une entité spécifique. Les blockchains de consortium permettent des droits différents selon les catégories d'utilisateurs et peuvent varier dans le temps ou en fonction des nœuds.

Les chaînes de blocs présentent certaines limites qui méritent d'être examinées ²:

Tout d'abord, la consommation énergétique importante associée aux processus de minage et de preuve de travail constitue un inconvénient majeur sur le plan environnemental. D'un point de vue idéologique, la blockchain représente une forme d'anarchisme, cherchant à échapper au contrôle de l'État et des tiers de confiance. Cependant, cette vision n'a pas complètement bouleversé les industries traditionnelles comme les banques, les courtiers ou les notaires.

Par ailleurs, la maturité opérationnelle des chaînes de blocs reste un défi. Malgré les nombreuses possibilités offertes, il est encore difficile de déployer facilement une blockchain pour différents projets.

Enfin, tout comme l'intelligence artificielle, la blockchain représente une composante clé de la transformation numérique du droit en favorisant l'interopérabilité entre les acteurs. Cependant, elle n'a pas encore réussi à se libérer complètement de la nécessité de tiers de confiance ou du contrôle étatique.

¹Raphael bloch, La blockchain peut-elle révolutionner le droit d'auteur ?, Les Échos (en ligne), https://www.lcksbos.fr/16/03/2018//cscchos.fr/0301447937425_Ja-blockchain-peut-sike-rvolutionnecr-k-droit-d-auteur=.htm, consulté le 6/03/2024.

²Drillon.S, 2016, *La révolution blockchain, La redéfinition des tiers de confiance*, RTD com.893.

Chapitre 1 : L'impact de l'automatisation des processus à travers les Legaltechs sur le secteur juridique

Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons exploré comment les technologies numériques, notamment les legaltechs, ont transformé profondément le secteur juridique, depuis les premières intégrations de l'informatique jusqu'à aujourd'hui. Cette évolution a entraîné une véritable révolution dans la prestation des services juridiques, rendant ces services plus efficaces et accessibles. Cette transformation a touché tous les acteurs du secteur, des entreprises aux avocats en passant par les institutions, les incitant à s'adapter à un marché en constante évolution.

Pour répondre à cette dynamique, les legaltechs ont adopté des modèles économiques innovants qui ont permis de créer des services juridiques plus efficaces et personnalisés. L'introduction de technologies telles que l'intelligence artificielle et la blockchain a non seulement amélioré la qualité des services proposés, mais a également contribué à réduire les coûts et les délais, répondant ainsi aux nouvelles exigences du marché et aux attentes des clients. Cette transition vers des solutions technologiques avancées a renforcé la compétitivité des acteurs du secteur tout en ouvrant de nouvelles perspectives pour l'avenir de la pratique juridique.

Chapitre 2:

Cas pratique : Légal Doctrine, une startup Légaltechs algérienne.

2 Chapitre 2 :Cas pratique : Legal Doctrine, une startup Legaltech algérienne.

2.1 Introduction au chapitre

Ce chapitre se concentre sur “le renforcement de l'impact de Legal Doctrine sur le secteur juridique à travers l'innovation continue de sa plateforme ”, l'objectif est de démontrer comment la start-up répond aux besoins de ses utilisateurs à travers une innovation continue de ses services et les conséquences de celle-ci sur son évolution.

Dans la 1^{ère} section, nous présenterons la start-up Legal doctrine en tant que cadre principal de cette étude, en détaillant ses missions, son historique et ses objectifs. Par la suite, nous nous concentrerons spécifiquement sur le département technologique où nous approfondirons notre analyse.

Dans la 2^{ème} section nous décrivons en détail la méthodologie de notre recherche ; en expliquant les différentes étapes suivies pour définir la position et les apports de Legal doctrine au marché juridique algérien et étudier l'impact de l'amélioration de la plateforme et l'innovation technologique sur la satisfaction des clients et l'accroissement du chiffre d'affaires.

Enfin dans la 3^{ème} section nous analyserons et interpréterons les résultats obtenus par la suite, pour pouvoir construire des recommandations et des conclusions sur le rôle de cette plateforme et legal doctrine en général.

2.2 Section 1: Présentation de legal doctrine

Afin de réaliser cette étude nous avons effectué notre stage au sein de la start-up Legal doctrine, nous présenterons dans cette section la start-up ainsi que le département dans lequel nous avons élaboré notre recherche.

2.2.1 Sous-section 1 : Généralités sur l'entreprise

Fondée en février 2018, Legal Doctrine se positionne comme une startup legaltech spécialisée dans la collecte et la diffusion des lois, règlements et décisions de justice de plusieurs pays africains, dont l'Algérie, la Tunisie, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Cameroun.

Chapitre 2: Cas pratique : Légal Doctrine, une startup legaltech algérienne.

Pour rendre ces données accessibles, son approche s'appuie sur l'analyse de documents juridiques à l'aide d'algorithmes d'intelligence artificielle.

Depuis sa création, Legal Doctrine s'efforce de rendre l'information juridique transparente, accessible et exploitable, et ce, en convertissant des informations brutes en informations juridiques.

Parmi les valeurs qui guident la start-up on trouve :

-L'Innovation: l'innovation continue est essentielle pour répondre aux besoins des clients, en apportant de la valeur de manière pragmatique et fiable. Son objectif est de donner aux utilisateurs une longueur d'avance dans l'application de la théorie juridique.

-Diversité: Selon l'équipe de légal doctrine les plus belles réalisations naissent de la convergence de perspectives variées.

-Collaboration: Chez Legal Doctrine, la collaboration est la clé de la création de valeur. Le travail se réalise en équipe, ce qui permet à tous les collaborateurs d'unir leurs compétences, leurs forces et leurs idées pour atteindre des objectifs communs.

-Responsabilité: Legal Doctrine place la responsabilité au cœur de sa stratégie et de ses actions, respectant les obligations déontologiques et collaborant étroitement avec des avocats pour garantir le respect des normes mondiales strictes en matière d'informations juridiques, détaillées dans son guide de conduite assurant une conformité et une sécurité maximales.

2.2.2 Sous-section 2 : Les missions et objectifs de l'entreprise

A/ Missions:

A travers une plateforme performante legal doctrine veille à:

-Faciliter l'accès à l'information juridique: Permettre un accès rapide et efficace à l'information juridique grâce à un moteur de recherche sophistiqué, aidant les utilisateurs à trouver rapidement des lois, des jurisprudences à différentes époques.

-Assistance et conseil juridique immédiat: Permettre aux utilisateurs d'effectuer des recherches juridiques rapides, d'automatiser les techniques de création de documents

Chapitre 2: Cas pratique : Légal Doctrine, une startup legaltech algérienne.

juridiques et examiner les documents non pertinents pour améliorer leur exactitude et leur pertinence.

-Mise en relation avec les huissiers de justice : Offrir un système de localisation, qui permet aux utilisateurs de trouver des huissiers de justice à proximité facilitant ainsi la consultation et l'engagement juridique.

-Mise en ligne d'articles juridique:Permettre aux utilisateurs d'accéder aux articles rédigés par le département juridique de legal doctrine pour clarifier divers sujets juridiques.

-Automatisation de la veille juridique : à travers un système de veille automatisé et personnalisé (par catégorie,secteurs,heure et fréquence d'envoi) les utilisateurs reçoivent via e-mail, des informations continues sur les évolutions législatives et jurisprudentielles pertinentes.

B/ Objectifs:

Legal doctrine a pour objectif principal faciliter l'accès à l'information et au monde juridique nous trouvons aussi comme objectifs:

-Transformer la recherche juridique en améliorant l'accès et la rapidité

-Optimiser les processus de travail juridique par l'automatisation des tâches de création et de révision de documents.

-Faciliter la connexion entre les utilisateurs et les huissiers de justice.

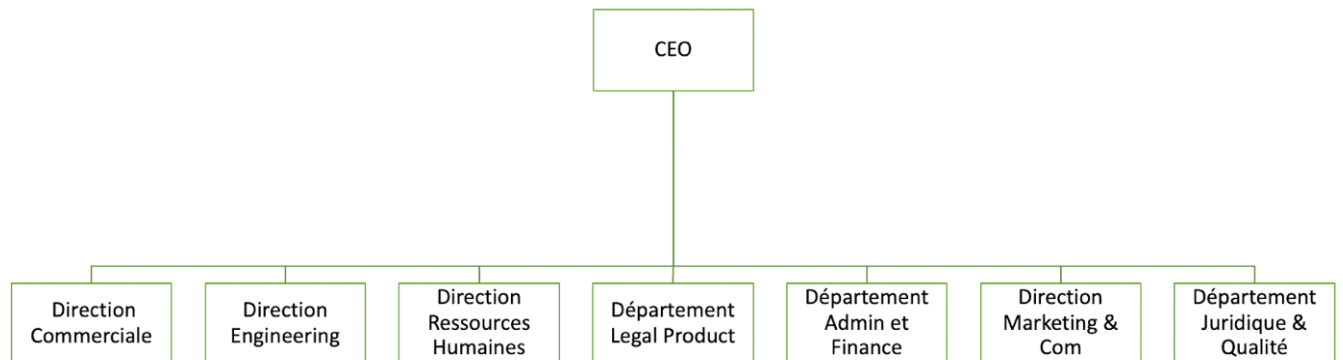
-Éclaircir des questions juridiques complexes, aidant ainsi les clients à mieux comprendre le droit.

-Assurer que les utilisateurs restent informés des dernières évolutions.

Chapitre 2: Cas pratique : Légal Doctrine, une startup legaltech algérienne.

2.2.3 Sous-section 3 : Organigramme général

Figure N° 05 : Organigramme de Legal doctrine



Source : Document interne

2.2.4 Sous-section 4 : Le modèle commercial

Legal doctrine comme la majorité des legaltechs a adopté le modèle de l'abonnement précédé par un essai gratuit de 7j, qui lui a permis de construire une relation durable avec ses clients avec un taux de renouvellement de 97,2%.

Afin de rendre le service accessible à un plus large éventail de clients et adapter l'abonnement selon leurs besoins et leur budget, l'entreprise a établi trois offres:

Offre 1: Professions libérales :

Cette offre est pour un seul profil et inclut les options suivantes :

-Moteur de recherche : moteur de recherche puissant reposant sur la technologie ElasticSearch.

-Filtres de recherche avancés: permettre d'affiner les résultats en filtrant les résultats par type de texte, organisme, date, secteur, etc.

Chapitre 2: Cas pratique : Légal Doctrine, une startup legaltech algérienne.

- Textes traduits en anglais.
- Veille juridique personnalisée:les informations juridiques personnalisées selon différents critères(thématique, organisme, secteur, etc.).
 - Consolidation des textes:l'ensemble de l'information juridique pertinente regroupée simplement grâce à la consolidation des codes.
 - Chronologie des textes : versions en vigueur à différentes époques.
 - Décisions de justice:plus grand fonds de décisions de justice en Algérie issues de la Cour Suprême et du Conseil d'Etat.
 - Assistance 24h/24, 7j/7:pour toute demande de recherche de texte ou d'assistance technique.
 - Accès aux textes des pays en Afrique:La Tunisie, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Cameroun.
 - Application mobile : adaptation en application mobile afin de faciliter l'utilisation de la plateforme, disponible sur iOS et Android.
 - Webinars Legal **Doctrines** : conférences/formations en ligne dédiées aux clients **Classrooms** grâce aux Legal Doctrine Classrooms.
 - Remise "Pass LBF, AAD, etc." : Permet l'accès aux événements organisés par Legal doctrine.

Offre 2: Business standard :

Les profils sont adaptables selon le besoin du client possibilité de 3,5,10,20,30,50 profilset inclut les options suivantes :

- Moteur de recherche.
- Filtres de recherche avancés.
- Textes traduits en anglais.

Chapitre 2: Cas pratique : Légal Doctrine, une startup legaltech algérienne.

- Veille juridique personnalisée.
- Consolidation des textes.
- Chronologie des textes.
- Décisions de justice.
- Assistance 24h/24, 7j/7.
- Accès aux textes des pays en Afrique.
- Application mobile.
- Webinars Legal Doctrine.
- Remise “Pass LBF, AAD, etc.”.
- Téléchargement des textes contributions juridique.
- Legal Workspace.
- Notifications tableau de bord: toutes les nouveautés centralisées grâce à l’interface de notifications.
- Espace de sauvegarde des textes: possibilité d’archivage.
- Espace de chat interne à l’entreprise: possibilité d’Envoi et réception des messages instantanés grâce à Telex, la messagerie sécurisée et cryptée de bout en bout.

Offre 3: business GPT

En intégrant le Thémis Gpt l’entreprise a innové dans son business model en ajoutant une troisième offre nommée business GPT, cette offre donne accès aux utilisateurs à la nouvelle fonctionnalité de **gpt**, les profils sont aussi attribués selon les besoins du collaborateur:

- Moteur de recherche.
- Filtres de recherche avancés.

Chapitre 2: Cas pratique : Légal Doctrine, une startup legaltech algérienne.

- Textes traduits en anglais.
- Veille juridique personnalisée.
- Consolidation des textes.
- Chronologie des textes.
- Décisions de justice.
- Assistance 24h/24, 7j/7.
- Accès aux textes des pays en Afrique.
- Application mobile.
- Webinars Legal Doctrine.
- Remise “Pass LBF, AAD, etc.”.
- Téléchargement des textes Contributions juridiques.
- Legal Workspace.
- Notifications tableau de bord.
- Espace de sauvegarde des textes.
- Espace de chat interne à l’entreprise.
- Thémis GPT

Chapitre 2: Cas pratique : Légal Doctrine, une startup legaltech algérienne.

Tableau N°1 : Les offres commerciales de Legal doctrine

 Essai Gratuit	 Profession Libérale	 Business Standard	 Business GPT
Explorez notre service en toute liberté grâce à un essai gratuit de 7 jours		Tarifs disponibles auprès du service commercial	Tarifs disponibles auprès du service commercial
Essayez gratuitement	Demandez un abonnement	Demandez un abonnement	Demandez un abonnement

Source : La plateforme legal doctrine

2.2.5 Sous-section 5 : Le département Tech

Le rôle de la Tech est de concevoir et améliorer la performance de la plateforme, en réalisant les choix techniques qui permettront d'atteindre le niveau de performance attendu et de développer les fonctionnalités qui permettront à legal doctrine d'être à la page des tendances technologiques. En parallèle le département surveille le bon fonctionnement du produit (identification et correction des bugs...).

Le département est divisé en trois équipes selon les missions qu'elles effectuent, travaillant en étroite collaboration sous la supervision du chef de département.

A/ L'équipe front-end:

Constituée de deux développeurs et deux designers, les ingénieurs exécutent les choix faits par les ux/ui designers suite à une étude approfondie et aux retours de la cible.

Parmi ses missions:

- Le développement de l'interface utilisateur:l'UIDesigneranalyse l'identité de l'entreprise, sa cible et ses objectifs par la suite le développeur se charge de la conception visuelle et la structuration des pages, en s'assurant que l'interface est esthétiquement agréable et conforme aux spécifications de conception graphique.

- Optimisation de l'expérience utilisateur : rendre la plateforme facile à utiliser, rapide,etaccessible et adaptable aux différents supports : de la même manière avec l'UX designer le développeur développe les fonctionnalités interactives de la plateforme, en utilisant des langages de programmation tels que HTML, CSS, et JavaScript.

Chapitre 2: Cas pratique : Légal Doctrine, une startup legaltech algérienne.

-Intégration et maintenance: intégrer le travail avec des systèmes back-end, en utilisant des API et mettre à jour la plateforme soit pour corriger des bugs ou améliorer la performance comme nous allons voir dans mon étude.

B/ L'équipeBack-end:

L'équipe back-end est chargée de concevoir, développer, et maintenir les systèmes qui opèrent sous le capot de la plateforme.

Les 3 développeurs assurent la gestion des données, la sécurité, et l'intégration de toutes les fonctionnalités de la plateforme, à savoir:

-Gestion de la base de données : l'équipe gère la base de données et l'optimise, en 2023 l'équipe a travaillé sur la réduction des données pas nécessaire ce qui a augmenté l'efficacité de la plateforme.

-Développement d'APIs : elle développe et maintien des API robustes pour permettre l'intégration fluide entre le front-end et les bases de données back-end.

-Sécurité et protection des données : Ils mettent en œuvre des mesures de sécurité pour protéger les données des utilisateurs et contre les accès non autorisés et les attaques potentielles.

-Performance et scalabilité : Ils travaillent à optimiser la performance de la plateforme pour gérer efficacement les charges de trafic élevées et planifient la scalabilité pour gérer la croissance de l'utilisateur et l'expansion des fonctionnalités.

-Maintenance et mises à jour: comme l'équipe front-end,les back-end doivent aussi maintenir à jour la plateforme pour offrir le meilleur service possible et régler les divers problèmes techniques.

C-Machine learning:

L'équipe ML se charge de la partie Intelligence artificielle elle chapeaute les projets suivants :

-Thémis GPT : Assistant juridique intelligent conçu pour aider à naviguer et répondre aux questions juridiques des utilisateurs.

Ce projet consiste à développer un assistant intelligent conçu pour aider les utilisateurs à naviguer dans le domaine juridique et à répondre à leurs questions et problématiques.

L'assistant utilise des modèles et techniques de traitement automatique du langage naturel (TALN) pour comprendre la requête de l'utilisateur et chercher dans les bases de données juridiques de Legal Doctrine les textes pertinents qui répondent à la question de

Chapitre 2: Cas pratique : Légal Doctrine, une startup legaltech algérienne.

l'utilisateur, en se basant sur l'analyse sémantique de la requête. Une fois les textes identifiés, l'assistant utilise une IA générative, ou plus précisément, un modèle de langage (Large Language Model ou LLM) tel que GPT pour extraire les informations nécessaires et générer des réponses compréhensibles et précises.

L'assistant juridique Thémis-GPT est aussi capable de s'adapter aux différents types de requêtes et de questions juridiques, qu'il s'agisse d'interpréter la loi, de clarifier des termes juridiques ou de fournir des réponses aux problématiques de l'utilisateur, permettant ainsi d'accéder rapidement à des informations juridiques fiables et pertinentes, ce qui facilitera la prise de décision et la résolution de problèmes dans divers contextes juridiques.

-Amélioration du Moteur de recherche LD :

Améliorer le moteur de recherche de la plateforme Legal Doctrine en utilisant à la fois des algorithmes et techniques statistiques telles que l'analyse de fréquence, la pondération des termes et la recherche probabiliste ainsi que des algorithmes intelligents afin d'optimiser la pertinence et la précision des résultats de recherche pour les utilisateurs.

Les améliorations apportées permettent une meilleure expérience utilisateur en rendant les résultats de recherche plus précis, pertinents et adaptés aux besoins des utilisateurs. Cela contribuera également à accroître l'efficacité et la productivité des utilisateurs lors de la recherche d'informations sur la plateforme.

2.3 Section 2: Méthodologie de recherche

Dans le cadre de cette recherche, nous avons établi en premier lieu un constat sur la position de Legal doctrine sur le marché et ses caractéristiques. En parallèle nous avons démontré comment la start-up renforce cette position par le biais de sa plateforme en élaborant un questionnaire destiné aux utilisateurs et une étude comparative des deux versions de la plateforme.

2.3.1 Sous-section 1: Les objectifs de la recherche

Objectifs 1:

Définir la position et les apports de Legal doctrine au marché juridique algérien:En analysant comment legal doctrine contribue à l'évolution du marché juridique et quelle est sa position,

Chapitre 2: Cas pratique : Légal Doctrine, une startup legaltech algérienne.

nous démontrerons comment les innovations et les stratégies qu'elle adopte lui permettent de révolutionner ce marché.

Objectifs 2:

Évaluer comment legal doctrine renforce sa position à travers une plateforme qui répond aux besoins des utilisateurs en termes de fonctionnalités, convivialité et performances techniques : Analyser Les statistiques d'utilisation permet d'établir la topologie de fréquentation du site. Ces données réelles contribueront à ajuster la plateforme selon les résultats et améliorer la satisfaction globale des utilisateurs ainsi accroître son chiffre d'affaires.

Nous avons établi les études suivantes :

A/ Étude du positionnement stratégique

Afin de démontrer l'évolution de Legal doctrine dans le marché juridique en Algérie, nous avons effectué l'étude de manière systématique et structurée sur l'environnement interne et externe de Legal Doctrine, à travers une analyse porter qui démontre les forces en concurrence et une analyse swot pour définir les forces et faiblesses de la start-up ainsi que les opportunités et menaces du secteur.

B/ Étude comparative

Afin de démontrer l'évolution des utilisateurs et leurs engagement en améliorant la performance technique et les fonctionnalités de la plateforme, nous avons récolté les métriques liées au comportement des utilisateurs durant la version 1 (2018-2020) et la version 2 (2020-2024) de la plateforme, ainsi que toute les améliorations faites par l'équipe tech.

La méthode de recherche comparative que nous avons employée comprenait les étapes suivantes :

-Collecte des données: Nous avons observé les données de l'année dernière à travers des outils d'observation comme Google Analytics et d'autres logiciels internes qui permettent d'avoir les métriques de la plateforme durant une période xainsique l'historique des données de la plateforme de l'année 2020 pour pouvoir faire la comparaison.

Cette évolution est justifiée par tous les changements techniques et fonctionnels de la plateforme que nous avons recueillis à partir de documents internes.

-Analyse des données:Nous avons analysé les différentes métriques et l'évolution de ces dernières entre les deux versions.

Chapitre 2: Cas pratique : Légal Doctrine, une startup legaltech algérienne.

C/ Questionnaire

Pour appuyer notre étude comparative, nous avons élaboré un questionnaire quanti-quali qui nous permettra l'évaluation de la plateforme.

Le questionnaire (annexe1) se compose au total de 11 questions combinant des questions quantitatives, qui facilitent l'analyse statistique, avec des questions qualitatives, qui sont essentielles pour comprendre en profondeur les expériences et les avis des utilisateurs.

- **Le choix d'échantillon**

Le choix de l'échantillon pour cette étude a été guidé par l'objectif d'obtenir des perspectives représentatives des clients de legal doctrine, comprenant les différents segments d'utilisateurs (entreprises, professions libérales, particuliers).

Nous avons envoyé le questionnaire sous forme de newsletter à la base de données des utilisateurs de la plateforme pour un échantillon de 384 utilisateurs.

- **L'outil de l'étude :**

Notre étude s'est appuyée sur l'utilisation d'un questionnaire en ligne, ce qui nous a permis d'interroger les participants de manière directe et de procéder à un échantillonnage quantitatif afin d'établir des relations mathématiques et effectuer des comparaisons chiffrées.

Nous avons choisi de créer notre questionnaire en ligne en utilisant la plateforme Google Forms, un outil web gratuit et convivial pour la conception de questionnaires. Cette approche a facilité la collecte des réponses et leur analyse ultérieure.

Pour pouvoir trouver la liaison entre les différentes questions et rubriques du questionnaire afin de vérifier les hypothèses proposées au début de l'étude, nous avons ensuite utilisé l'outils EXCEL et SPSS.

2.3.2 Section 3 : Analyses et interprétations

Dans cette partie de notre travail, on va détailler les résultats obtenus après notre étude du terrain

2.3.3 Sous-section 1 : Étude du positionnement stratégique

En Algérie le cadre juridique est complexe, les principales sources du droit sont les traités internationaux, la constitution, les lois, les règlements et la jurisprudence,

L'Algérie est un pays de tradition musulmane qui applique les préceptes de la charia dans certains domaines du droit tels que le droit de la famille, avec une certaine inspiration du droit français dans certains domaines.

Chapitre 2: Cas pratique : Légal Doctrine, une startup legaltech algérienne.

Analyse Porter : Notre analyse Porter comprend la structure du secteur juridique dans lequel Legal doctrine opère.

Figure N°6 : Analyse porter de Legal doctrine



Source : Élaboré par nos soins à partir de documents internes

1-Nouveaux entrants

Le marché des legaltech est encore naissant en Algérie,

Legal doctrine est considérée comme la première legaltech en Algérie, toutefois on remarque l'émergence de nouveaux entrants comme Wassini, Moustachari et légal invest.

Moustachari : une plateforme permettant aux clients de localiser facilement des avocats, notaires et huissiers partout en Algérie. Grâce à l'utilisation de technologies de pointe, les professionnels du droit peuvent gérer leurs bureaux avec efficacité, offrant ainsi un gain de temps et d'argent à eux-mêmes et à leurs clients. La plateforme possède une bibliothèque de ressources juridiques et légales algériennes, arabes et même internationales destinée aux avocats, notaires et huissiers ainsi que des offres juridiques pour les entreprises B2B.

Wassini : une plateforme de mise en relation des professionnels avec les justiciables, elle est à la fois un outil d'aide à la décision aux professionnels du droit et un moyen de démocratiser le conseil juridique en Algérie et Afrique Francophone.

Chapitre 2: Cas pratique : Légal Doctrine, une startup legaltech algérienne.

Wassini offre aussi à ses utilisateurs la possibilité de chercher et automatiser la veille juridique avec les suggestions pertinentes d'un moteur de recherche NLU (Natural Language Understanding)

Legal invest : conçue pour fournir aux investisseurs et aux professionnels du droit, la législation et la réglementation à caractère économique dont ils ont besoin. La plateforme permet d'accéder rapidement et efficacement aux textes juridiques, pour naviguer dans le monde de l'investissement et de l'économie algérienne.

L'accès au marché demeure difficile nécessitant des technologies avancées (plateforme performante, intégration d'intelligence artificielle) et une base de données juridique solide.

2-Pouvoir de négociation des clients

Legal doctrine touche plusieurs segments de clientèle :

Segment 1: les professionnels du droit à qui s'adresse l'offre profession libérale.

Segment 2: les entreprises de plusieurs secteurs allant de l'énergie jusqu'aux assurances et de tailles différentes sont regroupées dans les deux offres business standard et business GPT.

Segment 3: les particuliers, notamment les étudiants en droit.

Le fait que les utilisateurs soient segmentés, réduit le pouvoir de négociation de chaque client individuel, car la perte de ce dernier n'a pas forcément un grand impact sur l'entreprise.

La qualité de la plateforme et l'innovation technologique comme l'inclusion de Thémis GPT dernièrement augmentent la fidélité des clients en raison d'efficacité et performance,

Ceci permet aussi d'adapter ses offres selon les besoins de chaque segment et ainsi avoir des cycles économiques distincts.

3-Les produits de substitutions

En observant le journal officiel nous constatons que ce dernier est à la fois une source d'information mais aussi un service de substitution, Lors d'une enquête nous avons constaté plusieurs entreprises l'utilisent comme source d'information juridique.

Mais nous trouvons aussi:

Les sites en ligne comme Droit Afrique qui publie les dernières lois de différents pays africains.

Les bibliothèques juridiques publiques, notamment les bibliothèques universitaires et les bibliothèques nationales et spécialisées.

Le barreau d'Alger peut aussi être un produit de substitution en offrant à ses membres un accès à des ressources professionnelles, des revues juridiques, des bulletins d'information...

Chapitre 2: Cas pratique : Légal Doctrine, une startup legaltech algérienne.

4-Pouvoir de négociation des fournisseurs

Legal doctrine dépend des fournisseurs juridiques pour avoir une information vraie, complète et rapide récoltée par le département de veille juridique.

L'équipe tech utilise des logiciels et des solutions dans son développement et son amélioration de sa plateforme par exemple : le logiciel elasticsearch pour le moteur de recherche.

Ce besoin permet à ces fournisseurs d'exercer un pouvoir de négociation sur l'entreprise mais qui est diminué par des solutions et des flexibilités que les développeurs trouvent en interne

5-Concurrence

Comme mentionné ci-dessus, Legal doctrine est une legaltech de recherche juridique qui a fait preuve d'une grande compétitivité en obtenant 91% de part de marché, ses principaux concurrents sont Catral et Aliane Info.

Catral :

Est une entreprise algérienne de conception et de développement de logiciels (software) depuis 1993, spécialisée dans les applications de consultation et de recherche documentaire. Elle développe en particulier des outils pour la recherche et la consultation de la législation et de la réglementation algérienne.

Catral édite des bases de données accompagnées de moteurs de recherche portant sur l'intégralité du Journal officiel de la république algérienne et ses différents codes : codes fiscaux, code de commerce, codes juridiques (code civil, code de procédure civile et administrative, code pénal, code de procédure pénale, code la famille, ...), code des marchés publics, code du travail, ..., sur les arrêts de la Cour suprême, la réglementation bancaire.

Catral est axée plus sur du B2G (ministères, institutions publiques, administrations...) et B2B (entreprises opérants dans différents secteurs) ainsi que les professionnels juridiques.

Aliane Info :

Créé en 2001 aliane info est un éditeur de bases de données juridiques, économiques et commerciales pour les professionnels.

La richesse du package d'ALIANE INFO rend compte du dynamisme de la production des informations en direction des professionnels.

Tous ces fonds documentaires sont mis à la disposition des différents acteurs de la vie économique et sociale à savoir :

Jora Plus : Le journal officiel renferme tous les textes publiés au JORA depuis 1962 à ce jour.

Chapitre 2: Cas pratique : Légal Doctrine, une startup legaltech algérienne.

Codes juridiques et économiques : 24 codes (actualisés)

Codes fiscaux : 6 codes(actualisés)

La jurisprudence : environ 4000 arrêts

La réglementation bancaire : règlements, instructions et notes de la Banque d'Algérie.

Le commerce extérieur : le tarif douanier et les statistiques du commerce extérieur par position tarifaire et pays.

Les annonces légales : tous les actes et comptes sociaux des entreprises, structures économiques des collectivités locales et des produits, classement des entreprises selon le chiffre d'affaires et liste des notaires et leurs actes, etc.

Parmi ses principaux clients nous trouvons des entreprises opérant dans divers secteurs ainsi que les banques et les assurances.

Tableau N°2 : Comparaison de l'évolution du chiffre d'affaires de legal doctrines par rapport à ses deux concurrents

Entreprise \CA	2020	2021	2022	2023
LD	100M	165M	285M	565M
Aliane	13M	10M	4,2M	2,4 M
Catral	7M	5M	2,7 M	1,3M

Source :Élaborée par nos soins à partir de documents interne

Afin d'analyser la compétitivité de LD,Nous avons recueilli les chiffres d'affaires de la concurrence pour les quatre dernières années.

En observant le tableau nous constatons :

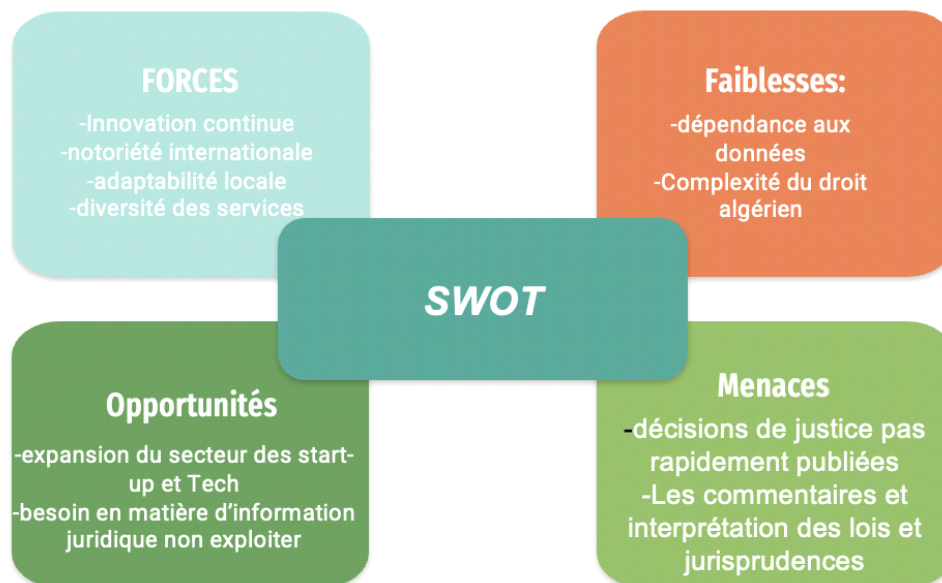
-Une croissance très rapide du chiffre d'affaires de LD soit de 465M justifiée par le renforcement de sa présence à travers l'expansion de ses différentes activités.

- En parallèle, une baisse continue du chiffre d'affaires des deux concurrents de 81,4% pour Catral et de 81,5% pour Aliane.

-On déduit alors une domination de LD sur le marché et ceci grâce à l'innovation et l'amélioration continue de ses services.

Chapitre 2: Cas pratique : Légal Doctrine, une startup legaltech algérienne.

Figure N°7 : Analyse swot de legal doctrine



Source : Élaborée par nos soins à partir de documents internes

Forces (Strengths):

Comme démontré avec les forces de porter legal doctrine dispose d'attribut internes qui lui ont permis de créer un avantage concurrentiel accru et devenir leader du marché tels que :

-diversité des clients: divisés en 3 segments.

-diversité des services: legal doctrine dispose de plusieurs fonctionnalités et services qui répondent aux besoins spécifiques de ses cibles qui lui permettent d'adapter ses offres selon les services proposés

-Notoriété internationale: l'entreprise a su accroître sa notoriété en organisant les événements LBF, AAD qui regroupent plusieurs acteurs internationaux importants dans le monde juridique et la Tech, tels que des juristes, des créateurs de start-up, des chefs de multinationales, CEO de legaltechs...

-Innovation continue: l'innovation de legal doctrine est l'un de ses plus grands atouts, nous démontrerons son efficacité lors de notre étude.

Chapitre 2: Cas pratique : Légal Doctrine, une startup legaltech algérienne.

-Adaptabilité locale: en étant basée en Afrique, a un avantage significatif dans la compréhension des spécificités juridiques locales et peut adapter ses services pour mieux répondre aux besoins spécifiques de chaque pays.

Faiblesses (weaknesses):

Parmi les faiblesses de legal doctrine on trouve :

-Legal Doctrine est en quelque sorte dépendante des fournisseurs externes pour accéder à des données juridiques actualisées et complètes, ce qui peut limiter son contrôle sur la qualité et la disponibilité des informations.

-Barrière de la langue (droit en langue arabe non compris des francophones et vice Versa) ce qui constitue un défi pour l'équipe de veille.

-En tant que startup, Legal Doctrine pourrait être limitée par des ressources financières restreintes qui affectent sa capacité à investir dans la recherche et le développement, le marketing.

Opportunités (opportunities):

-Avantages liés au statut de start-up.

-Le secteur de la tech et des start-up marqué par une évolution fulgurante à la faveur de mesures d'accompagnement et de textes législatifs qui ont véritablement donné un essor sans pareil à l'entrepreneuriat basé sur la connaissance et l'innovation.

-Difficultés d'accès aux textes juridiques pour les citoyens, les entrepreneurs et les professionnels du droit, le besoin de l'information juridique n'a pas été efficacement comblé par les autres concurrents et le fait que legal doctrine soit la première legaltech en Algérie est une grande opportunité pour son développement.

-Présence d'acteurs publics encourageant l'innovation du marché juridique comme le barreau d'Alger.

Menaces (threats):

-Les décisions de justice prennent du temps à être publiées.

-Les commentaires et interprétation des lois et jurisprudences sont le monopole des cabinets de conseil, et peu diffusées.

-Barrière de la langue.

-Les réglementations souvent modifiées par l'État constituent un défi pour la mise en place la chronologie des textes.

-Évolution technologique rapide qui rend les produits existants obsolètes.

Chapitre 2: Cas pratique : Légal Doctrine, une startup legaltech algérienne.

2.3.4 Sous-section 2 : Analyse comparative

Pour donner suite à l'observation des métriques sur le logiciel Google analytics, voici un exemple de données relevées par le logiciel :

Schéma N°05 : Activités des utilisateurs dans le temps et durée d'engagement moyenne



Source : Google analytics

En récoltant les données nécessaires, nous avons mis en place un tableau comparatif:

Tableau N°3 : Indicateurs clés de performance de l'année 2023 et 2023

Kpi\Année	Année 2023	Année 2020
Nombre d'utilisateurs	18000	3200
Durée d'engagement	3min59	1min59
Utilisateurs actifs en 30J	6k	1,2k
Utilisateurs actifs en 7J	1,2k	180
Utilisateurs actifs en 1J	150	12
Search	425k	12k
Consultations	975k	100k
Taux de conversion après la période d'essai	15%	3%
Clic sur copier	118k	5k
Taux de renouvellement	97,2%	91,2%

Source : Élaboré par nos soins à partir des résultats de l'observation

Chapitre 2: Cas pratique : Légal Doctrine, une startup legaltech algérienne.

Les indicateurs clés de performance (KPIs) sont essentiels pour évaluer l'efficacité des activités au sein d'une organisation. Dans notre cas il s'agit de la plateforme :

-Nombre d'utilisateurs:

Cet indicateur compte le nombre total de personnes inscrites sur notre plateforme, nous donnant une idée claire de notre portée et de notre capacité à attirer de nouveaux utilisateurs.

-Durée d'engagement:

Nous mesurons le temps moyen passé par les utilisateurs sur notre site lors de chaque visite. Cela nous aide à comprendre à quel point ils sont engagés et satisfaits de l'expérience que nous leur offrons.

-Utilisateurs actifs:

Ce chiffre représente le nombre d'utilisateurs qui ont activement interagi avec notre plateforme pendant une période donnée. Il est crucial pour évaluer notre capacité à maintenir l'intérêt des utilisateurs sur le long terme.

-Search:

Le nombre de recherches réalisées nous indique combien de fois les utilisateurs utilisent notre moteur de recherche, reflétant l'efficacité de cet outil pour répondre à leurs besoins.

-Consultations:

Nous comptons combien de pages ou documents sont consultés, ce qui nous aide à évaluer l'attractivité et la pertinence du contenu que nous proposons.

-Taux de conversion après la période d'essai :

Cet indicateur montre le pourcentage d'utilisateurs qui choisissent de payer pour nos services après une période d'essai gratuite. Il est essentiel pour comprendre l'attrait de notre offre et notre efficacité à convertir les utilisateurs en clients payants.

-Clic sur copier:

Nous suivons le nombre de fois où les utilisateurs utilisent la fonction "copier" pour prendre des informations de notre plateforme. Cela peut indiquer l'utilité et la valeur pratique de notre contenu.

-Taux de renouvellement:

Ce pourcentage montre combien d'utilisateurs renouvellent leur abonnement ou engagement après la fin de leur période initiale. C'est un excellent baromètre de la satisfaction des utilisateurs et de la valeur qu'ils attribuent à notre plateforme.

Chapitre 2: Cas pratique : Légal Doctrine, une startup legaltech algérienne.

Les changements techniques

- Intégration du logiciel elasticsearch: Elasticsearch est un logiciel utilisant Lucene pour l'indexation et la recherche de données. Il fournit un moteur de recherche distribué et multi-entité à travers une interface REST. C'est un logiciel écrit en Java distribué sous licence Elastic.
- Amélioration de l'indexation et mapping de la recherche.
- Amélioration de la partie notification.
- Mise en place de l'option filtre.
- Affinement de la recherche en ajoutant la partie catégorie et secteur.
- Classification des textes : avant c'était par organisme seulement maintenant par organisme et secteur.
- Création de l'appli mobile disponible sur ios et android afin de faciliter la navigation via le tel.
- Insertion d'un système de cash qui a réduit le temps de réponse afin de diminuer le taux de rebond.
- Facilitation du processus d'identification: l'utilisateur peut changer lui-même le mot de passe par exemple.
- Ajout de nouveaux pays.

Observations et constatations

En observant le tableau nous constatons :

- une augmentation remarquable du nombre d'utilisateurs dû à l'amélioration de la plateforme et aux autres canaux de support dont le marketing et le commercial.
- Augmentation de la moyenne du temps dans le site par utilisateur atteignant les 3 min 59 est un bon indicateur, pour une plateforme qui présente un contenu nécessitant la lecture, une bonne moyenne d'engagement est entre 2 et 4 min. En parallèle étant donné que les clics sur le bouton copier a augmenté montre la satisfaction après la lecture des utilisateurs, on peut calculer le taux de clic ainsi:

$$\begin{aligned}\text{Taux de clics(CTR)} &= (\text{nombre de clics} / \text{nombre d'impressions}) \times 100 \\ &= (118000 / 975000) \times 100 \\ &= 12,1\%\end{aligned}$$

Il faut noter que dans le langage des plateformes de recherche juridique le nombre de consultations représente le nombre d'impressions qui est utilisé dans le marketing digital.

Chapitre 2: Cas pratique : Légal Doctrine, une startup legaltech algérienne.

Nous remarquons que le taux de clic a augmenté d'environ 7%.

-Tous les indicateurs d'activité montrent une augmentation marquée, indiquant que non seulement plus d'utilisateurs s'inscrivent, mais qu'ils sont également plus engagés.

-L'amélioration de la fonctionnalité de recherche a mené à plus d'interactions, Un utilisateur fait environ 23 recherches par an contre 3 recherches en 2020:

$$\begin{aligned}\text{Nombre de recherches/personne} &= (\text{nombre de recherche total} / \text{nombre d'utilisateurs}) \\ &= 425000 / 18000 \\ &= 23,6\end{aligned}$$

- Amélioration significative du taux de conversion, indiquant que les utilisateurs sont plus susceptibles de payer pour le service après la période d'essai, ce qui pourrait refléter une amélioration de la valeur perçue.

-Légère augmentation du taux de renouvellement (97,2%) témoigne l'augmentation de la satisfaction de plus que la majorité des utilisateurs.

Les métriques montrent une forte évolution du comportement des utilisateurs en parallèle avec l'amélioration de la performance, convivialité et fonctionnalités de la plateforme.

2.3.5 Sous-section 3 : Questionnaire

Taille de l'échantillonnage

Nous avons déterminé la taille de notre échantillon à partir du nombre total d'utilisateur qui est 18000 e suivant la loi normale :

Formule de la taille de l'échantillons :

$$n = Z^2 \cdot p(1 - p) / e^2 .$$

Où:

- N est la taille de l'échantillon
- P est la valeur critique pour le niveau de confiance choisi
- P est la proportion estimée
- E la marge d'erreur

Chapitre 2: Cas pratique : Légal Doctrine, une startup legaltech algérienne.

Tableau N°4 : Taille de l'échantillon

Paramètre	Valeur
Taille de la population (N)	18000 utilisateurs
Niveau de la confiance (Z)	95% (Z=1,96)
Proportion estimé (P)	50% (p=0,5)
Marge d'erreur (E)	5% (E=0,05)
Taille d'échantillons (n)	384 utilisateurs

Explication des résultats:

- Taille de la population (N) : Le nombre total d'utilisateurs de la plateforme Legal Doctrine est de 18000
- Niveau de confiance (Z) : un niveau de confiance de 95% signifie que vous pouvez être sûr à 95% que le résultat de l'échantillon reflète la population
- Proportion estimé (P) : Utilisé comme une estimation conservatrice pour maximiser la taille de l'échantillon
- Marge d'erreur (E) : la précision souhaitée pour les résultats de l'enquête, ici 5%
- Taille d'échantillon (n) : le nombre d'utilisateurs nécessaires

L'échantillon représentative est de 384 utilisateurs, nous avons envoyé le questionnaire à ces derniers, nous avons reçu 376 réponses.

Chapitre 2: Cas pratique : Légal Doctrine, une startup legaltech algérienne.

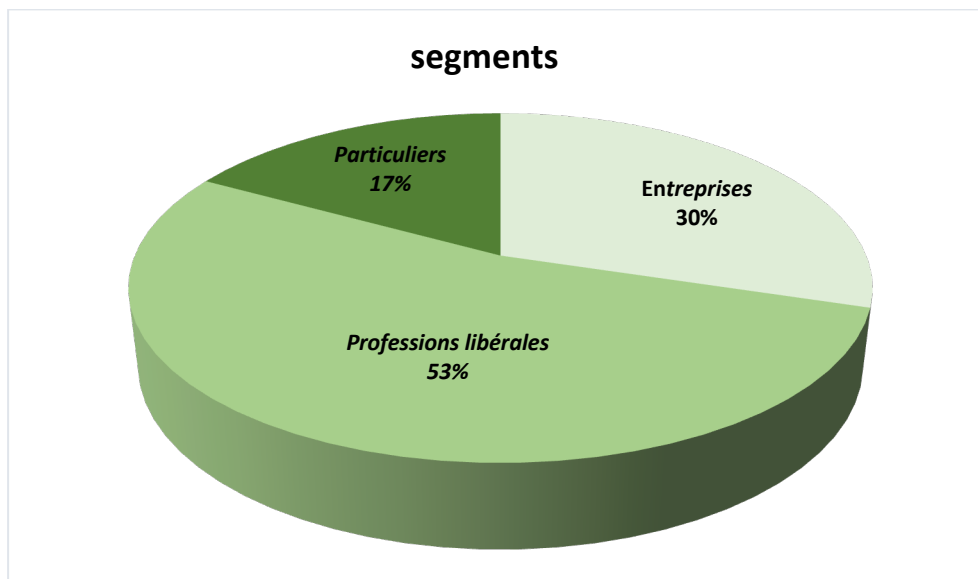
Profil des répondants :

Tableau N°5 : Fréquences et pourcentages des segments des répondants

D'après les réponses à la question 11 nous avons relevé :

	Fréquence	Pourcentage
Entreprises	112	29.7
Professions libérales	200	53.28
Particuliers	64	17.02
Total	376	100

Schéma N °6: Les segments des répondants



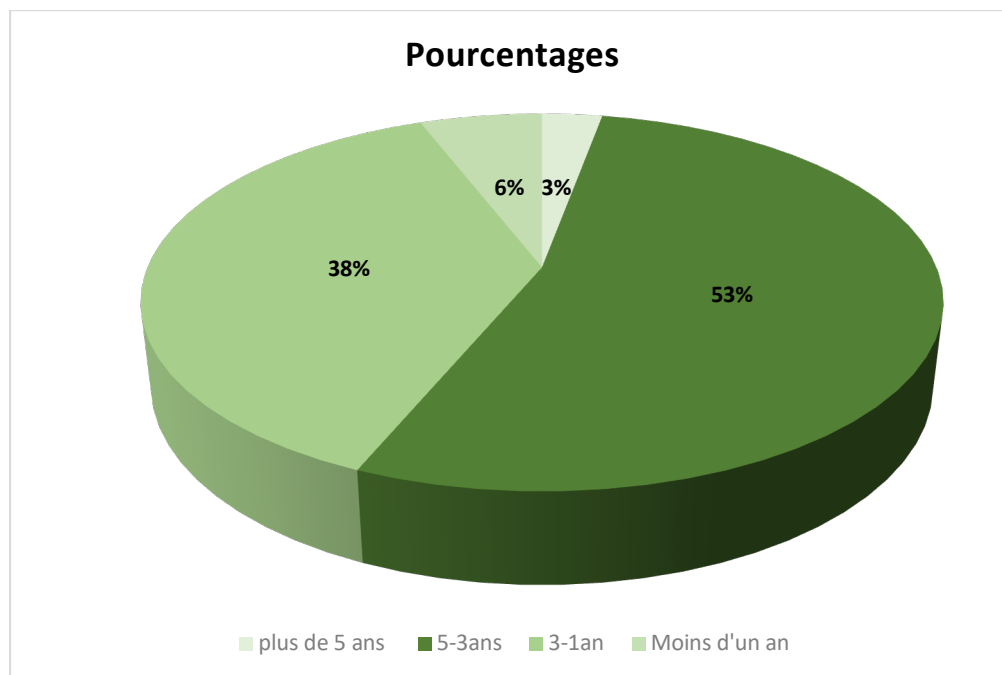
Le tableau et le schéma montrent que notre échantillon englobe les 3 segments de Legal doctrine avec majoritairement les professions libérales (53%) suivi par les entreprises (30%) et les particuliers (17%).

Chapitre 2: Cas pratique : Légal Doctrine, une startup legaltech algérienne.

Tableau N°6 : Fréquences et pourcentages de l'ancienneté des répondants

	Fréquence	Pourcentage
Plus de 5ans	11	2.9
3-5ans	201	53.5
1-3ans	142	37.8
Moins d'un an	22	5.9
Total	376	100

Schéma N °7 : l'ancienneté des répondants



Nous observons d'après le schéma et le tableau précédant que Plus de la moitié des répondants (53,5%) utilisent la plateforme depuis 3 à 5 ans, ainsi que La deuxième plus grande catégorie d'ancienneté est celle de 1 à 3 ans, représentant 37,8% des répondants.

Les utilisateurs présents sur la plateforme depuis moins d'un an représentent 5,9% des répondants, tandis que ceux avec plus de 5 ans représentent seulement 2,9%.

Chapitre 2: Cas pratique : Légal Doctrine, une startup legaltech algérienne.

2.3.5.1 Tri à plat :

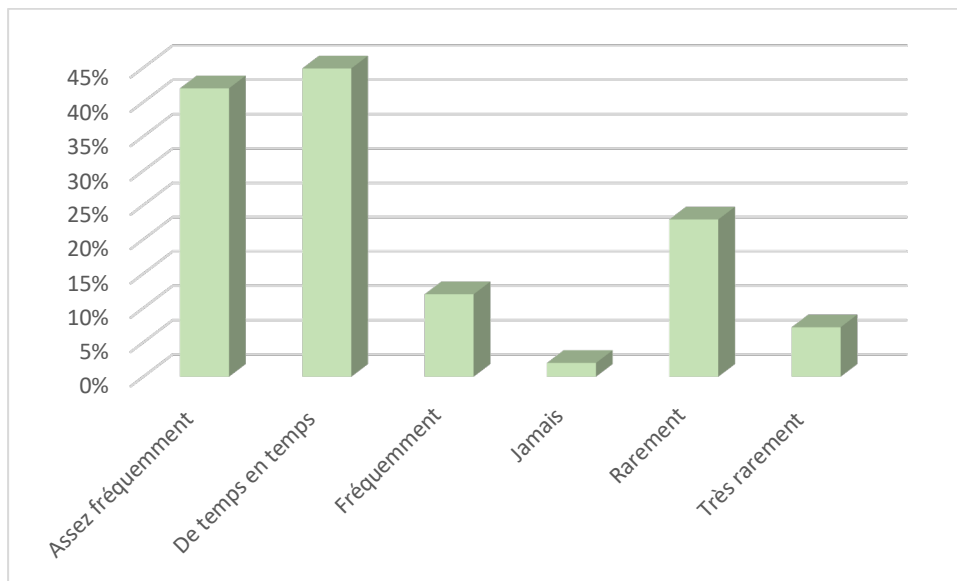
Question 1 : À quelle fréquence utilisez-vous la plateforme LegalDoctrine ?

Tableau N °7 : Fréquences et pourcentages de la fréquence d'utilisation

	Fréquence	Pourcentage	Cumulative Pourcentage
Assez fréquemment (plusieurs fois par semaine)	42	11.2	11.2
De temps en temps (plusieurs fois par mois)	169	44.9	56.1
Fréquemment (quotidiennement)	45	12	68.1
Jamais	7	1.9	69.9
Rarement (plusieurs fois par trimestre)	86	22.9	92.8
Très rarement (plusieurs fois par semestre)	27	7.2	100
Total	376	100	

Chapitre 2: Cas pratique : Légal Doctrine, une startup legaltech algérienne.

Schéma N °8 : Fréquence d'utilisation



Le tableau et l'histogramme montrent que la majorité des utilisateurs accèdent à la plateforme plusieurs fois par mois (44,9%) suivis par une utilisation rare trimestrielle (22,9%) et une utilisation quotidienne (12%). Une très petite portion d'utilisateurs n'utilise jamais la plateforme (1,9%).

Question 2 : Combien de recherches effectuez-vous pour trouver votre texte lors d'une session d'utilisation ?

Tableau N °8 : Fréquences et pourcentages du nombre de recherches

	Fréquence	Pourcentage	Cumulative pourcentage
Plus de 10 recherches	41	10.9	10.9
De 6 à 10	121	32.2	43.1
Moin de 6	214	56.9	100
Total	376	100	

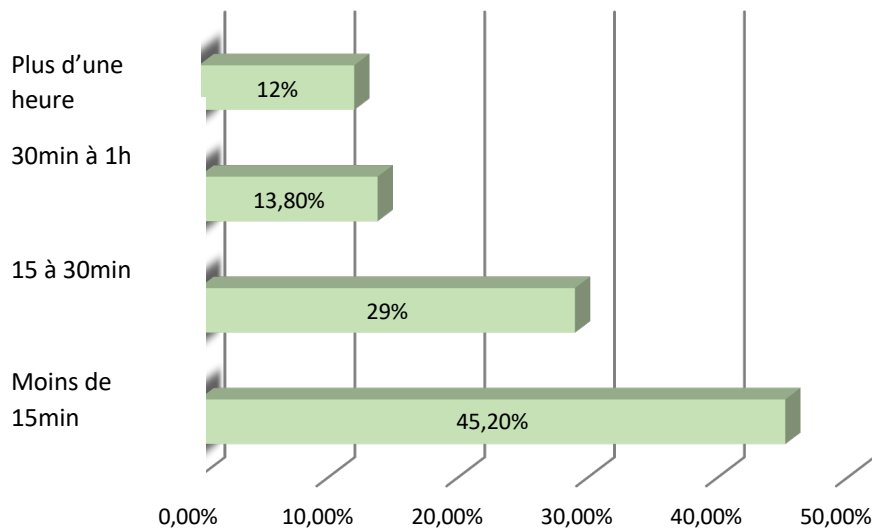
Le tableau indique qu'environ 57% des répondants effectuent moins de 6 recherches pour trouver leur texte ce qui indique une satisfaction des résultats trouvés suivie d'une grande

Chapitre 2: Cas pratique : Légal Doctrine, une startup legaltech algérienne.

partie qui effectue de 6 à 10 recherches 32% et une petite proportion de 11% qui effectue plus de 10 recherches.

Question 3 : Combien de temps en moyenne passez-vous sur Legal Doctrine lors d'une session d'utilisation ?

Schéma N °9 : Durée d'engagement



Le schéma montre que la majorité d'utilisateurs ont une durée d'engagement de moins de 15 min (45,2%) suivie de (29%) avec une durée de 15 à 30min, (13,8%) avec une durée de 30min à une heure et (12%) avec une durée de plus d'une heure.

Question 4 : Sur une échelle de 1 à 5, comment évalueriez-vous l'efficacité de la recherche sur Legal Doctrine ?

Chapitre 2: Cas pratique : Légal Doctrine, une startup legaltech algérienne.

Tableau N °9: Fréquences et pourcentages de la satisfaction des utilisateurs

	Fréquence	Pourcentage	Cumulative pourcentage
1 (très insatisfait)	7	1.9	1.9
2 (insatisfait)	75	19.9	21.8
3 (neutre)	125	33.2	55.1
4 (satisfait)	82	21.8	76.9
5 (très satisfait)	87	23.1	100
Total	376	100	

Le tableau présente les résultats de l'évaluation l'efficacité de la recherche sur LegalDoctrine sur une échelle de 1 à 5, où 1 est "très insatisfait" et 5 est "très satisfait".

La majorité des utilisateurs (45%) se situent dans les catégories < satisfait > (21.8%) et <très satisfait > (23.1%).

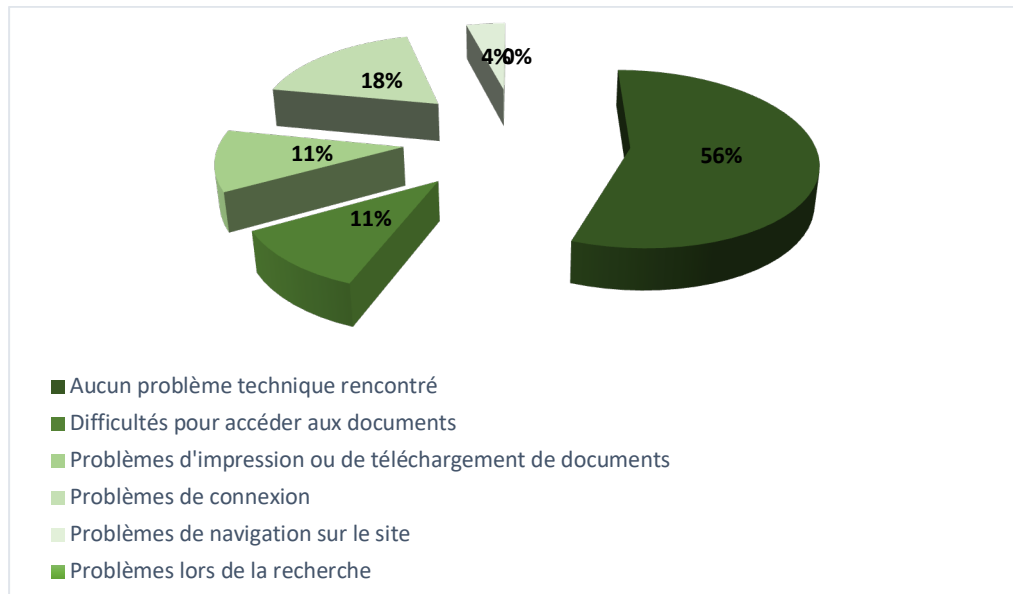
Un nombre significatif d'utilisateurs (33.2%) ont une opinion neutre sur l'efficacité de la recherche. Un total de 21.8% des utilisateurs se trouvent dans les catégories "insatisfait" (19.9%) et "très insatisfait" (1.9%). Cette proportion soit moins élevée que celle des utilisateurs satisfaits, elle est suffisamment importante pour mériter une attention.

Question 5 :

Avez-vous rencontré des problèmes techniques lors de l'utilisation de la plateforme Legal Doctrine ? Si oui, lesquels.

Chapitre 2: Cas pratique : Légal Doctrine, une startup legaltech algérienne.

Schéma N °10 : Les problèmes techniques rencontrés



Le graphique à secteurs présente les différentes catégories de problèmes techniques rencontrés par les utilisateurs de la plateforme Legal Doctrine, ainsi que la proportion d'utilisateurs qui n'ont rencontré aucun problème technique.

On remarque que :

La majorité des utilisateurs (56%) n'ont rencontré aucun problème technique, Une part des utilisateurs (18%) a rencontré des difficultés pour accéder aux documents. (11%) des utilisateurs ont rencontré des problèmes lors de l'impression ou du téléchargement de documents.

11% des utilisateurs ont signalé des problèmes de connexion.

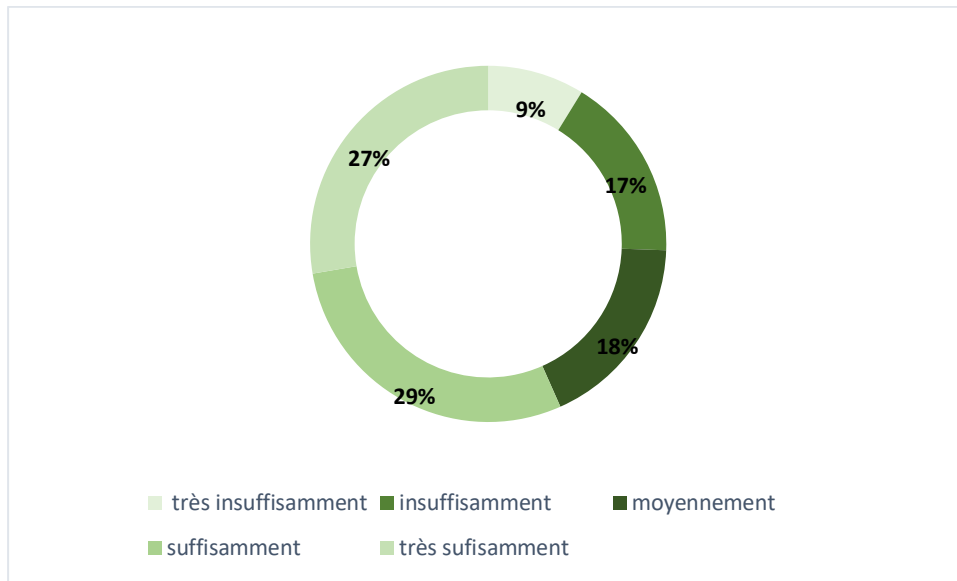
Une minorité des utilisateurs (4%) a rencontré des problèmes de navigation sur le site.

Un très faible pourcentage des utilisateurs (1%) a rencontré des problèmes lors de la recherche.

Question 6 : Dans quelle mesure la plateforme LegalDoctrine répond-elle à vos besoins en matière d'information juridique ?

Chapitre 2: Cas pratique : Légal Doctrine, une startup legaltech algérienne.

Schéma N °11 : Satisfaction du besoin



Le diagramme en anneau présente les niveaux de satisfaction du besoin en matière d'information juridique,

On remarque que :

Une majorité des utilisateurs (56%) sont satisfaits ou très satisfaits (suffisamment ou très suffisamment).

26% des utilisateurs sont insatisfaits ou très insatisfaits (insuffisamment ou très insuffisamment).

18% des utilisateurs sont moyennement satisfaits. Ce groupe pourrait basculer vers une satisfaction plus élevée avec des améliorations spécifiques.

Question 8 : Avez-vous constaté une amélioration de votre productivité ou de la qualité de votre travail grâce à l'utilisation de LegalDoctrine ?

Tableau N °10 : Fréquences et pourcentages des réponses sur l'amélioration de la productivité

	Fréquence	Pourcentage
Oui	376	100
Non	0	0
Total	276	100

Chapitre 2: Cas pratique : Légal Doctrine, une startup legaltech algérienne.

Le tableau indique que 100% des répondants affirment que la plateforme augmente leur productivité.

Question 9 :Si oui, Quelles sont les améliorations que vous avez constatées ?

Tableau N °11 : Fréquences et pourcentages des améliorations constatées

	Fréquence	Pourcentage	Cumulative pourcentage
Amélioration de la précision des résultats de recherche	80	21.3%	21.3%
Accès plus facile à l'information juridique	90	23.9%	45.2%
Réduction du temps nécessaire pour trouver des documents pertinents	70	18.6%	63.85
Gain de temps grâce à l'automatisation des tâches répétitives	60	16%	79.8%
Accès à des informations juridiques à jour	50	13.3%	93.1%
Autre	36	6.9%	100%
Total	376	10%	

Le tableau présente les fréquences et pourcentages des réponses concernant les améliorations constatées grâce à l'utilisation de Legal Doctrine.

Il montre que 80 utilisateurs, soit 21.3%, ont constaté une amélioration de la précision des résultats de recherche. L'accès plus facile à l'information juridique a été rapporté par 90 utilisateurs, représentant 23.9% des réponses.

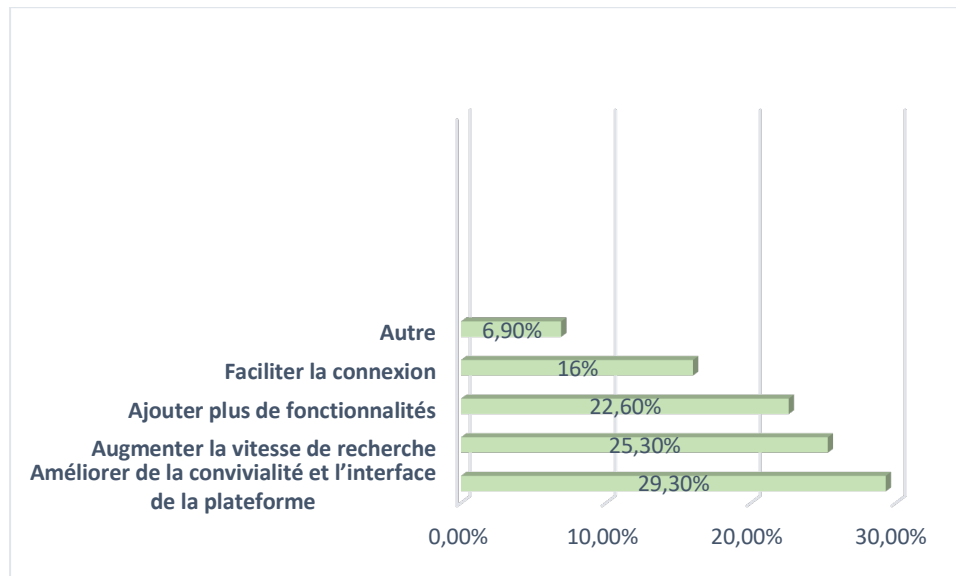
La réduction du temps nécessaire pour trouver des documents pertinents a été notée par 70 utilisateurs, correspondant à 18.6% des réponses. De plus, 60 utilisateurs, soit 16.0%, ont mentionné un gain de temps grâce à l'automatisation des tâches répétitives.

Chapitre 2: Cas pratique : Légal Doctrine, une startup legaltech algérienne.

L'accès à des informations juridiques à jour a été souligné par 50 utilisateurs, représentant 13.3% des réponses. Enfin, 26 utilisateurs, soit 6.9%, ont mentionné d'autres types d'améliorations.

Question 10 : Quels aspects de la plateforme LegalDoctrine pourraient être améliorés selon vous ?

Schéma N12 ° : Les aspects de la plateforme à améliorer



Le graphique montre que les utilisateurs de LegalDoctrine souhaitent principalement des améliorations dans quatre domaines.

La convivialité et l'interface de la plateforme sont les plus souvent mentionnées, avec 29.3% des utilisateurs (110 réponses) demandant une interface plus intuitive. Ensuite, 25.3% des utilisateurs (95 réponses) souhaitent une augmentation de la vitesse de recherche, indiquant l'importance de la rapidité dans leurs recherches juridiques.

Ajouter plus de fonctionnalités est également une priorité pour 22.6% des utilisateurs (85 réponses), montrant un besoin d'options supplémentaires. Faciliter la connexion est mentionné par 16% des utilisateurs (60 réponses), suggérant des difficultés d'accès. Enfin, 6.9% des utilisateurs (26 réponses) ont des suggestions diverses regroupées sous "Autre".

Chapitre 2: Cas pratique : Légal Doctrine, une startup legaltech algérienne.

Test de dépendance :

Nous avons choisi les questions que nous avons jugé pertinente afin de tester l'indépendance entre la fréquence D'utilisation et le niveau de satisfaction

Données

{x₁ x₂ x₃ x₃₇₆ va iid qui représente les réponses par rapport à la fréquences d'utilisation

{Y₁ Y₂ Y₃ Y₃₇₆ va iid qui représente les réponses par rapport au niveau de satisfaction

Hypothèse :

H₀: X indépendante de Y

H₁: X dépendante de Y

Tableau N°12 : les fréquences d'utilisation par rapport au niveau de satisfaction

	TS	S	N	IN	TIN	
AF	8 9,17	11 9,14	12 13,86	11 8,7	0 0,78	42
F	12 10,41	10 9,81	13 14,86	9 8,87	1 0,83	45
TDT	48 39,1	32 36,25	28 37,7	28 33,7	1 1,6	169
R	13 19,9	21 18,75	21 17,6	21 17,5	5 1,6	86
TR	5 6,24	6 5,88	5 5,38	5 5,38	0 0,5	27

Chapitre 2: Cas pratique : Légal Doctrine, une startup legaltech algérienne.

J	1 1,61	2 1,52	11 8,97	1 1,38	0 0,13	7
T	87	82	125	75	7	376

Tableau N°13 : les fréquences d'utilisation par rapport au niveau de satisfaction

	Très satisfait	Satisfait	Neutre	Contificationom négatif	T
Assez frequent	8 9,71	11 9,15	12 13,96	11 9,15	42
Fréquent	12 10,41	10 9,81	13 14,96	10 9,8	45
De temps en temps	48 79,6	32 36,25	60 56,18	29 36,85	169
Rarement	13 19,9	21 18,75	26 28,59	26 18,75	86
Très rarement ou jamais	6 7,85	8 7,4	14 11,29	6 7,4	34
T	87	82	125	82	376

Chapitre 2: Cas pratique : Légal Doctrine, une startup legaltech algérienne.

State du test

$$D = \text{Somme } (np - npq)^2 / npq$$

$$= 13,54$$

Comportement :

$$\text{Sous } H_0 : D \rightarrow \chi^2 (12)$$

$$\text{Sous } H^1 : D \rightarrow + \text{infini}$$

Donc on rejette H_0

$$\text{Zone de rejet} = \{ D > k_{0,95} \} = \{ D > 5,23 \}$$

La conclusion de cette analyse est que la fréquence d'utilisation de LegalDoctrine est fortement influencée par le niveau de satisfaction des utilisateurs. En se concentrant sur les améliorations qui augmentent la satisfaction, LegalDoctrine peut non seulement améliorer l'expérience utilisateur mais aussi encourager une utilisation plus fréquente et régulière de sa plateforme. Ces efforts contribueront à renforcer la fidélité des utilisateurs et à soutenir la croissance continue de la plateforme dans le secteur juridique.

Analyse et recommandations

Les résultats indiquent une fidélité significative des utilisateurs de Legal Doctrine, démontrant que la plateforme a réussi à acquérir de nouveaux utilisateurs par rapport à ses débuts.

Cependant, il y a eu une diminution notable de l'acquisition de nouveaux utilisateurs l'année dernière. La plateforme montre une bonne rétention, avec des utilisateurs revenants régulièrement, mais il est essentiel d'augmenter le nombre d'utilisateurs actifs quotidiennement ou plusieurs fois par semaine.

Les observations confirment les KPI relevés lors de l'étude comparative, notamment que la durée moyenne d'engagement sur la plateforme est de moins de 15 minutes, ce qui est cohérent avec une durée idéale de 2 à 4 minutes pour des plateformes nécessitant la lecture. Cela témoigne de la rapidité et de l'efficacité de la recherche juridique sur Legal Doctrine, surpassant les services traditionnels.

Chapitre 2: Cas pratique : Légal Doctrine, une startup legaltech algérienne.

L'efficacité de la recherche sur la plateforme est perçue positivement par la majorité des utilisateurs, bien qu'il existe des opportunités d'amélioration pour convertir les utilisateurs neutres en utilisateurs satisfaits. Le taux de clic sur copier de 12.1% renforce cette satisfaction des utilisateurs envers les résultats fournis par le moteur de recherche. Toutefois, il est important de ne pas négliger les utilisateurs neutres ou insatisfaits pour améliorer leur expérience et leur travail juridique.

Plus de la moitié des utilisateurs n'ont rencontré aucun problème technique, indiquant une expérience utilisateur globalement positive. Les problèmes potentiels identifiés incluent la gestion des documents, les permissions d'accès, les formats de fichiers, les compatibilités logicielles, les problèmes de serveur, de bande passante, et d'interface utilisateur. Les fonctionnalités de recherche sont généralement bien perçues, mais des améliorations peuvent être apportées pour résoudre les problèmes techniques et optimiser l'expérience utilisateur.

Les réponses montrent également une augmentation de la productivité et une amélioration de la qualité du travail grâce à la rapidité et à l'efficacité de la recherche d'informations sur Legal Doctrine. L'accès à des informations à jour et fiables est un autre facteur clé améliorant la qualité du travail des utilisateurs. Ces éléments soulignent que Legal Doctrine est perçue comme une plateforme qui centralise efficacement les ressources juridiques, facilitant l'utilisation et l'accès rapide à des informations pertinentes.

Pour les améliorations suggérées, les utilisateurs ont principalement mentionné la facilitation de la connexion et l'optimisation du chemin d'accès aux documents. Cela reflète le besoin d'une interface plus intuitive et d'une expérience utilisateur simplifiée. En adressant ces préoccupations, Legal Doctrine peut continuer à améliorer la satisfaction des utilisateurs et leur productivité.

D'après cette analyse on déduit qu'il existe encore des domaines à améliorer pour répondre pleinement aux attentes des utilisateurs et renforcer la position de Legal Doctrine sur le marché.

Legal Doctrine pourra :

- Effectuer une nouvelle mise à jour et mettre en avant le projet afin de montrer que Legal doctrine veille à améliorer l'expérience de l'utilisateur et prendre en compte ses avis.

Chapitre 2: Cas pratique : Légal Doctrine, une startup legaltech algérienne.

- Faciliter la navigation dans la plateforme en améliorant l'interface et la convivialité de la plateforme.
- Augmenter l'efficacité des recherches en optimisant la vitesse de recherche par l'équipe front-end.
- Assurer un suivi des problèmes techniques pour améliorer la satisfaction globale et fidéliser ses utilisateurs.
- Poursuivre l'innovation des technologies avancées d'intelligence artificielle et de machine Learning pour améliorer les fonctionnalités de recherche et développer de nouvelles fonctionnalités et rester compétitive dans un domaine évolutif qu'est la legaltech.
- Créer des tutoriels vidéo, des webinaires, et des guides détaillés pour aider les utilisateurs à tirer le meilleur parti des fonctionnalités de la plateforme. Mettre en place un système de support client réactif pour répondre rapidement aux questions et aux problèmes des utilisateurs.
- Ne pas négliger les autres canaux qui permettent l'acquisition et la fidélisation des clients comme le marketing et le commercial, en :
Renforçant le commercial et adaptant les offres.
Suivant une stratégie de communication 360 comptant l'évènementiel, les relations presses et le marketing digital
Élargissant sa cible en mettant en avant par exemple l'efficacité de la recherche juridique via Legal doctrine pour les étudiants de droit
Collaborant avec des acteurs économiques important dans le secteur juridique afin d'augmenté sa crédibilité et la confiance des utilisateurs, comme le barreau d'Alger, l'université de droit...

2.4 Conclusion :

Les analyses menées montrent que la plateforme possède une base solide, mais il est crucial de continuer à évoluer en tenant compte des retours des utilisateurs et des avancées technologiques pour rester compétitif sur le marché algérien et africain.

Cependant, il faut améliorer l'expérience utilisateur, optimiser les performances techniques et enrichir les fonctionnalités de la plateforme, en prenant en compte les faiblesses de la start-up et les obstacles externes. En mettant en œuvre ces recommandations, Legal Doctrine pourra non seulement consolider sa position de leader sur le marché juridique algérien , mais aussi offrir un service encore plus adapté et performant à ses utilisateurs.

Conclusion générale

Conclusion générale

Conclusion générale :

En guise de conclusion, plusieurs points peuvent être soulignés tant sur le plan théorique que pratique.

À partir de notre premier chapitre, nous pouvons confirmer que l'évolution du droit technologique et l'émergence des legaltechs ont transformé le secteur juridique. Les legaltechs, avec leur capacité à automatiser les tâches répétitives et à fournir un accès rapide à l'information juridique, ont révolutionné les services juridiques, les rendant plus accessibles et efficaces. Ce changement a impacté les professionnels juridiques, les entreprises, les particuliers ainsi que les institutions gouvernementales.

Les Legaltechs sont menés à adopter des modèles économiques innovants qui ont permis d'augmenter leur compétitivité dans ce marché évolutif et innover continuellement leurs plateformes en suivant les dernières tendances en termes d'intelligence artificielle et technologies juridiques.

Un tel intérêt nous a poussé à puiser dans le marché algérien en prenant comme cas Legal doctrine où nous avons effectué notre stage pratique afin de collecter un ensemble d'informations sur les apports de Legal doctrine au marché algérien et comment celle-ci renforce sa position à travers sa plateforme.

Nous avons commencé notre recherche en étudiant le positionnement stratégique de la start-up à travers une analyse Porter et une analyse SWOT depuis les informations collectées, suivie d'une enquête sur terrain faisant usage d'un questionnaire et une étude comparative dont les résultats ont permis de répondre à la problématique principale.

Nous avons ainsi pu apporter des éléments de réponses à nos questions secondaires ce qui nous a mené à confirmer ou à infirmer les hypothèses émises au début de notre travail.

Après l'analyse du positionnement stratégique on constate que grâce à son innovation continue de la plateforme, les nouvelles technologies qu'elle intègre et les stratégies commerciales suivies, Legal doctrine renforce sa position et bouleverse le secteur juridique en se positionnant en tant que leader face à des concurrents traditionnels présent depuis des années. Elle transforme ainsi le service juridique précisément la recherche et la veille

Conclusion générale

juridique en Algérie selon les réponses de ses utilisateurs au questionnaire, Selon ces résultats, la première hypothèse est affirmée.

En ce qui concerne les résultats de l'étude comparative et le questionnaire on déduit que la Legaltech répond clairement aux besoins des utilisateurs en modifiant le service juridique et donc nous infirmons la deuxième hypothèse.

En améliorant et innovant sa plateforme en passant de la version 1 à la version 2 Legal doctrine a fait augmenter ses indicateurs clés de performance liée au comportement des utilisateurs, augmentant ainsi la satisfaction globale des utilisateurs, nous affirmons donc la dernière hypothèse.

Dans ce contexte et pour donner suite au stage effectué au sein de Legal doctrine et à notre enquête de terrain, nous pourrions mettre le point sur la nécessité de prendre en considération le fait que Legal doctrine pourrait améliorer certains aspects de sa plateforme malgré son positionnement sur le marché et la satisfaction globale de ses clients.

Ce document est fiable à une certaine mesure, nous nous sommes basé que sur la performance en terme d'acquisition et fidélisation des utilisateurs il serait donc plus complet de prendre en considération les canaux support tels que la communication et le commercial pour mettre en avant ses services et ses contributions dans l'écosystème juridique et se rapprocher de sa clientèle à travers par exemple les démonstrations de la plateforme ou les événements professionnelles. Il serait aussi judicieux de comparer plusieurs legaltechs afin d'identifier les meilleures pratiques et les domaines d'amélioration

Nous espérons donc que ce travail constituera un bon début d'analyse, de réflexion et de diagnostic, qui feront l'objet d'autres travaux de recherche relatifs aux suggestions citées ci-dessus.

Bibliographie

Bibliographie

Les ouvrages :

- Bues, Micha-Manuel, Legal tech- how technology is changing the legal world, 2018, - Verlag Cf, München.
- CATALA P., 1998, Le droit à l'épreuve du numérique, Jus Ex Machina, leéd, Paris.
- Erick Costa Damasceno, August 2019, Business Models in Legal Tech Companies, Maria Raquel Guimarães (Editor).
- GINESTIE P, 2017, La robotisation des contrats - par les juristes eux-mêmes - sera leur prochain eldorado,Dalloz IP/IT.
- HAYEK F, 1976, Denationalization of Money, Hobart Paper; SELGIN G., The Theory of Free Banking, 1988, Rowman & Littlefield.
- Marie Eyquem-Renault, 2022, Management de l'innovation, Dunod, France.
- Peigneur, Yves, 2011-09-01, Business Model nouvelle génération, Collectif, Osterwalder, Alexander Pearson, France.
- Stuart Russel, 26 novembre 2021, intelligence artificielle, une approche moderne, Pearson.

Les articles scientifiques

- Arnaud Dumourier, AvoTech, le « do tank » des avocats créateurs de start-up et legaltech en France, Le Monde du droit.
- Caroline ZORN, Quand le robot menace d'éclipser le juge et l'avocat, 11 mars 2020, <https://www.lavie.fr/actualite/societe/quand-le-robot-menace-declipser-le-juge-et-lavocat-2866.php>.
- Célia Zolynski, 2017, « La blockchain : la fin de l'ubérisation ? », *Dalloz IP/IT : droit de la propriété intellectuelle et du numérique*, N° 7.
- Drillon.S, 2016, La révolution blockchain, La redéfinition des tiers de confiance », *RTD com.* 893.
- [Justice.com/articles/chatbot-moyen-digitaliser-pour-transformer-fonction-juridique-chez-cdf](https://www.justice.com/articles/chatbot-moyen-digitaliser-pour-transformer-fonction-juridique-chez-cdf), 28420.html.

- Laurine Tavitian, 07 novembre 2017, Legal F, la nouvelle association des legaltech de Station F, Village de la Justice N°736, Technologie et métiers du droit, <https://www.village-justice.com/articles/stationF-tremplin-pour-les-legaltech,26380.html>.
- Laurine Tavitian, 7 mai 2018, crée un chatbot pour transformer la fonction juridique en entreprise, Village de la Justice, Technologie et métiers du droit, <https://www.village-justice.com/articles/le-chatbot-legaltech,26380.html>.
- Mathieu L, les différentes formes de legatech, le magazine des legaltechs, <http://legaltech.fr/les-differentes-formes-de-legaltech>.
- Noémie Le Bouard, les "legaltech" en France : comment les start-ups réinventent le secteur juridique, 27 juillet 2023, Technologie et métiers du droit, <https://www.village-justice.com/articles/les-legaltech-france-comment-les-start-ups-reinventent-secteur-juridique,46865.html>.
- Raphael Bloch, La blockchain peut-elle révolutionner le droit d'auteur ? 16 mars 2018, Les Échos, https://www.lcksbos.fr/16/03/2018/cscchos.fr/0301447937425_Ja-blockchain-put-sike-revolutionner-k-droit-d-autcur=.htm,consult%E91.

Colloques et séminaires :

- Commission d'enrichissement de la langue française, Vocabulaire de l'intelligence artificielle, 9 déc. 2018, NOR : CTNR1832601K
- Commission générale de terminologie et de néologie, Deuxième liste des termes de l'Internet, 1 sept. 2000, NOR : CTNX0004269K
- COSTES L., Les principaux axes du sommet numérique européen de Tallinn : marché unique, compétitivité et cyber sécurité, RLDI 2017/10, n° 141.

Les textes réglementaires :

- CA Paris, 6-2, 26 sept. 2013, n° 12/05157.
- Règl. (UE) n° 2016/679 du PE et du Conseil, 27 avr. 2016.

Sur la responsabilité environnementale, voir l'arrêt Cass. crim., 25 sept. 2012, n°10-82.938 (dit arrêt Naufrage de l'Erika).

Les rapports:

- Rapp. CNIL, 2017, Comment permettre à l'Homme de garder la main? : Les enjeux éthiques des algorithmes et de l'intelligence artificielle.
- Rapp. N° 464, Pour une intelligence artificielle maîtrisée, utile et démystifiée, Rapport d'information de M. Claude DE GANAY, député et Mme Dominique GILLOT, sénatrice, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, Sénat
- Rapp. N° 1428, Rapport par M. Christian Eckert au nom de la commission ds finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire ur le projet de loi de finance 2014, Annexe 12, Assemblée Nationale.
- Thomson Reuters Institute 2023 Report on the State of the Legal Market, Mixed results and growing uncertainty.
- Veith/Wenzler/Hartung et al., How Legal Technology Will Change the Business of Law, Final Report of Bucerius Law School and The Boston Consulting Group on impacts of innovative technology in the legal sector, 2015/2016.
- Yannick Meneceur, février2023, La transformation numérique de la justice Ambitions, réalités et perspectives - État 2022-2023

Thèse universitaire

- Cassar Bertrand,2020, thèse : transformation numérique du monde de droit, université de Strasbourg.
- DONDERO B,2017, Justice prédictive : la fin de l'aléa judiciaire, Université Paris
HYPERLINK "https://shs.hal.science/search/index/q/*/structId_i/7550"1 HYPERLINK
"https://shs.hal.science/search/index/q/*/structId_i/7550"Panthéon-Sorbonne.

Site web :

- Charte éthique pour un marché du droit en ligne
<https://www.lemondedudroit.fr/professions/337-legaltech/346-charte-ethique-pour-un-marche-du-droit-en-ligne-et-ses-acteurs.html>
- Casetext ,<https://casetext.com>
- Contract express, <https://eul.contractexpress.com>

- Django project <https://www.djangoproject.com>
- Detection d'images ,<https://blent.ai/blog/a/detection-images-yolo-tensorflow>
- E-just, <https://mbamci.com/2017/03/ejust/>
- Fast case ,<https://www.fastcase.com/about/>
- Gestion de connaissances en tant que service ,<https://lexum.com/fr/blog/gestion-des-connaissances-en-tant-que-service/>
- IA in legaltechs <https://discover.3ds.com/nlp-applications-legal-tech> lu le 21/04/2024
- IA dans le secteur juridique ,<https://legalclient.fr/lia-dans-le-secteur-juridique-opportunit%C3%A9-ou-menace/>
- Legal sifter,<https://www.legalsifter.com>
- Legaltech exemple,<https://www.legartis.ai/blog/legal-tech-exemples>consulté le 19/03/2024
- Les 5 forces de porter pour analyser l'environnement concurrentiel
<https://www.lecoindesentrepreneurs.fr/5-forces-de-porter-analyse-concurrence/>
- Le marché juridique ,[www.Cataliste investor.com](http://www.Catalisteinvestor.com)
- le business model ,<https://business-builder.cci.fr/guide-creation/le-business-model/comprendre-le-business-model>
- Le modèle d'abonnement,<https://gocardless.com/fr/guides/articles/business-model-abonnement/>
- Legal zoom <https://www.legalzoom.com/country/dz> Consulté le 02/04/2024
- La reconnaissance d'images ,<https://praedictia.com/page/la-reconnaissance-dimages/comment-la-reconnaissance-dimages-fonctionne-t-elle.html>
- Modèle freemium ,<https://blog.hubspot.fr/sales/modele-freemium>
- Opencv,<https://opencv.org>

-Pay per use business model <https://www.untaylored.com/post/the-pay-per-use-business-model-a-comprehensive-explanation>
<https://ia-data-analytics.fr/machine-learning/>

-Python :définition et utilisation <https://www.journaldunet.fr/web-tech/dictionnaire-du-webmastering/1445304-python-definition-et-utilisation-de-ce-langage-informatique/>

-Pypi project, <https://pypi.org/project/Flask/>

-Qu'est-ce qu'une plateforme de cloud computing ?<https://www.wenvision.com/quest-ce-quune-plateforme-de-cloud-computing/>

-Qu'est ce que l'automatisation des processus ?<https://www.dbsgroup.net/fr/what-is-process-automation/>

-Reconnaissance optique https://fr.wikipedia.org/wiki/Reconnaissance_optique_de_caractères_lu_le_21/04/2024

-Rocketlawyer ,<https://www.rocketlawyer.com>

-Rossintelligence , <https://blog.rossintelligence.com>

-Tesseract (logiciel) [https://fr.wikipedia.org/wiki/Tesseract_\(logiciel\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Tesseract_(logiciel))

-Une histoire complexe de l'accès au droit,<https://www.precisement.org/blog/Une-histoire-complexe-de-l-acces-au-droit.html>

-Your IA consumer champion ,<https://donotpay.com/> .

ANNEXES

ANNEXES

Questionnaire :

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Ce questionnaire a été élaboré dans le but de préparer un mémoire de fin d'étude afin d'obtenir un master à l'école supérieure de la gestion numérique «Kolea», de ce fait, nous réalisons une enquête sur la satisfaction des utilisateurs de la plateforme Legal doctrine. L'intérêt est d'identifier vos attentes et d'y répondre le mieux possible.

Nous vous sollicitons de répondre avec le plus d'objectivité possible aux questions énumérées ci-dessous.

Sachez que vos réponses ne seront utilisées qu'à des fins scientifiques. Merci d'avance pour votre aimable collaboration pour l'enrichissement de cette présente étude.

Question 1 : À quelle fréquence utilisez-vous la plateforme LegalDoctrine ?

- Fréquemment (quotidiennement)
- Assez fréquemment (plusieurs fois par semaine)
- De temps en temps (plusieurs fois par mois)
- Rarement (plusieurs fois par trimestre)
- Très rarement (plusieurs fois par semestre)
- Jamais

Question 2 : Combien de recherche effectuez-vous pour trouver votre texte lors d'une session d'utilisation ?

- Plus de 10 recherches
- De 6 à 10 recherches
- Moins de 5 recherches

Question 3 : Combien de temps en moyenne passez-vous sur LegalDoctrine lors d'une session d'utilisation ?

Annexes

- Plus de 1h
- 30min à 1h
- 30min à 15 min
- Moins de 15 min

Question 4 : Sur une échelle de 1 à 5, comment évalueriez-vous l'efficacité de la recherche sur LegalDoctrine ?

- 1 (très insatisfait)
- 2 (insatisfait)
- 3 (neutre)
- 4 (satisfait)
- 5 (très satisfait)

Question 5 : Avez-vous rencontré des problèmes techniques lors de l'utilisation de la plateforme Legal Doctrine ? Si oui, lesquels ?

- Problèmes de connexion
- Difficultés pour accéder aux documents
- Problèmes de navigation sur le site
- Problèmes lors de la recherche
- Problèmes d'impression ou de téléchargement de documents
- Aucun problème technique rencontré
- Autre

Question 6 : Dans quelle mesure la plateforme LegalDoctrine répond-elle à vos besoins en matière de recherche juridique ?

- 1 (très insuffisamment)
- 2 (insuffisamment)
- 3 (moyennement)
- 4 (suffisamment)
- 5 (très suffisamment)

Annexes

Question 7 : Depuis combien de temps utilisez-vous LegalDoctrine ?

- Plus de 5 ans
- 3-5ans
- 1-3ans
- Moins de 1 an

Question 8 : Quels sont les principaux avantages que vous trouvez à utiliser LegalDoctrine dans votre pratique professionnelle ?

Votre réponse

Question 9 : Avez-vous constaté une amélioration de votre productivité ou de la qualité de votre travail grâce à l'utilisation de LegalDoctrine ? Si oui, veuillez expliquer.

Votre réponse

Question 10 : Quels aspects de la plateforme LegalDoctrine pourraient être améliorés selon vous ?

Votre réponse

Question 11 : Quel est votre domaine d'expertise juridique ?

Votre réponse

Table des matières
